



N° 67-202-XIF au catalogue

Bilan des investissements internationaux du Canada



Premier trimestre 2006



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Système de comptabilité nationale, Division de la balance des paiements, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-1855).

Pour obtenir des informations sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web à www.statcan.ca.

Service national de renseignements **1 800 263-1136**

Service national d'appareils de télécommunication pour les malentendants **1 800 363-7629**

Renseignements concernant le Programme des services de dépôt **1 800 700-1033**

Télécopieur pour le Programme des services de dépôt **1 800 889-9734**

Renseignements par courriel infostats@statcan.ca

Site Web www.statcan.ca

Renseignements pour accéder au produit

Le produit n° 67-202-XIF au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.ca et de choisir la rubrique Nos produits et services.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de *normes de service à la clientèle* qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136. Les normes de services sont aussi publiées sur www.statcan.ca sous À propos de Statistique Canada > Offrir des services aux Canadiens.



Statistique Canada
Division de la balance des paiements
Système de comptabilité nationale

Bilan des investissements internationaux du Canada

Premier trimestre 2006

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2006

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Juillet 2006

N° 67-202-XIF au catalogue, vol. 4, n° 1

ISSN 1708-0711

Périodicité : trimestrielle

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 67-202-XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Informations pour l'utilisateur

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- p provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Le Système de comptabilité nationale

Au Canada, les comptes nationaux ont fait l'objet depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale de toute une série de publications portant sur leurs éléments constitutifs propres. Ils ont connu une telle évolution qu'on peut maintenant les qualifier de « Système de comptabilité nationale ». Aux fins d'identification, toutes les publications qui font partie du système (elles contiennent des tableaux statistiques, la description du cadre théorique et l'explication des sources et des méthodes) portent le titre général de « Système de comptabilité nationale ».

Le Système de comptabilité nationale du Canada se divise en plusieurs catégories de comptes. Les comptes annuels et trimestriels des revenus et des dépenses (paraissant dans les publications dont le numéro de catalogue commence par 13) ont constitué le premier ensemble de statistiques à être connu sous le titre de « Comptes nationaux » (Comptes nationaux des revenus et dépenses). Les données sur la balance canadienne des paiements internationaux (numéro de catalogue commençant par 67) font également partie du Système de comptabilité nationale; elles ont même existé avant les comptes des revenus et dépenses.

Une nomenclature beaucoup plus détaillée d'industries et de biens et services figure dans les tableaux d'entrées-sorties du système (numéro de catalogue commençant par 15). Les publications dont le numéro de catalogue commence par 15 comprennent aussi les mesures de l'apport de chaque branche d'activité au total du produit intérieur brut au coût des facteurs ainsi que les mesures de productivité.

L'établissement est l'unité primaire de production industrielle tant dans les tableaux d'entrées-sorties que dans les estimations du produit intérieur brut par activité économique. Les comptes de flux financiers (publications dont le numéro de catalogue commence par 13) mesurent les opérations financières. Les catégories de prêteurs et d'instruments financiers forment les éléments de base de ces statistiques et l'entité juridique est le point de départ du classement des agents économiques. Les comptes du bilan des actifs et passifs en cours sont disponibles annuellement.

Le Système de comptabilité nationale constitue un ensemble conceptuellement intégré dans lequel les diverses catégories de comptes peuvent être considérées comme des sous-systèmes étroitement liés entre eux. Au stade actuel de développement, on ne peut faire de comparaison directe entre les éléments basés sur l'établissement et ceux qui sont basés sur l'entité juridique que lorsque les données sont groupées dans des catégories très générales. Toutefois, Statistique Canada poursuit ses recherches sur les relations entre l'entreprise, la société et l'établissement. Il sera peut-être possible un jour de reclasser les données établies sur une certaine base (l'établissement par exemple) de manière à les faire correspondre aux données établies sur une autre base (société ou entreprise).

Dans ses grandes lignes, le Système de comptabilité nationale du Canada suit de très près la norme internationale présentée dans le **Système de comptabilité nationale de 1993**, lequel est produit conjointement par la Commission des Communautés européennes, le Fonds monétaire international, l'Organisation de coopération et de développement économiques, les Nations Unies et la Banque mondiale.

Table des matières

Faits saillants	7
Analyse — Premier trimestre de 2006	8
Hausse des investissements de portefeuille canadiens à l'étranger	10
Progression des investissements directs canadiens à l'étranger	10
Passif : augmentation des investissements directs étrangers au Canada	10
Investissement direct étranger 2005	11
L'investissement direct augmente aux États-Unis et diminue dans les pays européens	12
Les États-Unis détiennent près des deux tiers de l'investissement direct étranger au Canada	13
Baisse du bilan net de l'investissement direct étranger du Canada	14
Produits connexes	15
Tableaux statistiques	
1 Bilan des investissements internationaux avec tous les pays	22
1-1 2001 à 2002	22
1-2 2003 à 2004	23
1-3 2005 à 2006	24
2 Investissements directs canadiens à l'étranger, par région géographique	25
3 Investissements directs canadiens à l'étranger, par industrie	25
4 Bénéfices d'investissements directs à l'étranger	26
4-1 Trimestriel	26
4-2 Annuel	27
5 Investissements de portefeuille en obligations étrangères, par région géographique	27
6 Investissements de portefeuille en actions étrangères, par région géographique	28
7 Investissements de portefeuille en instruments du marché monétaire étranger, par région géographique	28
8 Réserves officielles internationales du Canada	29
9 Autres actifs	29
10 Investissements directs étrangers au Canada, par région géographique	30
11 Investissements directs étrangers au Canada, par industrie	30

Table des matières – suite

12	Bénéfices d'investissements directs étrangers au Canada	31
12-1	Trimestriel	31
12-2	Annuel	32
13	Investissements de portefeuille en obligations canadiennes, par région géographique	33
14	Investissements de portefeuille en obligations canadiennes, facteurs expliquant la variation nette de la valeur comptable	34
15	Investissements de portefeuille en obligations canadiennes, valeur comptable et valeur au marché	35
15-1	Gouvernements	35
15-2	Entreprises publiques	36
15-3	Autres secteurs	37
16	Investissements de portefeuille en actions canadiennes, par région géographique	38
17	Investissements de portefeuille en instruments du marché monétaire canadien, par région géographique	39
18	Investissements de portefeuille en instruments du marché monétaire canadien, par secteur	40
19	Autres passifs	40
20	Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada	41
20-1	Administration publique fédérale	41
20-2	Administrations publiques provinciales	42
20-3	Administrations publiques municipales	43
20-4	Administrations publiques	44
20-5	Entreprises publiques fédérales	45
20-6	Entreprises publiques provinciales	46
20-7	Entreprises publiques municipales	47
20-8	Entreprises publiques	48
20-9	Administrations et entreprises publiques	49
20-10	Sociétés privées	50
20-11	Total, tous les secteurs	51
21	Dette extérieure brute, position	52
21-1	Total, tous les secteurs	52
21-2	Administrations publiques	53
21-3	Autorités monétaires	54
21-4	Banques	55
21-5	Autres secteurs	56
22	Bilan des investissements internationaux avec les États-Unis	57
22-1	Actif	57
22-2	Passif	58

Table des matières – suite

23	Bilan des investissements internationaux avec tous les pays excluant les États-Unis	59
23-1	Actif	59
23-2	Passif	60
24	Bilan des investissements internationaux avec le Royaume-Uni	61
24-1	Actif	61
24-2	Passif	61
25	Bilan des investissements internationaux avec le Japon	62
25-1	Actif	62
25-2	Passif	62
26	Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'Union européenne	63
26-1	Actif	63
26-2	Passif	63
27	Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'OCDE	64
27-1	Actif	64
27-2	Passif	64
28	Bilan des investissements internationaux avec tous les autres pays	65
28-1	Actif	65
28-2	Passif	65

Qualité des données, concepts et méthodologie

Résumé de la méthodologie ayant servi à produire le Bilan des investissements internationaux du Canada sur une base trimestrielle	66
Notes statistiques	68
Renvois	81

Appendice

I	Glossaire	89
II	Tableaux de références	97

Graphiques

1.	Bilan des investissements internationaux du Canada	8
2.	Passif international net du Canada par rapport au PIB	9
3.	Position d'investissement direct étranger	11
4.	Investissement direct canadien à l'étranger 2005 - Répartition géographique	13
5.	Position d'investissement direct étranger avec les États-Unis	14

Faits saillants

- Le passif net du Canada envers les résidents étrangers a diminué de 8,4 % par rapport au trimestre précédent et représentait 10,9 % du produit intérieur brut (PIB), soit un creux historique.

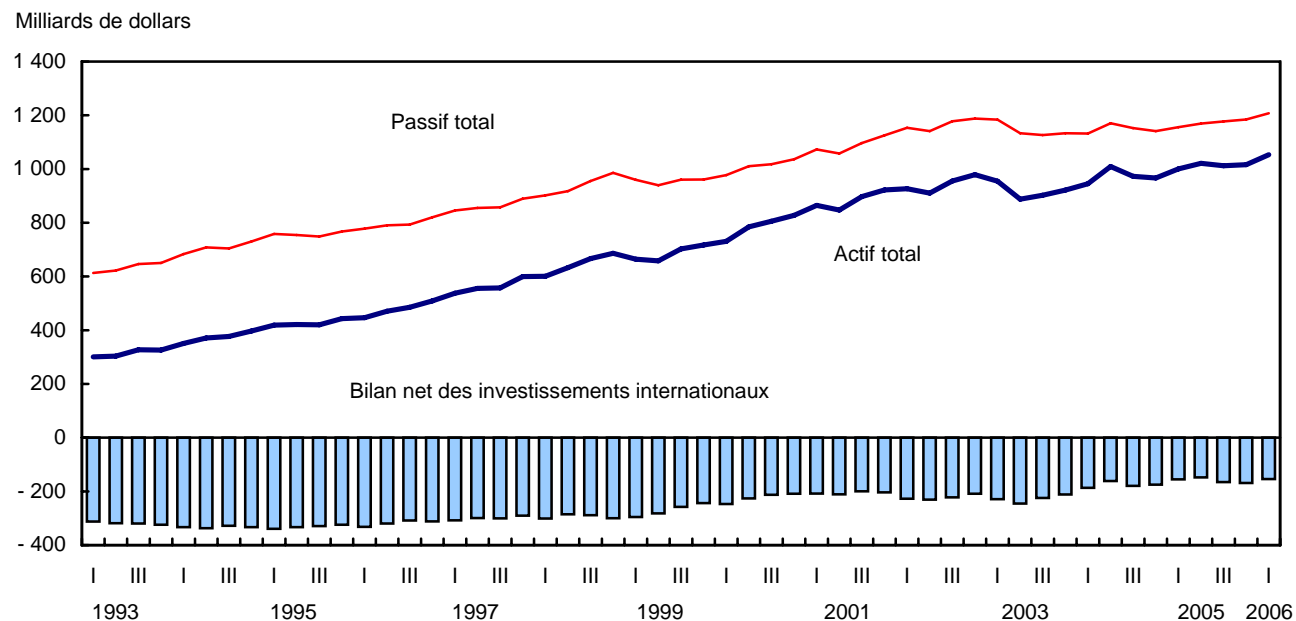
Analyse — Premier trimestre de 2006

Le passif net du Canada envers les résidents étrangers a diminué de 8,4 % par rapport au trimestre précédent et représentait 10,9 % du produit intérieur brut (PIB), soit un creux historique.

Le passif net des Canadiens envers l'étranger, soit la différence entre l'actif et le passif étrangers, s'est établi à 154,3 milliards de dollars à la fin du premier trimestre, en baisse de 14,2 milliards de dollars par rapport à la fin de 2005.

La valeur de l'actif international a totalisé 1 053,0 milliards de dollars, en hausse de 3,6 % par rapport au trimestre précédent. Cette hausse s'explique en grande partie par une progression des investissements directs à l'étranger et des avoirs en obligations étrangères.

Graphique 1
Bilan des investissements internationaux du Canada



Par ailleurs, le passif international a atteint 1 207,4 milliards de dollars, en hausse de 1,9 % par rapport à la fin de 2005. Cette progression a été principalement attribuable à la croissance des investissements directs étrangers au Canada.

Le passif net envers l'étranger à la fin de mars représentait 10,9 % du PIB du Canada, soit un creux historique, en baisse d'un point de pourcentage complet par rapport à la fin de décembre. Aussi récemment qu'à la fin de 2002, ce ratio était de 17,6 %.

Le dollar canadien s'est légèrement déprécié par rapport à toutes les principales devises au premier trimestre, ce qui a augmenté la valeur de l'actif international et du passif étranger de 7,6 milliards de dollars et de 2,6 milliards de dollars respectivement.

Nouveau traitement des provisions

Dans le bilan des investissements internationaux, les provisions figuraient comme catégorie d'actif distincte. Ces provisions portent sur les pertes prévues sur prêts et autres crédits accordés par l'administration publique fédérale et les institutions financières.

La disponibilité de données spécifiques sur les provisions a été réduite et il n'y a donc plus suffisamment de détails pour justifier une série de données sur les provisions. Par conséquent, les données sur les prêts et autres catégories d'actif sont maintenant présentées sur une base nette depuis le premier trimestre de 2003. Les provisions ne constitueront donc plus une catégorie distincte. Les données sur les années antérieures restent disponibles jusqu'à la prochaine révision historique de ces données.

Estimations fondées sur la valeur au marché

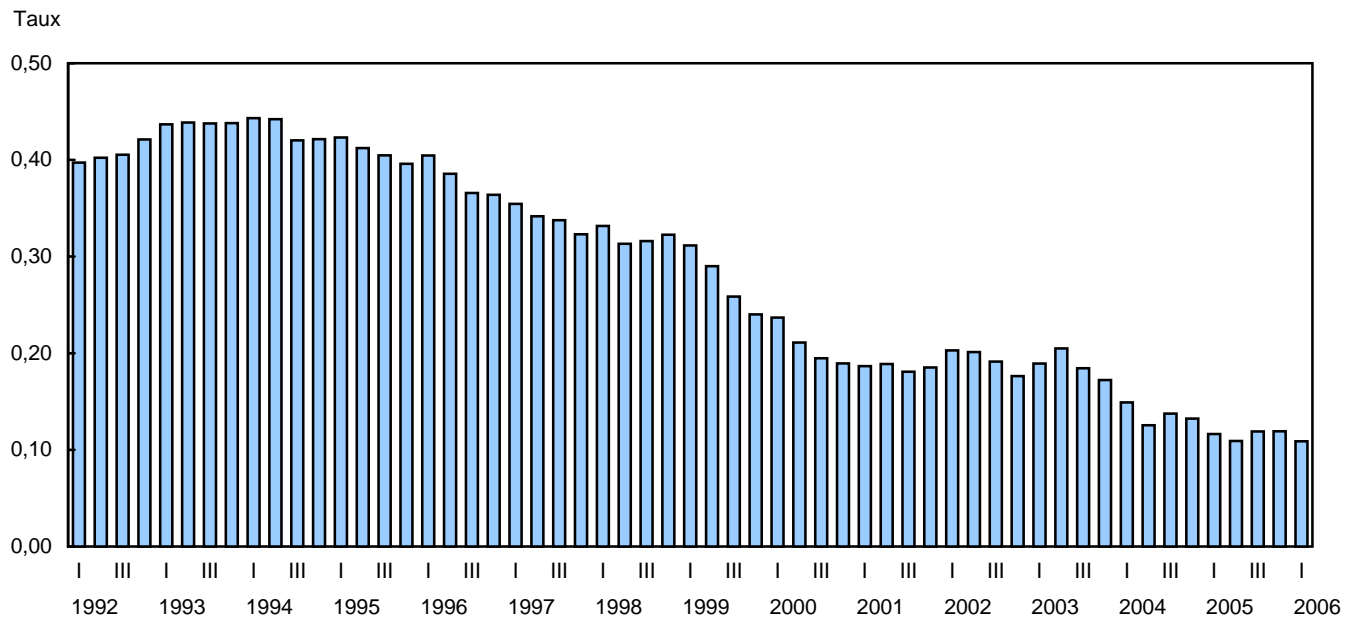
Depuis le premier trimestre de 2005, les investissements totaux de portefeuille (actions, obligations et instruments du marché monétaire) sont disponibles à la valeur au marché. Les estimations annuelles selon la valeur au marché des investissements directs étrangers sont aussi disponibles et on été diffusées plus tôt cette année. Ces séries supplémentaires font partie d'une initiative pluriannuelle visant à améliorer l'information du bilan des investissements internationaux. L'analyse qui suit porte sur des données fondées sur la valeur comptable, le jeu complet d'estimations fondées sur la valeur au marché n'étant pas actuellement disponible.

Réévaluation de la monnaie

La valeur de l'actif et du passif libellée en devises étrangères est convertie en dollars canadiens à la fin de chaque période pour laquelle on calcule un bilan. La plupart des avoirs étrangers du Canada sont exprimés en devises étrangères, tandis que moins de la moitié de notre passif international est en devises étrangères.

Lorsque le dollar canadien prend de la valeur, la redéfinition de la valeur de cet actif et de ce passif en dollars canadiens fait diminuer la valeur déclarée. L'opposé est vrai lorsque le dollar perd de la valeur.

Graphique 2
Passif international net du Canada par rapport au PIB



Hausse des investissements de portefeuille canadiens à l'étranger

Les avoirs canadiens en obligations étrangères ont poursuivi leur tendance à la hausse de long terme au cours des trois premiers mois de l'année en enregistrant la plus forte progression trimestrielle historique. En effet, ces avoirs ont fait un bond de 10,4 milliards de dollars pour s'établir à 92,8 milliards de dollars à la fin du trimestre, soit un sommet.

Les Canadiens ont accru leurs avoirs en obligations américaines et d'outre-mer de 11 % et de 18 % respectivement.

Sous l'impulsion de cette croissance, les investissements de portefeuille canadiens totaux (avoirs en actions, en obligations et en instruments du marché monétaire) à l'étranger ont atteint 300,8 milliards de dollars à la fin de mars, ce qui a représenté 29 % de l'actif international du Canada à la fin du trimestre, soit une proportion qui est à la hausse.

Les avoirs en actions étrangères se sont élevés à 193,9 milliards de dollars, en hausse de 4,7 milliards de dollars par rapport à la fin de 2005, les Canadiens investissant surtout dans les actions américaines au premier trimestre.

Si les investissements en obligations étrangères ont fortement progressé récemment, les avoirs en actions étrangères ont été plus stables. Ils ont représenté 65 % des investissements de portefeuille canadiens totaux à l'étranger à la fin du premier trimestre, comparativement à 80 % à la fin de 2002.

Les avoirs canadiens en instruments du marché monétaire étranger se sont accrus de 1,0 milliard de dollars pour s'établir à 14,1 milliards de dollars à la fin du premier trimestre.

Progression des investissements directs canadiens à l'étranger

Les investissements directs canadiens à l'étranger ont atteint 477,8 milliards de dollars à la fin de mars, en hausse de 12,7 milliards de dollars par rapport à la fin de décembre. Des injections de fonds de roulement dans les sociétés affiliées étrangères existantes et une réévaluation des actifs existants à l'étranger expliquent largement cette progression.

Les investissements directs canadiens aux États-Unis ont grimpé de 5,9 milliards de dollars pour s'établir à 219,6 milliards de dollars à la fin de mars. Parallèlement, les investissements directs dans l'ensemble des autres pays se sont accrus de 6,9 milliards de dollars pour se situer à 258,2 milliards de dollars.

Passif : augmentation des investissements directs étrangers au Canada

Les investissements directs étrangers au Canada ont crû de 8,6 milliards de dollars pour se fixer à 424,2 milliards de dollars à la fin de mars. Les investisseurs directs étrangers ont augmenté leur position, surtout à la suite d'acquisitions et de bénéfices réinvestis dans les filiales au Canada.

Les investissements directs étrangers en provenance des États-Unis se sont élevés à 270,4 milliards de dollars, en hausse de 3,9 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent. Les États-Unis ont représenté près des deux tiers des investissements directs étrangers au Canada.

Les avoirs étrangers en actions canadiennes ont progressé de 2,7 milliards de dollars pour se fixer à 110,3 milliards de dollars à la fin du trimestre. Dans ce cas également, les investisseurs américains en détenaient la très grande majorité, soit 90 % de la valeur totale.

Les investisseurs étrangers se sont intéressés fortement aux instruments du marché monétaire canadien pour un deuxième trimestre consécutif. Par conséquent, les avoirs étrangers d'instruments du marché monétaire canadien sont passés à 22,9 milliards de dollars, en hausse de 2,1 milliards de dollars. Parallèlement, les investisseurs étrangers ont réduit légèrement leurs investissements en obligations canadiennes. À la fin de mars, les avoirs étrangers en obligations canadiennes avaient diminué d'un peu moins de 1 milliard pour atteindre 379,3 milliards de dollars.

Alors que le passif international du Canada a progressé au fil des ans, la composition a changé. La proportion des instruments d'emprunt dans le passif international a diminué, tandis que celle des investissements en capital actions a augmenté.

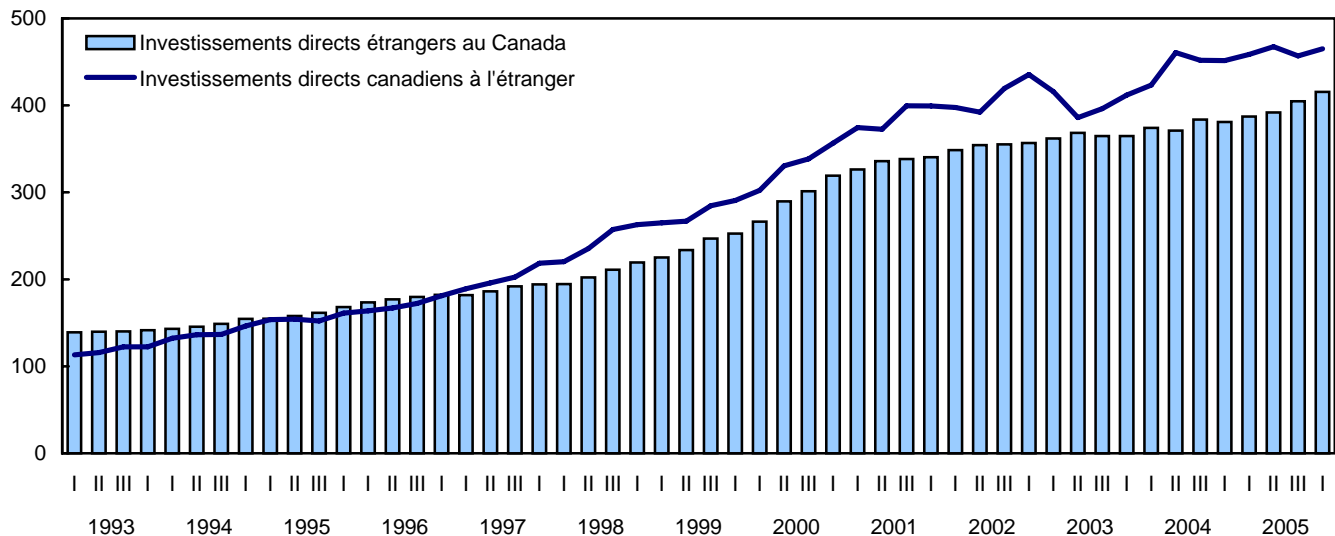
La proportion du passif étranger total constitué d'obligations et d'instruments du marché monétaire à la fin de 2005 ne s'est élevée qu'à 34 %, en baisse comparativement à 50 % à la fin de 1995. La part des investissements directs étrangers a enregistré la progression la plus considérable, passant de 22 % en 1995 à 35 % à la fin de 2005. Parallèlement, les avoirs de portefeuille en actions canadiennes ont presque doublé leur part, passant de 5 % à 9 %.

Investissement direct étranger 2005

L'investissement direct étranger au Canada a augmenté trois fois plus vite que l'investissement direct canadien à l'étranger en 2005, principalement en raison de l'importante appréciation du dollar canadien qui a fait baisser la valeur des investissements existants à l'étranger.

Graphique 3
Position d'investissement direct étranger

Milliards de dollars



L'investissement direct étranger au Canada a augmenté de plus de 9 %, tandis que l'investissement direct canadien à l'étranger n'a crû que de 3 %.

L'investissement direct étranger au Canada a atteint 415,6 milliards de dollars à la fin de 2005, en hausse de 34,6 milliards de dollars par rapport à il y a un an. Cette croissance est attribuable principalement aux acquisitions et aux injections de fonds par les sociétés mères dans le fonds de roulement de leurs filiales canadiennes. Les investissements directs étrangers au Canada ont progressé continuellement depuis le milieu des années 1930.

Parallèlement, l'investissement direct canadien à l'étranger a atteint 465,1 milliards de dollars, en hausse comparativement aux 451,4 milliards de dollars enregistrés à la fin de 2004. L'appréciation du dollar canadien a fait baisser ces avoirs de 30,0 milliards de dollars car les investissements directs canadiens à l'étranger sont libellés en devises étrangères. Toutefois, la valeur des opérations en capital au cours de l'année a fait un large contrepoint à cet effet.

C'est ainsi que le bilan net des investissements directs (l'écart entre l'investissement direct canadien à l'étranger et l'investissement direct étranger au Canada) a diminué pour passer à 49,5 milliards de dollars à la fin de 2005, comparativement au montant révisé de 70,4 milliards de dollars il y a un an.

Note aux lecteurs

L'**investissement direct** est une catégorie du compte financier du bilan des investissements internationaux qui représente l'investissement d'une entité résidente d'un pays obtenant une participation durable dans une entreprise résidente d'un autre pays. La participation durable sous-entend l'existence d'une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise ainsi qu'une grande influence de l'investisseur dans la gestion de l'entreprise.

Dans la pratique, on juge qu'il y a investissement direct lorsqu'une entreprise détient au moins 10 % des actions avec droit de vote d'une entreprise étrangère. Dans le présent rapport, l'investissement direct représente le bilan cumulatif de fin d'exercice.

Dans les statistiques canadiennes, l'investissement direct se mesure comme la valeur totale des actions et des créances nettes à long et à court terme que détiennent les entreprises à l'étranger.

L'investissement direct étranger transite souvent par des sociétés de portefeuille intermédiaires ou d'autres entités juridiques avant d'atteindre leur destination finale. Comme ces entités sont généralement dans le secteur financier, ce secteur compte pour une part plus grande, pour ce qui est de l'investissement immédiat, que si la destination finale était connue.

Estimations à la valeur marchande

Les séries de positions des investissements directs étrangers sont évaluées à la valeur comptable. Toutefois, cette présente publication annuelle fournit pour la première fois des estimations agrégées provisoires d'investissement direct étranger à la valeur marchande. Pour obtenir ces estimations ou plus de renseignements, consultez le document Les nouveautés en matières de comptes économiques canadiens (13-605-XIF2006002, gratuit).

En 2005, le dollar canadien a progressé de 3,4 % par rapport au dollar américain, de 15,2 % par rapport à la livre sterling, de 19,0 % par rapport au yen japonais et de 18,3 % par rapport à l'euro.

L'investissement direct augmente aux États-Unis et diminue dans les pays européens

L'actif en investissements directs aux États-Unis a crû de 17,4 milliards de dollars pour atteindre 213,7 milliards de dollars, surtout en raison des sorties de capitaux vers les entreprises déjà en exploitation situées au sud de la frontière.

Pour une deuxième année consécutive, la part des investissements américains a progressé. Elle représentait 46 % du total de l'investissement direct à l'étranger à la fin de 2005, comparativement à 43 % il y a un an.

Le raffermissement du dollar canadien par rapport à l'euro et à la livre sterling a eu un effet négatif sur l'actif en investissements directs dans les pays européens. La valeur des investissements directs canadiens au Royaume-Uni a fléchi de 1,7 milliard de dollars et s'est établie à 42,7 milliards de dollars. Le Royaume-Uni s'est tout de même classé au deuxième rang en ce qui a trait aux destinations de l'investissement direct canadien à l'étranger.

L'investissement direct canadien en France a chuté (-14 %), ainsi que les investissements aux Pays-Bas (-19 %). Toutefois, ces pays sont encore des destinations privilégiées pour les investisseurs directs canadiens à l'étranger. La France, les Pays-Bas, l'Irlande et le Royaume-Uni étaient les seuls pays européens parmi les 10 plus importants en ce qui concerne les investissements directs canadiens à l'étranger à la fin de 2005.

Les investisseurs directs canadiens ont continué d'investir dans les pays des Caraïbes à la fin de 2005. La Barbade, enregistrant des investissements directs de 34,7 milliards de dollars, en hausse de 13 %, se classait au troisième rang des destinations préférées pour les investissements directs, après les États-Unis et le Royaume-Uni.

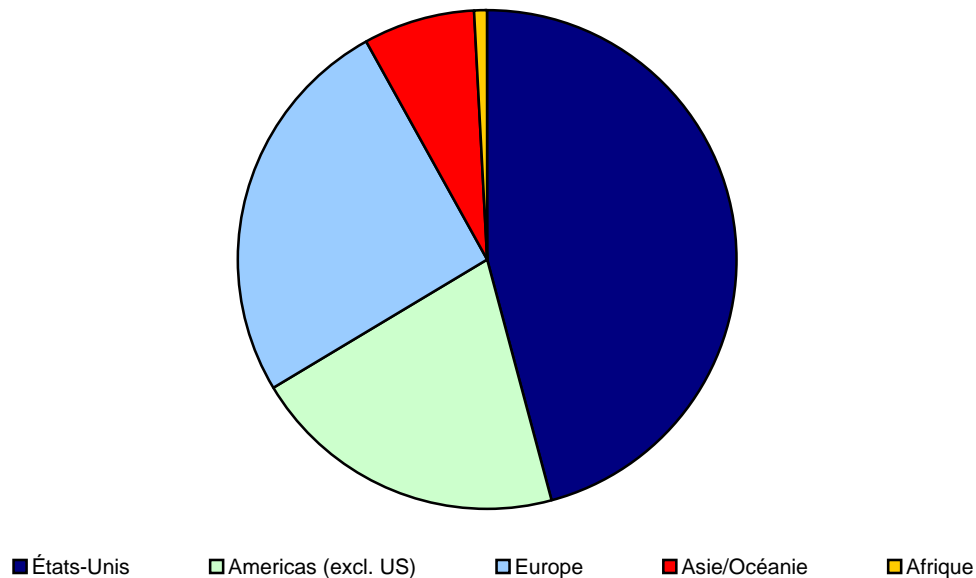
Le Brésil a été le seul nouveau pays à joindre le groupe des 10 premiers pays à la fin de 2005 et il a remplacé le Japon, où les investissements ont baissé de 13 % pour passer à 7,4 milliards de dollars. L'investissement direct canadien au Brésil a augmenté de 14 % pour atteindre 8,0 milliards de dollars à la fin de l'année.

Les investissements directs canadiens à la fin de 2005 ont été répartis dans 150 pays sur tous les continents, et plus de 30 pays ont enregistré des investissements d'au moins 1 milliard de dollars.

À la fin de 2005, l'actif en investissements directs étrangers se situait surtout dans les secteurs des finances et de l'assurance (44 %), de l'énergie (12 %) et des minéraux métalliques (11 %). La part des investissements directs canadiens dans le secteur des finances et de l'assurance a doublé depuis deux décennies, tandis que la part du secteur des minéraux métalliques a reculé pour passer de 17 % à 11 %.

Graphique 4

Investissement direct canadien à l'étranger 2005 - Répartition géographique



Les États-Unis détiennent près des deux tiers de l'investissement direct étranger au Canada

Les investisseurs américains détenaient 266,5 milliards de dollars d'investissement direct au Canada à la fin de 2005, en hausse de 18,0 milliards de dollars comparativement à 2004.

De cette progression, environ 11,6 milliards de dollars ont été investis dans le secteur de l'énergie, qui est le favori des investisseurs directs américains. Les investisseurs directs américains ont augmenté de plus de 150 % leur position dans le secteur de l'énergie au Canada depuis 2000.

Les investisseurs directs américains étaient encore de loin les plus importants au Canada, puisqu'ils possédaient près des deux tiers (64 %) du total. Quatre pays d'Europe suivaient, soit le Royaume-Uni (29,9 milliards de dollars en investissements directs étrangers au Canada), la France (28,4 milliards de dollars), les Pays-Bas (21,7 milliards de dollars) et la Suisse (13,0 milliards de dollars).

Comme dans le cas de l'investissement direct à l'étranger, le Brésil est le seul nouveau pays qui s'est ajouté à la liste des 10 principaux partenaires du Canada pour l'investissement direct au Canada.

Les 10 principaux pays investisseurs ont représenté 95 % du total investi, ce qui fait porter à croire que les investissements directs étrangers au Canada sont concentrés parmi les grands pays développés. Toutefois, près de 100 pays détenaient une position en investissement direct au Canada à la fin de 2005.

Le secteur des finances et de l'assurance représentait 21 % de l'investissement direct étranger au Canada à la fin de 2005, suivi du secteur de l'énergie (20 %). La part du secteur de l'énergie dans les investissements directs

étrangers au Canada a presque doublé depuis 1999, étant passée de 11 % à 20 %, soit la même qu'elle était en 1987.

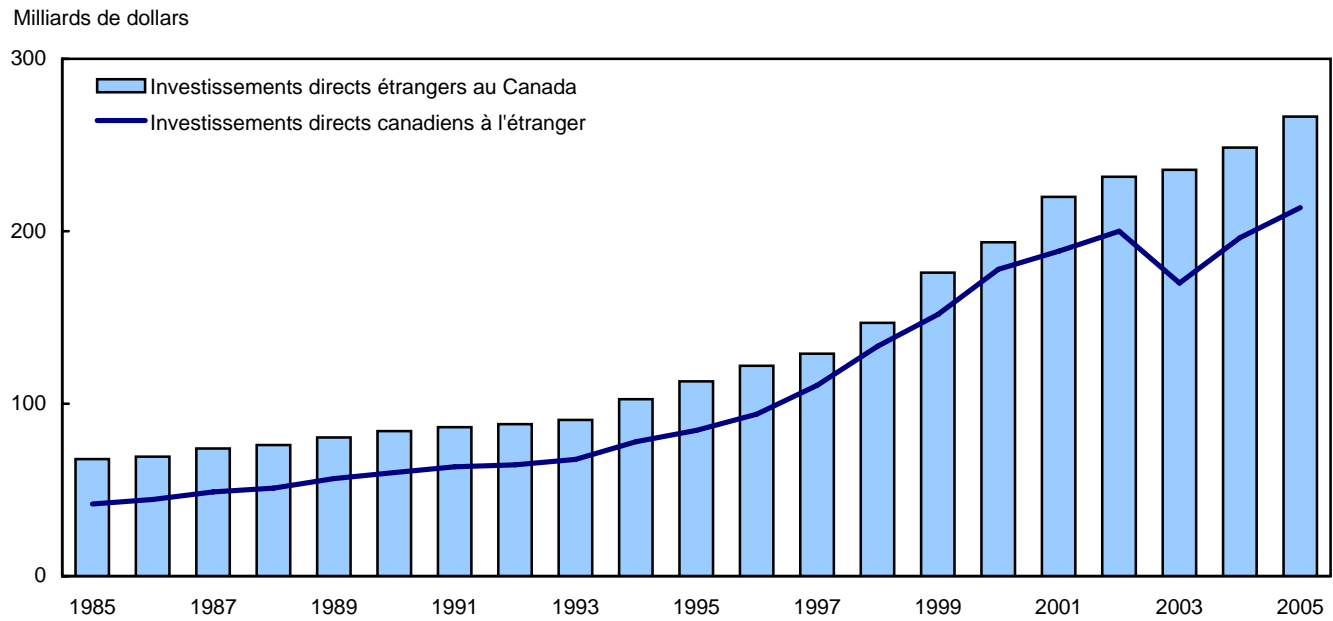
Baisse du bilan net de l'investissement direct étranger du Canada

Le bilan net des investissements directs du Canada a diminué de 20,9 milliards de dollars et s'est établi à 49,5 milliards de dollars à la fin de 2005. Le bilan net des investissements directs du pays est positif depuis neuf ans et il a contribué positivement à l'accroissement du bilan net des investissements internationaux du Canada.

Le Canada a un bilan net positif en investissements directs avec la plupart de ses partenaires. Toutefois, à la fin de 2005, le bilan net des investissements directs du Canada par rapport aux États-Unis était négatif (-52,8 milliards de dollars).

L'investissement direct net aux États-Unis n'a jamais été positif. Autrement dit, les investisseurs directs américains ont toujours eu un actif plus élevé au Canada que les investisseurs directs canadiens au sud de la frontière.

Graphique 5
Position d'investissement direct étranger avec les États-Unis



Produits connexes

Choisis parmi les publications de Statistique Canada

11-010-X	L'observateur économique canadien
13-010-X	Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens
13-214-X	Comptes du bilan national, estimations trimestrielles
13-605-X	Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens
67-001-X	Balance des paiements internationaux du Canada
67-002-X	Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières
67-203-X	Le commerce international de services du Canada
67-506-X	La balance des paiements internationaux et le bilan des investissements internationaux du Canada : concepts, sources, méthodes et produits
67F0001M	Division de la balance des paiements - Documents de recherche

Choisis parmi les produits techniques et analytiques de Statistique Canada

11-621-M2004013	Les acquisitions transfrontalières : une perspective canadienne
67F0001M1997001	Investissements étrangers, autres que les sociétés, dans l'immobilier au Canada
67F0001M1997002	Les placements étrangers sur le marché obligataire canadien, 1978 à 1990
67F0001M1997003	Les caractéristiques des firmes canadiennes importatrices, 1978 à 1986
67F0001M1997004	La divergence statistique dans la balance des paiements du Canada, 1962 à 1991
67F0001M1997005	La dette publique du Canada détenue par les non-résidents : perspectives historiques, 1926 à 1992
67F0001M1997006	La mondialisation et le bilan des investissements internationaux du Canada, 1950 à 1992
67F0001M1997007	Les placements étrangers des caisses de retraite en fiducie, 1970 à 1992
67F0001M1997008	Tendances récentes des investissements directs canadiens à l'étranger : l'essor des multinationales canadiennes, 1969 à 1992
67F0001M1997009	Les bénéficiaires au titre des investissements directs, au Canada et à l'étranger, 1983 à 1993
67F0001M1997010	Le développement de la nomenclature de la balance des paiements
67F0001M1997011	Rapprochement du compte courant du Canada et des États-Unis, 1994 et 1995
67F0001M1997012	La mesure des placements de portefeuille étrangers en obligations canadiennes
67F0001M1997013	L'application au Canada des normes internationales régissant les données du commerce international en services - cinquième édition : le coup d'envoi
67F0001M1997014	Les opérations de pension entre résidents canadiens et non-résidents
67F0001M1997015	Services juridiques au niveau international, 1995-1996
67F0001M1997016	Services de conseil en gestion au niveau international, 1990 à 1996
67F0001M1997017	La mise en place au Canada du BPM-5, 1997
67F0001M1999018	Rapprochement du compte courant du Canada et des États-Unis, 1996 et 1997
67F0001M1999019	Enjeux de la provincialisation des investissements directs étrangers
67F0001M2001020	L'investissement direct étranger : un élément moteur de la mondialisation de l'économie
67F0001M2001021	Statistiques du commerce des sociétés affiliées à l'étranger : mesure de la mondialisation économique

Choisis parmi les tableaux de CANSIM de Statistique Canada

376-0001	Balance des paiements internationaux, compte courant
376-0002	Balance des paiements internationaux, compte capital et financier
376-0003	Balance des paiements internationaux, compte courant
376-0004	Balance des paiements internationaux, compte capital et financier
376-0005	Balance des paiements internationaux, compte courant, désaisonnalisé
376-0006	Balance des paiements internationaux, compte courant, biens
376-0007	Balance des paiements internationaux, compte courant, biens
376-0008	Balance des paiements internationaux, transactions en devises étrangères au niveau de l'actif et le passif comptabilisés au Canada par les banques à charte canadiennes
376-0009	Balance des paiements internationaux, transactions des banques à charte canadiennes au niveau de l'actif et le passif comptabilisés au Canada auprès des non-résidents, flux et positions
376-0010	Balance des paiements internationaux, transactions en devises étrangères au niveau de l'actif et le passif comptabilisés au Canada par les banques à charte canadiennes
376-0011	Balance des paiements internationaux, transactions des banques à charte canadiennes au niveau de l'actif et le passif comptabilisés au Canada auprès des non-résidents, flux et positions
376-0012	Balance des paiements internationaux, compte courant, revenus de placements, par catégorie et secteur
376-0013	Balance des paiements internationaux, compte courant, revenus de placements, par catégorie et secteur
376-0014	Balance des paiements internationaux, flux d'investissements directs canadiens à l'étranger et d'investissements directs étrangers au Canada, par industrie et catégorie de transactions
376-0015	Balance des paiements internationaux, flux d'investissements directs canadiens à l'étranger et d'investissements directs étrangers au Canada, par catégorie de transactions
376-0016	Balance des paiements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, acquisitions, ventes et autres flux
376-0017	Balance des paiements internationaux, flux d'investissements directs canadiens à l'étranger et d'investissements directs étrangers au Canada
376-0018	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille, ventes et achats, nets et brutes, par catégorie et secteur
376-0020	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille, ventes et achats, nets et brutes, par catégorie et secteur
376-0021	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille en obligations canadiennes avec les non-résidents, par catégorie

376-0022	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille en actions canadiennes avec les non-résidents, par catégorie
376-0023	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille en effets du marché monétaire canadien, en obligations étrangères et en actions étrangères, avec les non-résidents, par catégorie
376-0024	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille en obligations canadiennes avec les non-résidents, par catégorie
376-0025	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille en actions canadiennes avec les non-résidents, par catégorie
376-0026	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille avec les non-résidents en effets du marché monétaire canadien, en obligations étrangères et en actions étrangères, par catégorie
376-0027	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille en obligations canadiennes avec les non-résidents, par catégorie
376-0028	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille en actions canadiennes avec les non-résidents, par catégorie
376-0029	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille en effets du marché monétaire canadien, en obligations étrangères et en actions étrangères, par catégorie
376-0031	Transactions internationales de services, voyages par catégorie et zone géographique
376-0032	Les transactions internationales de services, transports par catégorie
376-0033	Les transactions internationales de services, services commerciaux par catégorie
376-0035	Transactions internationales de services, par catégorie
376-0036	Transactions internationales de services, par certains pays
376-0037	Bilan des investissements internationaux
376-0038	Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, par industrie
376-0039	Bilan des investissements internationaux, investissements étrangers de portefeuille, obligations canadiennes et effets de marché monétaire canadien
376-0040	Bilan des investissements internationaux, investissements de portefeuille et autres investissements au Canada, par secteur
376-0041	Bilan des investissements internationaux, investissements de portefeuille en obligations canadiennes, valeur comptable et valeur au marché, par secteur
376-0042	Bilan des investissements internationaux, investissements étrangers de portefeuille en obligations canadiennes et en instruments du marché monétaire canadien, par secteur et région géographique
376-0051	Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, par pays

376-0052	Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)
376-0053	Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, par industrie et pays
376-0054	Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, selon le genre d'exploitation canadienne et le capital investi
376-0055	Bilan des investissements internationaux
376-0056	Bilan des investissements internationaux, investissements de portefeuille et autres investissements au Canada, par secteur
376-0057	Bilan des investissements internationaux, investissements de portefeuille en obligations canadiennes, selon le valeur comptable et valeur au marché
376-0058	Bilan des investissements internationaux, investissements étrangers de portefeuille en obligations canadiennes et en instruments du marché monétaire canadien, par secteur et région géographique
376-0059	Bilan des investissements internationaux, dette extérieure brute au Canada, position, par secteur
376-0060	Statistiques sur le commerce de sociétés affiliées à l'étranger, opérations canadiennes à l'étranger, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)
376-0061	Statistiques sur le commerce de sociétés affiliées à l'étranger, opérations canadiennes à l'étranger, selon les pays
376-0062	Les transactions internationales de services, services commerciaux, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)
376-0063	Bilan des investissements internationaux, investissements étrangers de portefeuille en obligations canadiennes et en instruments du marché monétaire canadien, par secteur et région géographique

Choisis parmi les enquêtes de Statistique Canada

1529	Capitaux investis à l'étranger par les entreprises canadiennes
1534	Balance des paiements internationaux du Canada
1536	Les transactions internationales de services du Canada
1537	Bilan des investissements internationaux du Canada

Choisis parmi les tableaux du Canada en statistiques de Statistique Canada

- *Canada : Données économiques et financières*
- *Balance des paiements internationaux du Canada*
- *Indicateurs économiques, par province et territoire (mensuel et trimestriel)*
- *Bilan des investissements internationaux du Canada*

Tableaux statistiques

Tableau 1-1
Bilan des investissements internationaux avec tous les pays — 2001 à 2002

	V No. (A)	V No. (T)	2001				2002			
			I	II	III	IV	I	II	III	IV
millions de dollars										
Actif :										
Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	v235396	v20862962	374 452	372 556	399 455	399 253	397 684	392 220	419 450	435 494
Investissements de portefeuille :										
Obligations étrangères	v235398	v20862968	37 733	35 892	39 132	38 870	41 009	42 177	45 332	45 392
Obligations étrangères à valeur au marché		v28257655	39 680	37 045	41 500	40 268	42 396	43 774	48 488	47 662
Actions étrangères	v235399	v20862971	184 183	183 364	197 992	200 892	202 898	202 946	212 981	216 307
Actions étrangères à valeur au marché		v28257658	345 860	361 144	324 139	367 566	381 430	334 006	295 069	320 980
Marché monétaire étranger ²	v30615497	v30615505	..	..	..	..	7 590	7 316	7 700	9 076
Marché monétaire étranger à valeur au marché		v30615508	..	..	..	..	7 594	7 318	7 706	9 085
Total	v235423	v20862965	221 915	219 256	237 124	239 762	251 497	252 438	266 013	270 775
Autres investissements :										
Prêts ³	v235406	v20862977	59 112	60 551	62 969	68 402	68 590	64 557	65 737	71 731
Provisions ⁴	v235397	v20862980	-11 582	-11 513	-11 697	-11 851	-11 850	-11 727	-11 872	-11 918
Dépôts ⁵	v235407	v20862983	104 975	93 314	93 212	108 929	106 453	100 878	101 945	99 056
Réserves officielles internationales	v235400	v20862986	51 808	49 228	52 318	53 327	53 660	55 231	55 758	56 230
Autres actifs ⁶	v235408	v20862989	64 252	63 681	63 746	64 155	60 332	56 999	58 380	57 817
Total	v235424	v20862974	268 565	255 261	260 548	282 962	277 186	265 938	269 948	272 915
Total de l'actif :										
À valeur comptable	v235395	v20862959	864 933	847 074	897 126	921 976	926 367	910 596	955 412	979 184
Avec d'investissements de portefeuille à valeur au marché			1 028 557	1 026 006	1 025 642	1 090 049	1 106 290	1 043 256	1 040 661	1 086 136
Passif :										
Investissements directs étrangers au Canada ⁷	v235412	v20862995	326 341	335 953	338 368	340 429	348 565	354 292	355 208	356 819
Investissements de portefeuille :										
Obligations canadiennes ⁸	v235413	v20863001	391 270	386 215	402 756	427 228	433 788	424 127	444 419	449 072
Obligations canadiennes à valeur au marché		v28257661	415 766	407 373	425 742	446 442	463 296	452 765	479 158	482 058
Actions canadiennes	v235414	v20863004	87 696	78 319	77 968	77 487	76 929	79 775	78 872	80 617
Actions canadiennes à valeur au marché		v28257664	183 488	182 470	150 936	167 084	166 744	156 619	131 484	142 504
Marché monétaire canadien	v235416	v20863007	23 251	23 197	19 470	21 463	25 058	23 878	22 803	25 285
Marché monétaire canadien à valeur au marché ⁹		v30615512	23 251	23 197	19 470	21 463	25 175	23 994	22 904	25 401
Total	v235425	v20862998	502 217	487 732	500 194	526 178	535 775	527 779	546 094	554 975
Autres investissements :										
Emprunts ¹⁰	v235415	v20863013	56 062	58 157	63 119	56 035	58 167	53 593	57 824	58 772
Dépôts ¹¹	v235417	v20863016	166 824	154 115	172 674	181 055	188 690	183 677	196 493	195 036
Autres passifs ¹²	v235418	v20863019	21 644	21 972	22 153	21 716	22 267	21 886	22 064	22 275
Total	v235426	v20863010	244 530	234 245	257 947	258 806	269 123	259 156	276 381	276 082
Total du passif :										
À valeur comptable	v235411	v20862992	1 073 089	1 057 929	1 096 509	1 125 414	1 153 463	1 141 227	1 177 683	1 187 876
Avec d'investissements de portefeuille à valeur au marché			1 193 376	1 183 238	1 192 463	1 234 224	1 272 903	1 246 826	1 265 135	1 282 864
Bilan net des investissements internationaux du Canada :										
À valeur comptable	v235422	v20863022	-208 156	-210 855	-199 383	-203 437	-227 096	-230 631	-222 271	-208 692
Avec d'investissements de portefeuille à valeur au marché			-164 819	-157 232	-166 821	-144 175	-166 613	-203 570	-224 474	-196 728

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 1-2
Bilan des investissements internationaux avec tous les pays — 2003 à 2004

	V No. (A)	V No. (T)	2003				2004			
			I	II	III	IV	I	II	III	IV
millions de dollars										
Actif :										
Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	v235396	v20862962	415 774	386 017	396 160	411 887	423 286	460 686	451 910	451 438
Investissements de portefeuille :										
Obligations étrangères	v235398	v20862968	45 901	45 159	45 152	45 740	48 964	52 781	53 379	58 567
Obligations étrangères à valeur au marché		v28257655	48 569	48 913	48 452	48 863	53 576	55 914	57 803	62 941
Actions étrangères	v235399	v20862971	202 526	190 759	195 928	196 920	200 621	204 998	196 857	195 573
Actions étrangères à valeur au marché		v28257658	283 011	303 185	326 427	357 622	372 000	383 008	360 903	384 419
Marché monétaire étranger ²	v30615497	v30615505	9 664	8 535	10 552	10 953	12 268	11 359	11 398	11 079
Marché monétaire étranger à valeur au marché		v30615508	9 680	8 546	10 567	10 977	12 286	11 373	11 413	11 108
Total	v235423	v20862965	258 092	244 452	251 632	253 613	261 852	269 138	261 634	265 219
Autres investissements :										
Prêts ³	v235406	v20862977	66 482	58 895	52 661	51 063	59 109	63 517	56 184	49 813
Provisions ⁴	v235397	v20862980	..	..	..	..	..	..	..	..
Dépôts ⁵	v235407	v20862983	110 192	98 491	98 657	103 582	105 323	115 849	104 980	109 446
Réserves officielles internationales	v235400	v20862986	50 533	47 173	47 719	45 690	46 116	46 349	44 652	40 315
Autres actifs ⁶	v235408	v20862989	53 641	52 975	55 361	55 805	49 664	53 592	53 539	50 133
Total	v235424	v20862974	280 849	257 533	254 398	256 140	260 212	279 308	259 356	249 707
Total de l'actif :										
À valeur comptable	v235395	v20862959	954 714	888 002	902 190	921 641	945 350	1 009 132	972 900	966 363
Avec d'investissements de portefeuille à valeur au marché			1 037 883	1 004 194	1 036 004	1 085 489	1 121 360	1 190 289	1 141 385	1 159 613
Passif :										
Investissements directs étrangers au Canada ⁷	v235412	v20862995	361 933	368 358	364 661	364 708	374 046	370 969	383 686	380 951
Investissements de portefeuille :										
Obligations canadiennes ⁸	v235413	v20863001	435 572	416 279	406 249	404 325	404 204	412 964	401 086	398 070
Obligations canadiennes à valeur au marché		v28257661	466 222	454 677	437 898	434 517	443 672	434 407	432 798	429 587
Actions canadiennes	v235414	v20863004	80 191	81 249	83 101	84 738	86 685	98 763	100 186	104 191
Actions canadiennes à valeur au marché		v28257664	137 580	155 658	171 851	196 400	207 210	222 938	229 451	250 085
Marché monétaire canadien	v235416	v20863007	23 180	22 665	20 725	21 388	18 843	20 852	18 111	19 621
Marché monétaire canadien à valeur au marché ⁹		v30615512	23 270	22 802	20 873	21 523	18 946	20 939	18 191	19 707
Total	v235425	v20862998	538 943	520 193	510 075	510 451	509 732	532 578	519 384	521 882
Autres investissements :										
Emprunts ¹⁰	v235415	v20863013	56 611	53 366	52 157	53 296	51 064	52 708	41 617	40 226
Dépôts ¹¹	v235417	v20863016	204 091	169 988	178 043	183 125	174 586	191 368	185 607	175 978
Autres passifs ¹²	v235418	v20863019	22 073	21 536	21 676	21 684	22 816	22 582	22 075	21 973
Total	v235426	v20863010	282 774	244 890	251 875	258 104	248 466	266 658	249 299	238 177
Total du passif :										
À valeur comptable	v235411	v20862992	1 183 650	1 133 441	1 126 611	1 133 263	1 132 244	1 170 205	1 152 369	1 141 011
Avec d'investissements de portefeuille à valeur au marché			1 271 779	1 246 385	1 247 158	1 275 252	1 292 340	1 315 911	1 313 425	1 318 507
Bilan net des investissements internationaux du Canada :										
À valeur comptable	v235422	v20863022	-228 936	-245 439	-224 421	-211 622	-186 894	-161 073	-179 469	-174 647
Avec d'investissements de portefeuille à valeur au marché			-233 896	-242 191	-211 154	-189 763	-170 980	-125 622	-172 040	-158 894

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 1-3
Bilan des investissements internationaux avec tous les pays — 2005 à 2006

	V No. (A)	V No. (T)	2005				2006			
			I	II	III	IV	I	II	III	IV
millions de dollars										
Actif :										
Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	v235396	v20862962	458 701	467 465	456 856	465 058	477 793	..	..	..
Investissements de portefeuille :										
Obligations étrangères	v235398	v20862968	64 780	70 456	76 144	82 374	92 848	..	..	..
Obligations étrangères à valeur au marché		v28257655	69 266	77 301	82 107	88 827	98 328	..	..	..
Actions étrangères	v235399	v20862971	195 350	195 545	188 543	189 175	193 876	..	..	..
Actions étrangères à valeur au marché		v28257658	384 780	395 048	405 695	422 791	459 196	..	..	..
Marché monétaire étranger ²	v30615497	v30615505	11 017	12 218	12 516	13 055	14 084	..	..	..
Marché monétaire étranger à valeur au marché		v30615508	11 040	12 243	12 542	13 108	14 128	..	..	..
Total	v235423	v20862965	271 147	278 219	277 203	284 604	300 808	..	..	..
Autres investissements :										
Prêts ³	v235406	v20862977	54 450	52 664	51 662	48 325	50 877	..	..	..
Provisions ⁴	v235397	v20862980	..	..	..	..	..	..	..	..
Dépôts ⁵	v235407	v20862983	119 053	124 080	131 476	120 694	119 320	..	..	..
Réserves officielles internationales	v235400	v20862986	43 072	41 769	38 459	38 030	42 149	..	..	..
Autres actifs ⁶	v235408	v20862989	54 178	57 097	56 329	59 319	62 093	..	..	..
Total	v235424	v20862974	270 753	275 610	277 925	266 369	274 439	..	..	..
Total de l'actif :										
À valeur comptable	v235395	v20862959	1 000 602	1 021 294	1 011 985	1 016 031	1 053 040	..	..	..
Avec d'investissements de portefeuille à valeur au marché			1 194 540	1 227 667	1 235 125	1 256 153	1 323 884	0	0	0
Passif :										
Investissements directs étrangers au Canada ⁷	v235412	v20862995	387 097	391 872	404 694	415 561	424 242	..	..	..
Investissements de portefeuille :										
Obligations canadiennes ⁸	v235413	v20863001	399 310	400 315	383 642	380 017	379 345	..	..	..
Obligations canadiennes à valeur au marché		v28257661	429 937	440 113	416 005	407 016	400 496	..	..	..
Actions canadiennes	v235414	v20863004	106 328	105 247	107 896	107 598	110 311	..	..	..
Actions canadiennes à valeur au marché		v28257664	265 212	270 545	308 234	314 712	346 174	..	..	..
Marché monétaire canadien	v235416	v20863007	18 628	19 710	17 686	20 783	22 868	..	..	..
Marché monétaire canadien à valeur au marché ⁹		v30615512	18 695	19 832	17 791	20 899	22 990	..	..	..
Total	v235425	v20862998	524 266	525 272	509 225	508 398	512 524	..	..	..
Autres investissements :										
Emprunts ¹⁰	v235415	v20863013	46 767	48 011	41 239	36 107	39 238	..	..	..
Dépôts ¹¹	v235417	v20863016	175 243	181 229	198 918	201 639	208 439	..	..	..
Autres passifs ¹²	v235418	v20863019	22 383	22 639	22 953	22 829	22 910	..	..	..
Total	v235426	v20863010	244 392	251 879	263 111	260 575	270 587	..	..	..
Total du passif :										
À valeur comptable	v235411	v20862992	1 155 755	1 169 024	1 177 030	1 184 534	1 207 353	..	..	..
Avec d'investissements de portefeuille à valeur au marché			1 345 333	1 374 241	1 409 835	1 418 763	1 464 489	0	0	0
Bilan net des investissements internationaux du Canada :										
À valeur comptable	v235422	v20863022	-155 153	-147 729	-165 045	-168 503	-154 313	..	..	..
Avec d'investissements de portefeuille à valeur au marché			-150 793	-146 574	-174 710	-162 610	-140 605	0	0	0

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 2
Investissements directs canadiens à l'étranger¹, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Tous les pays
			Autres ² pays de l'Union européenne	Japon	Autres ³ pays de l'OCDE	Tous les autres pays		
V No.	v235428	v235450	v235494	v235516	v235538	v235560	v235472	v235396
millions de dollars								
1993	67 677	12 907	11 478	2 845	4 355	23 165	41 843	122 427
1994	77 987	15 038	15 620	3 485	6 635	27 551	53 291	146 315
1995	84 562	16 412	18 106	2 739	7 166	32 251	60 263	161 237
1996	93 939	17 825	19 192	2 676	8 392	39 215	69 474	181 238
1997	110 707	22 722	22 416	2 985	9 284	50 493	85 178	218 607
1998	133 267	24 956	29 149	3 268	11 579	60 691	104 686	262 909
1999	151 775	25 686	28 384	3 853	12 381	68 651	113 270	290 730
2000	177 943	35 170	39 998	5 613	17 600	80 182	143 394	356 506
2001	188 481	39 682	42 783	7 026	26 449	94 832	171 089	399 253
2002	199 992	40 749	49 515	9 708	31 077	104 455	194 754	435 494
2003	169 908	41 658	61 135	8 444	28 400	102 342	200 322	411 887
2004	196 297	44 368	76 878	8 465	20 985	104 445	210 772	451 438
2005 P	213 746	42 714	67 543	7 401	20 865	112 789	208 598	465 058

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 3
Investissements directs canadiens à l'étranger¹, par industrie

Année	Industrie du bois et papier	Industrie de l'énergie et minerais métalliques	Industrie de la machinerie et matériel de transport	Industrie des finances et assurances	Industrie ² des services et commerce de détail	Toutes ³ les autres industries	Toutes les industries
millions de dollars							
1993	3 727	27 008	4 030	37 353	10 423	39 887	122 427
1994	4 358	32 189	4 681	44 725	12 066	48 297	146 315
1995	5 340	37 219	5 207	48 932	17 892	46 646	161 237
1996	4 710	44 703	5 867	58 098	19 724	48 138	181 238
1997	6 154	53 079	7 715	73 714	21 760	56 184	218 607
1998	7 053	58 700	11 752	85 562	31 643	68 199	262 909
1999	7 636	60 444	10 036	104 111	30 130	78 373	290 730
2000	7 050	67 625	21 064	120 483	48 259	92 027	356 506
2001	8 814	76 743	25 603	150 258	56 989	80 845	399 253
2002	9 597	83 627	24 610	188 448	59 773	69 439	435 494
2003	8 385	87 795	23 072	178 741	51 052	62 842	411 887
2004	10 566	100 113	25 795	191 582	58 685	64 697	451 438
2005 P	10 100	104 148	23 464	206 753	57 946	62 647	465 058

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 4-1
Bénéfices d'investissements directs à l'étranger — Trimestriel

Trimestre	Investissements ¹ directs canadiens à l'étranger	Bénéfices		
		Investissements directs, dividendes, recettes	Investissements directs, bénéfices réinvestis, recettes	Investissements directs, bénéfices, recettes
V No. (A)	v235396	v112549	v112550	v112555
V No. (T)	v20862962	v112605	v112606	v112611
millions de dollars				
1993				
I	113 099	1 403	-117	1 287
II	115 770	1 253	-30	1 223
III	122 465	877	-343	534
IV	122 427	1 165	-217	948
1994				
I	132 266	847	1 053	1 899
II	136 277	1 275	902	2 177
III	136 662	972	1 262	2 235
IV	146 315	1 414	1 095	2 510
1995				
I	153 634	1 092	1 033	2 125
II	154 165	1 302	921	2 223
III	152 202	1 269	1 155	2 425
IV	161 237	1 210	1 575	2 785
1996				
I	163 720	1 285	1 022	2 308
II	167 122	1 476	1 181	2 656
III	172 324	1 347	1 099	2 446
IV	181 238	1 710	1 368	3 079
1997				
I	189 170	1 608	1 587	3 195
II	195 973	2 689	1 599	4 289
III	202 558	1 806	1 360	3 166
IV	218 607	2 509	1 651	4 160
1998				
I	220 273	2 364	1 154	3 518
II	235 469	1 897	1 344	3 241
III	257 241	1 306	1 114	2 421
IV	262 909	2 085	1 472	3 557
1999				
I	264 868	1 430	1 741	3 171
II	266 940	1 774	1 415	3 189
III	284 510	1 414	2 203	3 617
IV	290 730	1 593	2 404	3 998
2000				
I	302 414	1 545	1 970	3 516
II	330 561	1 888	1 838	3 726
III	338 552	1 527	2 184	3 711
IV	356 506	1 791	1 763	3 554
2001				
I	374 452	791	1 436	2 227
II	372 556	1 133	1 734	2 867
III	399 455	857	-142	715
IV	399 253	1 009	-773	236
2002				
I	397 684	1 133	1 646	2 779
II	392 220	1 652	1 390	3 042
III	419 450	1 348	1 891	3 239
IV	435 494	2 032	2 179	4 211
2003				
I	415 774	969	692	1 661
II	386 017	1 131	2 044	3 175
III	396 160	1 191	2 776	3 967
IV	411 887	1 604	2 958	4 563
2004				
I	423 286	1 063	3 341	4 405
II	460 686	2 158	3 266	5 424
III	451 910	1 432	3 740	5 171
IV	451 438	1 500	3 423	4 923
2005 P				
I	458 701	1 458	3 960	5 418
II	467 465	2 490	4 301	6 791
III	456 856	1 615	3 545	5 160
IV	465 058	3 007	4 342	7 350
2006 P				
I	477 793	1 777	4 118	5 895

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 4-2
Bénéfices d'investissements directs à l'étranger — Annuel

Année	Investissements ¹ directs canadiens à l'étranger	Bénéfices		
		Investissements directs, dividendes, recettes	Investissements directs, bénéfices réinvestis, recettes	Investissements directs, bénéfices, recettes
V No. (A)	v235396	v112549	v112550	v112555
V No. (T)	v20862962	v112605	v112606	v112611
millions de dollars				
1993	122 427	4 697	-705	3 992
1994	146 315	4 508	4 313	8 821
1995	161 237	4 873	4 684	9 558
1996	181 238	5 818	4 671	10 489
1997	218 607	8 613	6 196	14 809
1998	262 909	7 653	5 084	12 737
1999	290 730	6 212	7 763	13 975
2000	356 506	6 751	7 755	14 506
2001	399 253	3 790	2 254	6 044
2002	435 494	6 165	7 106	13 271
2003	411 887	4 895	8 470	13 365
2004	451 438	6 153	13 770	19 923
2005 ^P	465 058	8 570	16 148	24 718

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 5
Investissements de portefeuille en obligations étrangères, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Tous les pays
			Autres ¹ pays de l'Union européenne	Japon	Autres ² pays de l'OCDE	Tous les autres pays		
V No.	v235430	v235452	v235496	v235518	v235540	v235562	v235474	v235398
millions de dollars								
1993	12 661	1 906	1 001	462	101	1 370	2 934	17 501
1994	11 857	2 917	1 247	615	132	1 549	3 543	18 317
1995	11 207	3 526	1 170	1 064	172	1 683	4 089	18 822
1996	12 534	3 312	1 137	2 368	124	1 788	5 417	21 263
1997	16 790	910	2 248	430	1 702	4 506	8 886	26 586
1998	20 964	1 204	3 484	467	2 493	4 642	11 086	33 254
1999	17 702	1 461	3 222	642	1 852	5 855	11 571	30 734
2000	21 538	1 301	5 050	334	1 749	5 666	12 801	35 640
2001	23 813	1 910	4 598	713	2 134	5 702	13 148	38 870
2002	29 779	1 824	4 971	382	2 292	6 143	13 789	45 392
2003	32 133	1 745	5 288	697	2 358	3 519	11 862	45 740
2004	40 475	1 866	7 363	1 177	3 703	3 983	16 225	58 567
2005 ^P	58 065	2 495	9 580	1 537	5 231	5 467	21 815	82 374

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 6
Investissements de portefeuille en actions étrangères, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Tous les pays
			Autres ¹ pays de l'Union européenne	Japon	Autres ² pays de l'OCDE	Tous les autres pays		
V No.	v235431	v235453	v235497	v235519	v235541	v235563	v235475	v235399
millions de dollars								
1993	40 654	3 919	1 958	2 134	826	3 445	8 363	52 936
1994	46 946	5 165	2 919	3 571	1 208	5 483	13 181	65 291
1995	49 053	5 752	4 015	4 617	1 986	6 523	17 140	71 946
1996	56 335	8 385	5 446	5 309	2 412	9 123	22 290	87 010
1997	54 523	12 680	15 550	6 266	6 454	8 307	36 577	103 780
1998	65 102	14 641	21 255	8 166	6 939	8 048	44 408	124 151
1999	71 355	16 691	26 738	16 104	7 860	10 291	60 994	149 040
2000	90 714	19 209	31 205	13 129	9 004	10 311	63 649	173 572
2001	108 374	22 239	32 815	14 133	10 972	12 358	70 279	200 892
2002	118 008	24 948	35 594	13 645	13 446	10 666	73 350	216 307
2003	97 383	24 135	35 319	14 655	12 557	12 871	75 402	196 920
2004	92 883	25 335	35 043	15 984	12 419	13 908	77 355	195 573
2005 p	97 689	22 492	30 297	13 742	11 154	13 800	68 993	189 175

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 7
Investissements de portefeuille en instruments du marché monétaire étranger, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Tous les pays
			Autres ¹ pays de l'Union européenne	Japon	Autres ² pays de l'OCDE	Tous les autres pays		
V No.	v30615498	v30615499	v30615501	v30615502	v30615503	v30615504	v30615500	v30615497
millions de dollars								
1993	..	..	..	..	..	..	..	..
1994	..	..	..	..	..	..	..	..
1995	..	..	..	..	..	..	..	..
1996	..	..	..	..	..	..	..	..
1997	..	..	..	..	..	..	..	..
1998	..	..	..	..	..	..	..	..
1999	..	..	..	..	..	..	..	..
2000	..	..	..	..	..	..	..	..
2001	..	..	..	..	..	..	..	..
2002	7 119	226	113	0	155	1 464	1 731	9 076
2003	7 111	2 092	106	0	218	1 428	1 751	10 953
2004	5 528	4 714	285	0	42	510	837	11 079
2005 p	5 301	6 110	1 573	0	72	0	1 645	13 055

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 8
Réserves officielles internationales du Canada

Année	Dollars des États-Unis	Autres devises	Or	Droits de tirages spéciaux	Position de réserve au Fond monétaire international	Réserves officielles internationales
V No.	v235401	v235402	v235403	v235404	v235405	v235400
millions de dollars						
1993	13 151	684	385	1 406	1 255	16 882
1994	13 588	736	278	1 609	1 276	17 488
1995	16 544	682	242	1 606	1 695	20 769
1996	24 016	693	213	1 601	1 681	28 204
1997	20 930	703	209	1 610	2 253	25 705
1998	24 427	6 102	188	1 681	3 522	35 921
1999	27 829	8 183	125	759	4 567	41 463
2000	32 154	10 944	81	861	3 761	47 801
2001	30 768	16 953	74	978	4 554	53 327
2002	27 287	22 146	45	1 124	5 628	56 230
2003	19 694	19 914	7	1 086	4 988	45 690
2004	17 171	18 026	7	1 111	3 999	40 315
2005	19 670	15 681	6	1 043	1 629	38 030

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 9
Autres actifs

Année	Créances à court terme auprès des non-résidents	Actifs autre que les créances à court terme	Autres ¹ actifs
V No.	v235409	v235410	v235408
millions de dollars			
1993	5 326	44 035	49 361
1994	6 237	51 242	57 479
1995	6 587	51 909	58 496
1996	6 556	48 090	54 646
1997	7 235	55 155	62 391
1998	7 707	54 299	62 006
1999	7 911	50 723	58 634
2000	10 839	52 221	63 060
2001	11 658	52 496	64 155
2002	11 867	45 949	57 817
2003	10 778	45 028	55 805
2004	11 429	38 704	50 133
2005 P	12 201	47 118	59 319

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 10
Investissements directs étrangers au Canada¹, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Tous les pays
			Autres ² pays de l'Union européenne	Japon	Autres ³ pays de l'OCDE	Tous les autres pays		
V No.	v235437	v235459	v235503	v235525	v235547	v235569	v235481	v235412
millions de dollars								
1993	90 600	15 872	15 732	6 249	7 312	5 727	35 021	141 493
1994	102 629	14 693	16 824	6 587	7 989	5 873	37 273	154 594
1995	112 948	14 097	21 778	6 987	5 827	6 529	41 122	168 167
1996	121 943	14 292	24 406	7 873	6 748	6 865	45 892	182 126
1997	128 978	15 748	25 508	7 990	8 860	7 193	49 551	194 277
1998	146 893	17 042	31 126	8 393	8 958	6 978	55 454	219 389
1999	176 045	15 279	36 341	8 270	10 115	6 514	61 239	252 563
2000	193 651	23 955	72 008	8 041	13 280	8 181	101 511	319 116
2001	219 927	26 913	65 144	7 864	11 039	9 542	93 590	340 429
2002	231 566	27 552	66 687	9 305	11 337	10 371	97 700	356 819
2003	235 613	27 091	70 257	9 890	11 112	10 745	102 004	364 708
2004	248 512	27 466	69 151	10 247	11 782	13 794	104 973	380 951
2005 P	266 532	29 888	74 524	10 804	17 203	16 610	119 141	415 561

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 11
Investissements directs étrangers au Canada¹, par industrie

Année	Industrie du bois et papier	Industrie de l'énergie et minerais métalliques	Industrie de la machinerie et matériel de transport	Industrie des finances et assurances	Industrie ² des services et commerce de détail	Toutes ³ les autres industries	Toutes les industries
millions de dollars							
1993	9 109	30 846	20 641	26 685	11 010	43 203	141 493
1994	9 598	29 959	24 638	28 119	14 417	47 864	154 594
1995	10 010	29 061	25 305	29 086	16 885	57 820	168 167
1996	10 206	31 799	25 366	33 506	18 852	62 399	182 126
1997	12 595	33 923	28 043	35 781	19 460	64 476	194 277
1998	13 487	38 651	30 029	40 787	21 642	74 793	219 389
1999	15 345	42 884	30 563	52 755	23 462	87 555	252 563
2000	16 384	56 305	43 647	53 965	25 367	123 447	319 116
2001	14 898	75 402	46 460	67 725	25 245	110 698	340 429
2002	15 066	83 821	49 825	65 318	28 873	113 917	356 819
2003	15 127	83 820	47 475	73 408	30 759	114 120	364 708
2004	14 010	89 633	51 899	85 787	35 473	104 148	380 951
2005 P	13 474	108 320	51 128	89 107	41 943	111 588	415 561

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 12-1
Bénéfices d'investissements directs étrangers au Canada — Trimestriel

Trimestre	Investissements ¹ directs étrangers au Canada	Bénéfices		
		Investissements directs, dividendes, paiements	Investissements directs, bénéfices réinvestis, paiements	Investissements directs, bénéfices, paiements
V No. (A)	v235412	v112570	v112571	v112586
V No. (T)	v20862995	v112626	v112627	v112642
millions de dollars				
1993				
I	139 111	739	458	1 198
II	139 728	822	972	1 794
III	140 186	786	223	1 009
IV	141 493	1 267	-186	1 081
1994				
I	143 029	878	-33	845
II	145 595	1 466	758	2 224
III	148 880	710	1 431	2 141
IV	154 594	1 420	535	1 955
1995				
I	154 783	1 113	1 521	2 634
II	157 821	1 114	2 807	3 921
III	161 457	911	2 309	3 219
IV	168 167	1 429	1 294	2 723
1996				
I	173 429	1 573	993	2 566
II	176 962	1 491	1 960	3 452
III	179 711	1 428	2 139	3 567
IV	182 126	1 614	1 025	2 639
1997				
I	181 851	2 369	1 724	4 093
II	186 155	2 306	1 990	4 296
III	191 895	2 315	2 976	5 291
IV	194 277	2 411	1 230	3 641
1998				
I	194 615	2 332	1 706	4 038
II	202 188	2 227	1 502	3 729
III	211 075	2 445	1 072	3 517
IV	219 389	2 486	905	3 391
1999				
I	225 061	2 080	2 500	4 580
II	233 678	2 081	3 198	5 278
III	246 857	2 113	3 232	5 345
IV	252 563	4 987	-204	4 783
2000				
I	266 405	2 483	2 293	4 777
II	289 603	2 398	3 580	5 978
III	301 246	2 068	3 668	5 736
IV	319 116	2 070	3 970	6 040
2001				
I	326 341	1 896	4 657	6 554
II	335 953	2 002	4 706	6 707
III	338 368	1 939	1 834	3 773
IV	340 429	3 128	-195	2 933
2002				
I	348 565	2 012	2 228	4 241
II	354 292	1 736	2 114	3 850
III	355 208	2 029	3 039	5 068
IV	356 819	4 260	1 959	6 219
2003				
I	361 933	2 081	4 244	6 325
II	368 358	3 369	1 826	5 196
III	364 661	2 735	2 683	5 418
IV	364 708	2 987	1 881	4 869
2004				
I	374 046	2 001	3 608	5 610
II	370 969	3 287	4 414	7 701
III	383 686	2 212	4 077	6 289
IV	380 951	4 639	970	5 609
2005 P				
I	387 097	2 536	3 522	6 058
II	391 872	3 106	4 210	7 316
III	404 694	3 501	4 258	7 759
IV	415 561	6 322	1 187	7 508
2006 P				
I	424 242	2 930	2 004	4 934

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 12-2
Bénéfices d'investissements directs étrangers au Canada — Annuel

Année	Investissements ¹ directs étrangers au Canada	Bénéfices		
		Investissements directs, dividendes, paiements	Investissements directs, bénéfices réinvestis, paiements	Investissements directs, bénéfices, paiements
V No. (A)	v235412	v112570	v112571	v112586
V No. (T)	v20862995	v112626	v112627	v112642
		millions de dollars		
1993	141 493	3 614	1 467	5 081
1994	154 594	4 473	2 692	7 165
1995	168 167	4 567	7 930	12 497
1996	182 126	6 106	6 118	12 224
1997	194 277	9 402	7 920	17 322
1998	219 389	9 490	5 185	14 674
1999	252 563	11 260	8 726	19 986
2000	319 116	9 020	13 511	22 531
2001	340 429	8 965	11 002	19 968
2002	356 819	10 038	9 340	19 378
2003	364 708	11 173	10 635	21 807
2004	380 951	12 139	13 070	25 209
2005 ^p	415 561	15 464	13 176	28 640

Nota : Voir *Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.*

Tableau 13
Investissements de portefeuille en obligations canadiennes¹, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Total, tous les pays
			Autres ² pays de l'Union européenne	Japon	Autres ³ pays de l'OCDE	Tous les autres pays		
V No. (A)	v235438	v235460	v235504	v235526	v235548	v235570	v235413	
V No. (T)	v236556	v236557	v236558	v236559	v236560	v236561	v236555	
millions de dollars								
1993								
I	98 314	24 012	41 296	52 612	33 049	18 342	145 299	267 625
II	101 795	25 244	41 232	52 164	32 815	19 286	145 497	272 536
III	115 590	27 193	43 275	49 488	34 465	19 958	147 186	289 967
IV	115 724	26 371	41 370	47 906	33 523	18 810	141 609	283 705
1994								
I	128 486	28 990	45 684	45 487	36 527	21 476	149 174	306 650
II	133 541	26 697	47 584	43 344	36 635	23 709	151 272	311 509
III	131 434	28 887	48 347	45 251	36 296	26 676	156 570	316 890
IV	132 430	27 449	49 104	45 455	37 192	25 241	156 992	316 871
1995								
I	135 199	26 517	50 855	47 799	38 308	26 972	163 934	325 649
II	138 805	30 548	50 254	46 234	37 733	27 639	161 860	331 213
III	142 780	31 459	49 897	45 079	37 126	28 011	160 113	334 352
IV	147 067	33 079	49 704	44 372	37 959	28 615	160 650	340 794
1996								
I	150 370	30 823	49 694	42 334	37 119	28 810	157 957	339 150
II	155 582	32 835	48 206	43 079	35 536	29 929	156 750	345 167
III	158 069	30 513	48 981	44 231	34 846	28 576	156 634	345 215
IV	165 584	34 376	48 660	46 071	33 049	27 935	155 715	355 675
1997								
I	166 691	34 605	48 497	45 117	32 725	28 481	154 820	356 115
II	167 617	36 967	47 739	46 758	33 087	28 880	156 464	361 048
III	175 359	35 429	47 749	47 490	31 883	28 281	155 403	366 190
IV	179 874	34 888	48 051	45 366	30 564	29 156	153 137	367 899
1998								
I	180 747	32 758	50 210	43 651	31 155	31 412	156 428	369 934
II	186 785	34 302	51 738	42 909	32 385	32 713	159 745	380 833
III	190 558	35 738	57 735	42 696	34 050	33 656	168 137	394 433
IV	195 133	37 705	59 655	45 021	34 194	34 063	172 933	405 772
1999								
I	195 738	37 055	56 962	42 616	31 883	32 759	164 220	397 012
II	195 064	36 214	55 753	41 307	31 453	32 339	160 852	392 132
III	194 819	37 285	56 513	42 205	32 218	31 491	162 427	394 531
IV	194 794	37 024	54 559	41 313	31 141	30 561	157 574	389 392
2000								
I	192 205	36 336	51 428	40 355	30 388	29 870	152 041	380 581
II	191 954	41 187	48 668	40 054	29 291	28 631	146 644	379 786
III	195 429	39 115	48 761	38 369	27 853	27 700	142 683	377 228
IV	194 720	39 033	48 504	35 892	26 782	27 509	138 687	372 440
2001								
I	215 400	41 935	47 499	35 207	25 746	25 482	133 934	391 270
II	216 783	40 029	47 010	34 578	23 838	23 977	129 403	386 215
III	224 422	42 108	51 155	36 762	24 596	23 712	136 225	402 756
IV	248 872	44 595	52 023	34 269	23 892	23 576	133 760	427 228
2002								
I	257 667	44 772	51 685	32 867	23 268	23 529	131 349	433 788
II	249 479	47 034	52 710	30 538	22 033	22 333	127 614	424 127
III	263 918	49 562	54 731	30 769	22 403	23 036	130 939	444 419
IV	264 933	51 086	55 082	31 937	22 693	23 341	133 053	449 072
2003								
I	253 572	56 376	52 712	29 001	21 270	22 641	125 624	435 572
II	236 410	53 153	52 878	31 311	20 419	22 108	126 716	416 279
III	226 422	53 774	52 677	31 905	18 787	22 685	126 054	406 249
IV	227 920	51 802	53 666	31 446	18 336	21 154	124 602	404 325
2004								
I	227 706	54 227	53 132	28 718	18 546	21 876	122 272	404 204
II	235 483	55 900	52 601	28 433	17 698	22 849	121 581	412 964
III	227 165	56 193	51 762	26 208	17 226	22 534	117 730	401 087
IV	222 752	55 556	53 003	25 939	15 943	24 876	119 761	398 070
2005 P								
I	219 499	57 201	55 427	25 984	15 272	25 928	122 611	399 310
II	225 466	52 315	54 442	26 472	14 337	27 283	122 534	400 315
III	213 437	50 424	52 070	25 884	14 727	27 101	119 782	383 642
IV	203 438	55 362	51 608	26 968	13 901	28 740	121 217	380 017
2006 P								
I	200 663	55 451	51 969	29 087	13 789	28 385	123 230	379 345

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 14
Investissements de portefeuille en obligations canadiennes¹, facteurs expliquant la variation nette de la valeur comptable

Année	Flux nets de capitaux	Autres facteurs						Variation nette de la valeur comptable des obligations canadiennes	Total des obligations canadiennes, valeur comptable	Variation nette de la valeur au marché des obligations canadiennes	Valeur au marché des obligations canadiennes
		Évaluation due au taux de change				Tous les autres facteurs	Autres facteurs				
		Dollars des États-Unis	Yen japonais	Autres devises	Évaluation due au taux de change						
V No.	v236429	v236432	v236433	v236434	v236431	v236435	v236430	v236428	v236509	v236530	
millions de dollars											
1993	31 446	4 669	1 929	167	6 765	1 317	8 082	39 528	284 140	59 249	311 100
1994	15 995	7 430	2 479	4 524	14 434	2 303	16 736	32 731	316 871	3 986	315 086
1995	30 730	-3 769	-1 789	1 467	-4 091	-1 811	-5 902	24 827	341 698	51 240	366 326
1996	17 953	783	-2 708	-1 565	-3 490	1 691	-1 799	16 154	357 852	15 608	381 934
1997	6 166	7 297	-1 957	-2 358	2 982	899	3 881	10 047	367 898	20 738	402 672
1998	10 337	12 988	5 282	5 174	23 444	4 092	27 536	37 873	405 772	45 087	447 759
1999	2 602	-11 737	971	-7 751	-18 517	-464	-18 981	-16 380	389 392	-41 437	406 322
2000	-21 458	7 422	-1 663	-939	4 819	-313	4 506	-16 952	372 440	-18 517	387 805
2001	41 002	13 049	-1 357	678	12 369	1 416	13 786	54 788	427 228	58 637	446 442
2002	18 297	-2 464	1 608	6 337	5 481	-1 934	3 547	21 845	449 072	35 616	482 058
2003	7 517	-44 037	-1 604	-1 709	-47 351	-4 914	-52 264	-44 747	404 325	-47 541	434 517
2004	18 955	-16 396	-424	-48	-16 867	-8 342	-25 210	-6 255	398 070	-4 930	429 587
2005 P	-1 183	-6 569	-2 178	-7 004	-15 751	-1 120	-16 871	-18 054	380 017	-22 571	407 016

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 15-1
Investissements de portefeuille en obligations canadiennes¹, valeur comptable et valeur au marché — Gouvernements

Année	Administration publique fédérale		Administrations publiques provinciales		Administrations publiques municipales		Total des administrations publiques	
	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché
V No. (A)	v236511	v236522	v236514	v236523	v236514	v236524	v236438	v236521
V No. (T)	v20863099	v20863100	v20863101	v20863102	v20863103	v20863104	v20863097	v20863098
	millions de dollars							
1993								
I	80 939	89 291	77 949	87 145	4 781	5 309	163 669	181 745
II	80 074	88 060	81 103	90 136	4 871	5 395	166 048	183 591
III	81 410	89 071	90 700	99 806	5 265	5 779	177 374	194 656
IV	77 491	84 562	89 972	98 819	5 139	5 618	172 602	188 999
1994								
I	79 321	76 664	99 346	98 651	5 613	5 607	184 281	180 922
II	80 498	77 740	102 827	102 597	5 871	5 845	189 195	186 182
III	82 820	79 746	106 692	106 534	5 933	5 894	195 445	192 174
IV	75 698	73 233	109 748	109 961	6 030	5 988	191 476	189 181
1995								
I	73 677	77 730	117 841	126 121	6 645	7 144	198 163	210 997
II	81 542	86 229	115 707	123 779	6 324	6 802	203 573	216 811
III	86 841	91 517	113 724	121 242	6 080	6 514	206 645	219 274
IV	87 588	92 294	115 119	122 379	6 291	6 721	208 998	221 393
1996								
I	84 195	91 771	117 704	124 525	6 315	6 941	208 214	223 238
II	89 906	97 125	115 129	121 645	6 195	6 776	211 229	225 546
III	89 891	96 885	115 032	121 499	6 160	6 752	211 083	225 137
IV	95 885	102 948	116 781	122 264	6 238	6 820	218 904	232 032
1997								
I	91 754	98 799	116 396	126 472	6 120	6 722	214 270	231 993
II	93 844	98 937	115 992	126 114	5 912	6 484	215 749	231 535
III	97 122	105 314	116 878	126 852	5 856	6 397	219 856	238 563
IV	92 761	100 294	114 266	125 376	5 962	6 477	212 989	232 146
1998								
I	94 271	102 383	112 340	124 219	5 854	6 414	212 465	233 016
II	90 595	97 736	113 656	135 174	5 725	6 251	209 977	239 161
III	86 479	92 675	120 013	132 852	5 912	6 409	212 405	231 936
IV	89 126	96 322	125 074	137 835	6 112	6 620	220 312	240 777
1999								
I	86 586	94 142	119 346	126 813	5 687	5 988	211 620	226 942
II	86 678	91 474	113 805	119 270	5 511	5 789	205 993	216 532
III	87 275	93 064	114 726	119 826	5 453	5 723	207 454	218 613
IV	91 131	100 201	112 496	116 905	5 434	5 664	209 062	222 770
2000								
I	85 679	89 797	108 475	114 335	5 171	5 416	199 326	209 547
II	85 844	90 699	108 005	113 252	5 141	5 373	198 990	209 324
III	82 015	87 037	106 497	112 565	5 160	5 420	193 672	205 021
IV	81 198	84 726	105 005	111 262	4 979	5 208	191 182	201 196
2001								
I	83 909	88 824	106 302	115 207	4 758	5 022	194 969	209 053
II	79 434	82 925	103 294	110 436	4 406	4 641	187 134	198 001
III	77 229	82 245	108 407	116 487	4 350	4 586	189 986	203 318
IV	74 717	80 007	109 021	117 082	4 589	4 783	188 327	201 872
2002								
I	74 036	78 153	107 981	118 568	4 384	4 605	186 401	201 326
II	72 464	76 149	105 224	115 289	4 131	4 326	181 819	195 764
III	75 026	81 263	108 629	121 513	4 128	4 300	187 783	207 076
IV	79 956	86 448	112 990	125 961	3 655	3 802	196 601	216 211
2003								
I	83 011	89 382	106 036	117 345	3 582	3 749	192 629	210 476
II	78 941	87 560	103 584	116 377	3 346	3 496	185 871	207 433
III	63 057	68 936	104 188	113 861	3 102	3 236	170 347	186 032
IV	59 210	64 890	101 848	110 932	3 168	3 299	164 227	179 120
2004								
I	57 851	65 312	102 026	113 113	3 102	3 280	162 979	181 705
II	61 204	65 630	99 085	105 909	3 337	3 485	163 626	175 025
III	59 888	65 220	95 287	103 949	3 436	3 647	158 610	172 817
IV	54 533	60 442	97 717	106 537	3 462	3 743	155 712	170 723
2005 P								
I	53 514	59 280	99 780	108 504	3 346	3 563	156 640	171 346
II	49 550	56 868	101 361	112 314	3 430	3 748	154 342	172 930
III	48 409	54 304	95 543	104 676	3 501	3 805	147 454	162 785
IV	46 309	52 016	96 309	104 323	3 503	3 774	146 121	160 112
2006 P								
I	46 636	52 123	94 093	100 486	3 441	3 617	144 171	156 226

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 15-2
Investissements de portefeuille en obligations canadiennes¹, valeur comptable et valeur au marché — Entreprises publiques

Année	Entreprises publiques fédérales		Entreprises publiques provinciales		Entreprises publiques municipales		Total des entreprises publiques	
	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché
V No. (A)	v236512	v236526	v236515	v236527	v236515	v236528	v236439	v236525
V No. (T)	v20863107	v20863108	v20863109	v20863110	v20863111	v20863112	v20863105	v20863106
	millions de dollars							
1993								
I	9 879	10 715	36 085	41 876	323	349	46 287	52 940
II	11 052	11 896	35 391	41 167	303	326	46 745	53 389
III	11 541	12 288	36 547	42 343	312	332	48 400	54 963
IV	11 320	12 016	35 730	41 384	257	278	47 307	53 678
1994								
I	12 126	11 812	38 620	39 574	0	0	50 745	51 386
II	12 669	12 427	39 102	39 854	0	0	51 772	52 281
III	12 507	12 294	39 533	40 542	0	0	52 039	52 836
IV	12 995	12 798	41 396	42 022	0	0	54 391	54 820
1995								
I	12 567	13 003	42 148	47 883	0	0	54 715	60 886
II	12 350	12 616	40 675	44 607	0	0	53 025	57 223
III	12 054	12 481	39 556	44 052	0	0	51 610	56 532
IV	11 092	11 403	39 763	43 322	0	0	50 854	54 726
1996								
I	10 464	10 589	37 865	41 625	0	0	48 330	52 214
II	10 911	11 042	37 693	42 062	0	0	48 604	53 104
III	11 410	11 596	37 097	41 632	0	0	48 507	53 228
IV	11 249	11 453	37 745	42 815	0	0	48 994	54 268
1997								
I	11 230	11 672	37 724	44 453	0	0	48 955	56 124
II	12 535	12 825	37 217	43 522	0	0	49 752	56 347
III	12 246	12 796	36 576	42 345	0	0	48 822	55 141
IV	11 933	12 490	35 527	41 162	0	0	47 459	53 652
1998								
I	12 087	12 386	35 686	41 895	0	0	47 773	54 281
II	13 271	13 715	37 093	43 618	0	0	50 364	57 332
III	13 535	14 044	37 914	44 270	0	0	51 449	58 314
IV	13 498	13 955	37 597	44 022	0	0	51 094	57 977
1999								
I	13 380	13 484	34 757	38 829	0	0	48 137	52 313
II	15 526	15 566	32 787	35 861	0	0	48 313	51 427
III	14 645	14 912	32 867	35 823	0	0	47 513	50 734
IV	15 017	14 992	30 973	33 609	0	0	45 990	48 601
2000								
I	15 492	15 938	30 566	33 972	0	0	46 059	49 909
II	15 022	15 463	30 240	33 684	0	0	45 262	49 147
III	14 679	15 148	29 984	34 000	0	0	44 662	49 148
IV	14 652	14 969	29 904	33 363	0	0	44 556	48 332
2001								
I	15 610	16 501	29 182	33 735	0	0	44 792	50 236
II	15 509	16 300	28 031	32 004	0	0	43 540	48 304
III	16 803	17 690	28 381	32 594	0	0	45 183	50 283
IV	17 252	18 060	27 422	31 618	0	0	44 673	49 678
2002								
I	20 714	21 747	26 099	31 280	0	0	46 813	53 027
II	22 364	23 369	23 603	28 931	0	0	45 967	52 300
III	26 653	28 067	24 201	30 386	0	0	50 854	58 452
IV	28 742	30 000	24 197	29 988	0	0	52 939	59 988
2003								
I	30 596	31 566	21 716	27 364	0	0	52 312	58 930
II	34 219	35 166	20 153	25 966	25	26	54 397	61 158
III	37 001	37 521	19 486	24 440	26	26	56 513	61 988
IV	38 461	38 862	19 091	23 701	25	26	57 577	62 589
2004								
I	42 376	43 564	19 158	24 503	32	32	61 566	68 099
II	44 532	44 088	18 700	22 726	31	32	63 263	66 847
III	45 646	46 068	17 774	22 378	32	32	63 452	68 478
IV	48 385	48 818	17 279	21 771	31	31	65 695	70 620
2005 P								
I	48 660	49 071	16 901	21 476	32	32	65 592	70 579
II	49 579	50 304	16 996	22 508	31	31	66 605	72 843
III	49 134	49 806	15 988	20 655	31	32	65 153	70 492
IV	52 532	52 435	15 716	20 230	31	31	68 279	72 696
2006 P								
I	54 439	54 330	15 476	19 599	33	36	69 947	73 965

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 15-3
Investissements de portefeuille en obligations canadiennes¹, valeur comptable et valeur au marché — Autres secteurs

Année	Total des administrations et des entreprises publiques		Sociétés privées		Total des secteurs	
	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché
V No. (A)	v236437	v236520	v236517	v236529	v236436	v236530
V No. (T)	v20863095	v20863096	v20863113	v20863114	v20863093	v20863094
	millions de dollars					
1993						
I	209 955	234 686	57 925	62 156	267 880	296 954
II	212 794	236 981	60 008	64 364	272 802	301 405
III	225 774	249 622	64 488	68 645	290 262	318 372
IV	219 909	242 676	64 231	68 423	284 140	311 100
1994						
I	235 026	232 309	71 624	70 332	306 650	302 746
II	240 967	238 465	70 542	70 086	311 509	308 618
III	247 484	245 012	69 406	68 963	316 890	314 066
IV	245 867	244 001	71 004	71 085	316 871	315 086
1995						
I	252 878	271 884	73 951	82 009	326 829	353 982
II	256 598	274 038	75 640	83 815	332 238	357 923
III	258 255	275 810	77 272	85 564	335 526	361 462
IV	259 853	276 119	81 845	90 207	341 698	366 326
1996						
I	256 543	275 453	83 467	89 620	340 011	365 135
II	259 833	278 652	86 830	92 961	346 663	371 674
III	259 590	278 366	87 686	93 726	347 276	372 163
IV	267 897	286 300	89 954	95 634	357 852	381 934
1997						
I	263 225	288 117	92 891	101 929	356 115	390 046
II	265 501	287 881	95 546	104 982	361 048	392 863
III	268 679	293 704	97 511	106 884	366 190	400 588
IV	260 448	285 798	107 450	116 873	367 898	402 672
1998						
I	260 239	287 297	109 695	122 403	369 934	409 700
II	260 341	296 493	120 492	133 817	380 833	430 311
III	263 854	290 250	130 579	144 108	394 433	434 357
IV	271 406	298 754	134 366	149 005	405 772	447 759
1999						
I	259 756	279 255	137 256	138 131	397 012	417 386
II	254 307	267 959	137 825	138 200	392 132	406 159
III	254 966	269 347	139 564	140 014	394 530	409 361
IV	255 051	271 371	134 341	134 952	389 392	406 322
2000						
I	245 385	259 457	135 196	139 111	380 581	398 568
II	244 252	258 471	135 534	140 341	379 786	398 811
III	238 335	254 169	138 893	142 164	377 228	396 334
IV	235 738	249 528	136 702	138 277	372 440	387 805
2001						
I	239 761	259 289	151 508	156 477	391 270	415 766
II	230 674	246 305	155 541	161 068	386 215	407 373
III	235 170	253 601	167 587	172 140	402 756	425 742
IV	233 001	251 550	194 227	194 892	427 228	446 442
2002						
I	233 214	254 354	200 574	208 943	433 788	463 296
II	227 786	248 064	196 340	204 700	424 127	452 765
III	238 637	265 528	205 782	213 630	444 419	479 158
IV	249 540	276 198	199 532	205 859	449 072	482 058
2003						
I	244 941	269 407	190 630	196 815	435 572	466 222
II	240 267	268 591	176 012	186 086	416 279	454 677
III	226 860	248 020	179 389	189 878	406 249	437 898
IV	221 804	241 710	182 521	192 807	404 325	434 517
2004						
I	224 545	249 804	179 659	193 868	404 204	443 672
II	226 889	241 871	186 075	192 536	412 964	434 407
III	222 062	241 295	179 025	191 503	401 086	432 798
IV	221 407	241 342	176 663	188 244	398 070	429 587
2005 P						
I	222 232	241 926	177 078	188 011	399 310	429 937
II	220 947	245 773	179 368	194 340	400 315	440 113
III	212 607	233 278	171 036	182 728	383 642	416 005
IV	214 399	232 809	165 618	174 207	380 017	407 016
2006 P						
I	214 118	230 190	165 227	170 306	379 345	400 496

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 16
Investissements de portefeuille en actions canadiennes, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Tous les pays	
			Autres ¹ pays de l'Union européenne	Japon	Autres ² pays de l'OCDE	Tous les autres pays		Total
V No.	v235439	v235461	v235505	v235527	v235549	v235571	v235483	v235414
	millions de dollars							
1993	21 825	357	395	38	302	497	1 233	23 415
1994	28 589	609	533	117	285	730	1 665	30 863
1995	34 813	597	521	108	275	778	1 682	37 092
1996	44 292	710	569	107	796	828	2 300	47 301
1997	48 259	790	607	108	692	945	2 353	51 402
1998	61 239	723	1 081	128	340	832	2 382	64 344
1999	65 356	1 023	1 157	20	227	1 288	2 691	69 070
2000	79 993	2 275	444	36	2 246	2 123	4 848	87 116
2001	70 054	2 423	523	23	2 341	2 123	5 010	77 487
2002	73 313	2 433	525	37	2 278	2 031	4 871	80 617
2003	77 174	1 801	1 543	38	2 131	2 052	5 763	84 738
2004	93 965	1 955	1 578	172	2 129	4 392	8 271	104 191
2005 p	97 507	1 465	1 778	158	2 354	4 336	8 626	107 598

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 17
Investissements de portefeuille en instruments du marché monétaire canadien, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Total, tous les pays
			Autres ¹ pays de l'Union européenne	Japon	Autres ² pays de l'OCDE	Tous les autres pays		
V No. (A)	v235441	v235463	v235507	v235529	v235551	v235573	v235416	
V No. (T)	v236549	v236550	v236551	v236552	v236553	v236554	v236548	
millions de dollars								
1993								
I	18 077	5 105	2 323	401	2 566	8 648	13 938	37 119
II	19 104	5 854	2 520	548	3 600	10 049	16 717	41 675
III	19 311	5 097	2 244	588	4 071	10 192	17 095	41 502
IV	21 515	5 773	2 558	361	4 132	11 561	18 612	45 901
1994								
I	21 336	7 093	2 833	456	4 402	11 153	18 844	47 272
II	25 109	9 257	4 164	413	4 608	11 067	20 252	54 618
III	17 787	6 500	3 899	81	4 324	11 539	19 843	44 131
IV	19 398	8 525	2 040	217	5 885	11 465	19 607	47 529
1995								
I	23 139	9 177	2 849	232	5 668	13 252	22 001	54 319
II	19 310	8 935	3 154	120	4 919	14 597	22 790	51 035
III	18 156	10 200	3 200	166	5 207	14 095	22 668	51 024
IV	18 240	9 778	2 334	10	5 071	11 085	18 500	46 519
1996								
I	23 605	11 528	3 294	152	5 414	9 847	18 707	53 841
II	19 447	9 782	2 657	533	5 050	8 785	17 025	46 255
III	21 231	8 103	2 780	564	4 419	9 412	17 175	46 509
IV	20 680	4 819	2 437	651	3 484	8 487	15 059	40 558
1997								
I	23 122	4 221	3 440	618	3 255	7 168	14 481	41 823
II	20 447	3 154	2 955	336	2 706	5 825	11 822	35 422
III	20 290	4 001	3 258	229	2 170	5 377	11 034	35 325
IV	24 149	4 072	3 628	124	3 414	5 115	12 281	40 501
1998								
I	20 290	6 374	3 985	102	4 951	5 080	14 118	40 783
II	19 589	5 205	3 720	43	2 946	5 238	11 947	36 741
III	23 046	4 428	3 293	27	2 957	5 771	12 048	39 522
IV	22 993	5 781	3 462	8	3 904	5 120	12 494	41 269
1999								
I	19 311	6 632	2 313	9	1 956	5 294	9 572	35 515
II	17 932	5 477	1 952	24	1 615	3 966	7 557	30 965
III	17 192	5 141	2 059	57	1 486	2 526	6 128	28 461
IV	15 934	4 765	2 302	43	1 991	2 640	6 976	27 675
2000								
I	18 115	5 457	2 200	71	1 850	3 020	7 141	30 712
II	17 505	4 328	1 677	70	1 554	3 311	6 612	28 445
III	14 272	3 536	1 632	91	1 789	3 666	7 178	24 987
IV	17 097	3 220	1 544	198	1 771	4 131	7 644	27 961
2001								
I	13 527	2 862	1 556	172	1 390	3 744	6 862	23 251
II	14 719	2 960	1 244	171	1 187	2 916	5 518	23 197
III	11 723	2 706	1 070	123	1 008	2 840	5 041	19 470
IV	13 581	2 785	1 198	23	915	2 961	5 097	21 463
2002								
I	14 839	6 249	631	24	267	3 049	3 971	25 058
II	14 743	5 213	406	40	174	3 302	3 922	23 878
III	14 213	4 658	393	37	357	3 145	3 932	22 803
IV	15 327	5 989	343	32	388	3 205	3 968	25 285
2003								
I	13 071	5 335	678	21	484	3 591	4 774	23 180
II	12 590	5 527	354	36	416	3 743	4 549	22 665
III	11 244	4 976	338	34	482	3 651	4 505	20 725
IV	13 383	3 850	238	44	391	3 481	4 154	21 388
2004								
I	11 118	3 814	435	30	381	3 066	3 912	18 843
II	12 014	4 093	673	49	377	3 646	4 745	20 852
III	10 902	4 050	284	29	381	2 465	3 159	18 111
IV	12 135	3 814	264	20	465	2 923	3 672	19 621
2005 P								
I	12 220	2 842	372	81	356	2 757	3 566	18 628
II	12 359	3 468	705	86	491	2 600	3 882	19 710
III	10 397	3 165	559	22	414	3 131	4 126	17 686
IV	11 876	3 971	1 048	25	454	3 410	4 937	20 783
2006 P								
I	14 850	2 311	801	23	435	4 448	5 707	22 868

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 18
Investissements de portefeuille en instruments du marché monétaire canadien, par secteur

Année	Effets à court terme du gouvernement du Canada	Autres administrations et entreprises publiques	Sociétés non-financières	Sociétés financières	Total
V No.	v235629	v235630	v235631	v235632	v235628
millions de dollars					
1993	32 792	11 199	729	1 181	45 901
1994	35 843	9 867	535	1 283	47 529
1995	30 706	10 366	1 023	2 018	44 113
1996	24 277	9 486	1 741	2 630	38 134
1997	21 744	10 851	2 225	5 681	40 501
1998	19 298	13 819	846	7 305	41 269
1999	12 721	10 916	566	3 472	27 675
2000	11 587	11 155	1 751	3 468	27 961
2001	7 439	10 392	1 373	2 259	21 463
2002	9 887	10 145	1 599	3 655	25 285
2003	10 521	6 399	1 090	3 377	21 388
2004	8 028	7 265	761	3 566	19 621
2005 p	9 473	5 786	642	4 882	20 783

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19
Autres passifs

Année	Passif ¹ à vue du gouvernement du Canada	Dette à court terme envers les non-résidents	Passifs autre que le passif à vue du gouvernement et la dette à court terme	Total
V No.	v235419	v235421	v235420	v235418
millions de dollars				
1993	2 335	4 432	9 324	16 091
1994	2 323	5 576	9 693	17 592
1995	2 010	6 078	10 179	18 266
1996	1 692	5 118	10 397	17 207
1997	1 923	6 053	10 619	18 596
1998	1 795	6 339	11 015	19 148
1999	1 412	7 553	11 598	20 564
2000	1 057	7 982	12 316	21 356
2001	770	8 655	12 291	21 716
2002	780	8 853	12 641	22 275
2003	485	8 230	12 969	21 684
2004	380	7 777	13 816	21 973
2005 p	252	8 597	13 979	22 829

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 20-1
Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Administration publique fédérale

Année	Administration publique fédérale								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
V No. (A) V No. (T)	v236444 v20863043	v236445 v20863044	v236443 v20863042	v236447 v20863046	v236448 v20863047	v236446 v20863045	v236442 v20863041		
millions de dollars									
1993									
I	80 939	.	24 787	105 726	0	.	3 685	3 685	109 411
II	80 074	.	28 332	108 407	0	.	3 553	3 553	111 960
III	81 410	.	30 132	111 542	0	.	3 599	3 599	115 140
IV	77 491	.	32 792	110 282	0	.	3 750	3 750	114 032
1994									
I	79 321	.	33 970	113 291	0	.	3 822	3 822	117 113
II	80 498	.	40 394	120 892	0	.	3 841	3 841	124 733
III	82 820	.	33 251	116 071	0	.	3 675	3 675	119 746
IV	75 698	.	35 843	111 541	0	.	3 918	3 918	115 459
1995									
I	73 677	.	38 433	112 110	0	.	3 620	3 620	115 730
II	81 542	.	34 082	115 624	0	.	3 489	3 489	119 113
III	86 841	.	34 874	121 716	0	.	3 319	3 319	125 035
IV	87 588	.	30 706	118 295	0	.	3 592	3 592	121 887
1996									
I	84 195	.	35 309	119 504	0	.	3 457	3 457	122 961
II	89 906	.	28 863	118 768	0	.	3 404	3 404	122 172
III	89 891	.	29 019	118 909	0	.	3 285	3 285	122 194
IV	95 885	.	24 277	120 161	0	.	3 227	3 227	123 388
1997									
I	91 754	.	27 657	119 411	0	.	3 269	3 269	122 680
II	93 844	.	21 104	114 949	0	.	3 245	3 245	118 194
III	97 122	.	20 490	117 612	0	.	3 210	3 210	120 822
IV	92 761	.	21 744	114 505	0	.	3 427	3 427	117 933
1998									
I	94 271	.	20 028	114 298	0	.	3 290	3 290	117 588
II	90 595	.	18 336	108 932	0	.	3 166	3 166	112 098
III	86 479	.	20 341	106 821	0	.	3 077	3 077	109 897
IV	89 126	.	19 298	108 424	0	.	3 477	3 477	111 902
1999									
I	86 586	.	17 938	104 525	0	.	3 250	3 250	107 775
II	86 678	.	15 730	102 408	0	.	3 208	3 208	105 616
III	87 275	.	14 078	101 352	0	.	3 011	3 011	104 363
IV	91 131	.	12 721	103 852	0	.	2 955	2 955	106 807
2000									
I	85 679	.	14 100	99 780	0	.	2 924	2 924	102 703
II	85 844	.	13 363	99 207	0	.	2 767	2 767	101 974
III	82 015	.	11 143	93 157	0	.	2 656	2 656	95 814
IV	81 198	.	11 587	92 785	0	.	2 580	2 580	95 365
2001									
I	83 909	.	10 098	94 007	0	.	2 530	2 530	96 537
II	79 434	.	9 034	88 468	0	.	2 302	2 302	90 770
III	77 229	.	6 030	83 259	0	.	2 373	2 373	85 633
IV	74 717	.	7 439	82 156	0	.	2 329	2 329	84 485
2002									
I	74 036	.	8 344	82 380	0	.	2 439	2 439	84 819
II	72 464	.	8 816	81 281	0	.	2 393	2 393	83 674
III	75 026	.	9 004	84 030	0	.	2 392	2 392	86 422
IV	79 956	.	9 887	89 843	0	.	2 452	2 452	92 295
2003									
I	83 011	.	9 216	92 227	0	.	2 202	2 202	94 428
II	78 941	.	10 578	89 519	0	.	2 016	2 016	91 535
III	63 057	.	10 614	73 671	0	.	2 008	2 008	75 680
IV	59 210	.	10 521	69 731	0	.	1 986	1 986	71 718
2004									
I	57 851	.	8 604	66 454	0	.	2 187	2 187	68 641
II	61 204	.	8 706	69 910	0	.	1 905	1 905	71 815
III	59 888	.	7 069	66 957	0	.	1 821	1 821	68 778
IV	54 533	.	8 028	62 562	0	.	1 835	1 835	64 397
2005 P									
I	53 514	.	8 176	61 690	0	.	1 988	1 988	63 677
II	49 550	.	8 411	57 961	0	.	1 659	1 659	59 620
III	48 409	.	7 984	56 393	0	.	1 549	1 549	57 942
IV	46 309	.	9 473	55 782	0	.	1 551	1 551	57 333
2006 P									
I	46 636	.	13 566	60 203	0	.	1 851	1 851	62 054

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 20-2
Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Administrations publiques provinciales

Année	Administrations publiques provinciales								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
V No. (A)	v236451		v236452	v236450	v236454		v236455	v236453	v236449
V No. (T)	v20863050		v20863051	v20863049	v20863053		v20863054	v20863052	v20863048
	millions de dollars								
1993									
I	77 949	.	3 881	81 830	2 717	.	46	2 763	84 593
II	81 103	.	4 471	85 574	2 651	.	46	2 697	88 271
III	90 700	.	3 593	94 292	2 958	.	46	3 004	97 297
IV	89 972	.	4 908	94 880	2 666	.	46	2 712	97 592
1994									
I	99 346	.	4 343	103 690	3 005	.	34	3 039	106 729
II	102 827	.	5 469	108 296	3 109	.	34	3 143	111 439
III	106 692	.	3 905	110 598	3 602	.	34	3 636	114 234
IV	109 748	.	3 924	113 671	3 877	.	34	3 912	117 583
1995									
I	117 841	.	3 767	121 608	4 440	.	23	4 463	126 071
II	115 707	.	4 984	120 691	4 420	.	23	4 443	125 134
III	113 724	.	4 527	118 250	3 625	.	23	3 648	121 898
IV	115 119	.	4 421	119 540	3 403	.	23	3 425	122 966
1996									
I	117 704	.	3 977	121 681	3 272	.	11	3 283	124 964
II	115 129	.	3 384	118 513	2 880	.	11	2 892	121 404
III	115 032	.	3 456	118 488	2 837	.	11	2 849	121 337
IV	116 781	.	3 520	120 301	2 750	.	11	2 761	123 062
1997									
I	116 396	.	1 935	118 331	2 520	.	0	2 520	120 852
II	115 992	.	2 409	118 402	2 341	.	0	2 341	120 742
III	116 878	.	1 719	118 597	2 166	.	0	2 166	120 763
IV	114 266	.	1 904	116 170	1 957	.	0	1 957	118 126
1998									
I	112 340	.	2 476	114 816	1 902	.	0	1 902	116 718
II	113 656	.	2 130	115 786	1 683	.	0	1 683	117 469
III	120 013	.	2 944	122 957	1 798	.	0	1 798	124 755
IV	125 074	.	3 427	128 501	2 128	.	0	2 128	130 629
1999									
I	119 346	.	2 826	122 171	1 994	.	0	1 994	124 165
II	113 805	.	2 815	116 620	1 893	.	0	1 893	118 513
III	114 726	.	3 231	117 957	2 149	.	0	2 149	120 106
IV	112 496	.	3 496	115 992	2 115	.	0	2 115	118 108
2000									
I	108 475	.	4 073	112 548	2 102	.	0	2 102	114 650
II	108 005	.	3 834	111 839	2 086	.	0	2 086	113 925
III	106 497	.	3 124	109 621	1 943	.	0	1 943	111 564
IV	105 005	.	4 545	109 551	1 843	.	0	1 843	111 394
2001									
I	106 302	.	3 275	109 577	1 765	.	0	1 765	111 343
II	103 294	.	4 109	107 404	1 710	.	0	1 710	109 113
III	108 407	.	3 090	111 497	1 864	.	0	1 864	113 361
IV	109 021	.	3 586	112 607	1 720	.	0	1 720	114 327
2002									
I	107 981	.	3 373	111 354	1 562	.	0	1 562	112 917
II	105 224	.	3 653	108 876	1 648	.	0	1 648	110 525
III	108 629	.	3 231	111 860	1 695	.	0	1 695	113 555
IV	112 990	.	3 258	116 248	1 727	.	0	1 727	117 975
2003									
I	106 036	.	1 396	107 432	1 406	.	0	1 406	108 838
II	103 584	.	1 538	105 122	1 272	.	0	1 272	106 394
III	104 188	.	1 129	105 317	1 126	.	0	1 126	106 443
IV	101 848	.	1 473	103 322	1 122	.	0	1 122	104 444
2004									
I	102 026	.	1 275	103 301	1 169	.	0	1 169	104 471
II	99 085	.	1 719	100 804	1 140	.	0	1 140	101 944
III	95 287	.	1 209	96 495	562	.	0	562	97 057
IV	97 717	.	1 091	98 807	352	.	0	352	99 159
2005 P									
I	99 780	.	1 101	100 881	338	.	0	338	101 219
II	101 361	.	987	102 348	331	.	0	331	102 680
III	95 543	.	731	96 274	307	.	0	307	96 581
IV	96 309	.	880	97 190	296	.	0	296	97 485
2006 P									
I	94 093	.	532	94 626	298	.	0	298	94 923

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 20-3
Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Administrations publiques municipales

Année	Administrations publiques municipales								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
V No. (A)	v236457				v236458				v236456
V No. (T)	v20863056				v20863057				v20863055
	millions de dollars								
1993									
I	4 781	.	.	4 781	148	.	.	148	4 929
II	4 871	.	.	4 871	147	.	.	147	5 018
III	5 265	.	.	5 265	157	.	.	157	5 421
IV	5 139	.	.	5 139	148	.	.	148	5 287
1994									
I	5 613	.	.	5 613	208	.	.	208	5 822
II	5 871	.	.	5 871	212	.	.	212	6 083
III	5 933	.	.	5 933	200	.	.	200	6 132
IV	6 030	.	.	6 030	208	.	.	208	6 238
1995									
I	6 645	.	.	6 645	161	.	.	161	6 806
II	6 324	.	.	6 324	156	.	.	156	6 480
III	6 080	.	.	6 080	137	.	.	137	6 217
IV	6 291	.	.	6 291	129	.	.	129	6 420
1996									
I	6 315	.	.	6 315	131	.	.	131	6 446
II	6 195	.	.	6 195	128	.	.	128	6 323
III	6 160	.	.	6 160	127	.	.	127	6 287
IV	6 238	.	.	6 238	124	.	.	124	6 362
1997									
I	6 120	.	.	6 120	116	.	.	116	6 236
II	5 912	.	.	5 912	114	.	.	114	6 026
III	5 856	.	.	5 856	110	.	.	110	5 966
IV	5 962	.	.	5 962	108	.	.	108	6 070
1998									
I	5 854	.	.	5 854	104	.	.	104	5 958
II	5 725	.	.	5 725	106	.	.	106	5 831
III	5 912	.	.	5 912	115	.	.	115	6 028
IV	6 112	.	.	6 112	129	.	.	129	6 241
1999									
I	5 687	.	.	5 687	120	.	.	120	5 807
II	5 511	.	.	5 511	113	.	.	113	5 624
III	5 453	.	.	5 453	125	.	.	125	5 578
IV	5 434	.	.	5 434	124	.	.	124	5 558
2000									
I	5 171	.	.	5 171	122	.	.	122	5 293
II	5 141	.	.	5 141	122	.	.	122	5 263
III	5 160	.	.	5 160	119	.	.	119	5 279
IV	4 979	.	.	4 979	116	.	.	116	5 095
2001									
I	4 758	.	.	4 758	112	.	.	112	4 870
II	4 406	.	.	4 406	107	.	.	107	4 513
III	4 350	.	.	4 350	118	.	.	118	4 468
IV	4 589	.	.	4 589	73	.	.	73	4 662
2002									
I	4 384	.	.	4 384	72	.	.	72	4 456
II	4 131	.	.	4 131	76	.	.	76	4 207
III	4 128	.	.	4 128	78	.	.	78	4 206
IV	3 655	.	.	3 655	80	.	.	80	3 734
2003									
I	3 582	.	.	3 582	75	.	.	75	3 657
II	3 346	.	.	3 346	68	.	.	68	3 413
III	3 102	.	.	3 102	73	.	.	73	3 175
IV	3 168	.	.	3 168	72	.	.	72	3 241
2004									
I	3 102	.	.	3 102	75	.	.	75	3 178
II	3 337	.	.	3 337	74	.	.	74	3 410
III	3 436	.	.	3 436	0	.	.	0	3 436
IV	3 462	.	.	3 462	0	.	.	0	3 462
2005 P									
I	3 346	.	.	3 346	0	.	.	0	3 346
II	3 430	.	.	3 430	0	.	.	0	3 430
III	3 501	.	.	3 501	0	.	.	0	3 501
IV	3 503	.	.	3 503	0	.	.	0	3 503
2006 P									
I	3 441	.	.	3 441	0	.	.	0	3 441

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 20-4
Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Administrations publiques

Année	Total des administrations publiques								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
V No. (A)	v236488		v236489	v236487	v236491		v236492	v236490	v236486
V No. (T)	v20863036		v20863037	v20863035	v20863039		v20863040	v20863038	v20863034
	millions de dollars								
1993									
I	163 669	.	28 668	192 337	2 865	.	3 731	6 596	198 933
II	166 048	.	32 803	198 851	2 798	.	3 599	6 398	205 249
III	177 374	.	33 725	211 099	3 115	.	3 644	6 759	217 858
IV	172 602	.	37 699	210 302	2 813	.	3 796	6 609	216 911
1994									
I	184 281	.	38 313	222 594	3 213	.	3 856	7 070	229 664
II	189 195	.	45 863	235 058	3 321	.	3 875	7 196	242 254
III	195 445	.	37 157	232 601	3 801	.	3 709	7 510	240 111
IV	191 476	.	39 767	231 243	4 085	.	3 952	8 037	239 279
1995									
I	198 163	.	42 200	240 363	4 601	.	3 643	8 244	248 607
II	203 573	.	39 066	242 639	4 577	.	3 512	8 089	250 728
III	206 645	.	39 401	246 046	3 762	.	3 342	7 104	253 150
IV	208 998	.	35 128	244 126	3 532	.	3 615	7 146	251 272
1996									
I	208 214	.	39 286	247 499	3 403	.	3 468	6 871	254 370
II	211 229	.	32 247	243 476	3 008	.	3 415	6 424	249 900
III	211 083	.	32 475	243 558	2 964	.	3 296	6 261	249 818
IV	218 904	.	27 797	246 700	2 874	.	3 239	6 112	252 813
1997									
I	214 270	.	29 592	243 862	2 637	.	3 269	5 906	249 768
II	215 749	.	23 514	239 263	2 455	.	3 245	5 700	244 962
III	219 856	.	22 209	242 065	2 276	.	3 210	5 486	247 551
IV	212 989	.	23 648	236 637	2 064	.	3 427	5 492	242 129
1998									
I	212 465	.	22 503	234 968	2 006	.	3 290	5 296	240 265
II	209 977	.	20 467	230 443	1 789	.	3 166	4 955	235 398
III	212 405	.	23 285	235 690	1 913	.	3 077	4 990	240 680
IV	220 312	.	22 725	243 037	2 257	.	3 477	5 735	248 771
1999									
I	211 620	.	20 764	232 384	2 113	.	3 250	5 363	237 747
II	205 993	.	18 545	224 538	2 006	.	3 208	5 214	229 752
III	207 454	.	17 309	224 762	2 274	.	3 011	5 285	230 047
IV	209 062	.	16 217	225 279	2 239	.	2 955	5 194	230 473
2000									
I	199 326	.	18 173	217 499	2 223	.	2 924	5 147	222 646
II	198 990	.	17 197	216 187	2 208	.	2 767	4 975	221 162
III	193 672	.	14 266	207 938	2 062	.	2 656	4 718	212 656
IV	191 182	.	16 133	207 314	1 959	.	2 580	4 539	211 854
2001									
I	194 969	.	13 373	208 343	1 877	.	2 530	4 407	212 750
II	187 134	.	13 144	200 277	1 817	.	2 302	4 119	204 396
III	189 986	.	9 120	199 106	1 982	.	2 373	4 356	203 462
IV	188 327	.	11 025	199 352	1 793	.	2 329	4 121	203 474
2002									
I	186 401	.	11 717	198 118	1 634	.	2 439	4 073	202 191
II	181 819	.	12 469	194 288	1 724	.	2 393	4 117	198 405
III	187 783	.	12 235	200 018	1 773	.	2 392	4 165	204 183
IV	196 601	.	13 145	209 746	1 806	.	2 452	4 258	214 004
2003									
I	192 629	.	10 612	203 241	1 481	.	2 202	3 683	206 924
II	185 871	.	12 116	197 987	1 339	.	2 016	3 355	201 342
III	170 347	.	11 743	182 090	1 199	.	2 008	3 207	185 298
IV	164 227	.	11 995	176 221	1 195	.	1 986	3 181	179 403
2004									
I	162 979	.	9 879	172 858	1 245	.	2 187	3 431	176 289
II	163 626	.	10 425	174 051	1 213	.	1 905	3 119	177 169
III	158 610	.	8 278	166 888	562	.	1 821	2 383	169 271
IV	155 712	.	9 119	164 831	352	.	1 835	2 187	167 018
2005 P									
I	156 640	.	9 277	165 917	338	.	1 988	2 326	168 243
II	154 342	.	9 398	163 740	331	.	1 659	1 991	165 731
III	147 454	.	8 715	156 169	307	.	1 549	1 857	158 025
IV	146 121	.	10 354	156 474	296	.	1 551	1 847	158 321
2006 P									
I	144 171	.	14 099	158 270	298	.	1 851	2 149	160 419

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 20-5
Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Entreprises publiques fédérales

Année	Entreprises publiques fédérales								Total
	Investissements de portefeuille			Total	Autres investissements			Total	
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire		Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs		
V No. (A) V No. (T)	v236461 v20863068	v236462 v20863069	v236460 v20863067	v236464 v20863071	v236465 v20863072	v236466 v20863073	v236463 v20863070	v236459 v20863066	
millions de dollars									
1993									
I	9 879	.	5 767	15 646	185	277	556	1 017	16 663
II	11 052	.	6 116	17 168	196	301	481	979	18 147
III	11 541	.	5 641	17 181	109	228	406	744	17 925
IV	11 320	.	5 716	17 036	107	345	332	784	17 819
1994									
I	12 126	.	4 852	16 977	115	383	313	810	17 788
II	12 669	.	4 964	17 633	116	383	297	796	18 429
III	12 507	.	4 923	17 430	75	321	281	677	18 107
IV	12 995	.	5 309	18 304	98	476	265	840	19 144
1995									
I	12 567	.	5 695	18 262	98	863	243	1 204	19 466
II	12 350	.	5 437	17 787	96	602	231	928	18 716
III	12 054	.	5 570	17 624	94	720	218	1 032	18 656
IV	11 092	.	5 171	16 263	0	453	205	658	16 921
1996									
I	10 464	.	6 178	16 643	0	270	190	460	17 102
II	10 911	.	6 051	16 962	0	230	182	412	17 374
III	11 410	.	5 821	17 232	0	176	175	351	17 583
IV	11 249	.	5 241	16 490	0	168	167	336	16 825
1997									
I	11 230	.	5 732	16 963	0	201	149	350	17 312
II	12 535	.	5 664	18 199	0	115	138	253	18 452
III	12 246	.	5 612	17 858	0	131	127	259	18 117
IV	11 933	.	7 082	19 015	0	120	116	237	19 252
1998									
I	12 087	.	7 155	19 242	0	114	110	223	19 466
II	13 271	.	6 706	19 977	0	137	95	232	20 209
III	13 535	.	7 351	20 886	0	97	80	177	21 062
IV	13 498	.	8 972	22 469	0	74	65	138	22 608
1999									
I	13 380	.	7 039	20 418	0	68	75	143	20 561
II	15 526	.	6 363	21 889	0	137	96	233	22 122
III	14 645	.	6 803	21 448	0	62	96	158	21 606
IV	15 017	.	7 110	22 126	0	238	106	345	22 471
2000									
I	15 492	.	6 761	22 254	0	89	111	199	22 453
II	15 022	.	6 728	21 750	0	163	163	326	22 076
III	14 679	.	6 861	21 540	0	79	186	265	21 805
IV	14 652	.	6 610	21 262	0	66	160	227	21 489
2001									
I	15 610	.	6 777	22 387	0	93	284	377	22 764
II	15 509	.	6 327	21 836	0	107	297	404	22 240
III	16 803	.	6 726	23 528	0	54	418	472	24 001
IV	17 252	.	6 782	24 034	0	73	365	438	24 472
2002									
I	20 714	.	8 694	29 408	0	63	372	435	29 843
II	22 364	.	7 159	29 523	0	114	328	442	29 965
III	26 653	.	6 241	32 894	0	78	266	343	33 237
IV	28 742	.	6 884	35 626	0	177	212	389	36 015
2003									
I	30 596	.	7 108	37 703	0	58	166	224	37 927
II	34 219	.	5 976	40 195	0	104	166	271	40 465
III	37 001	.	5 246	42 248	0	78	158	236	42 484
IV	38 461	.	4 922	43 383	0	80	148	227	43 610
2004									
I	42 376	.	4 628	47 004	0	102	17	119	47 123
II	44 532	.	6 153	50 685	0	128	16	144	50 829
III	45 646	.	6 052	51 698	0	99	15	114	51 812
IV	48 385	.	6 168	54 553	0	99	119	218	54 771
2005 P									
I	48 660	.	4 772	53 432	0	103	113	216	53 648
II	49 579	.	5 964	55 543	0	91	116	207	55 750
III	49 134	.	4 442	53 576	0	74	131	204	53 780
IV	52 532	.	4 876	57 408	0	119	131	249	57 657
2006 P									
I	54 439	.	4 003	58 442	0	136	0	136	58 578

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 20-6
Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Entreprises publiques provinciales

Année	Entreprises publiques provinciales								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
V No. (A)	v236469		v236470	v236468	v236472		v236473	v236471	v236467
V No. (T)	v20863076		v20863077	v20863075	v20863079		v20863080	v20863078	v20863074
	millions de dollars								
1993									
I	36 085	.	370	36 454	352	.	0	352	36 806
II	35 391	.	424	35 815	369	.	0	369	36 184
III	36 547	.	429	36 976	228	.	0	228	37 203
IV	35 730	.	576	36 306	212	.	0	212	36 518
1994									
I	38 620	.	878	39 498	241	.	0	241	39 738
II	39 102	.	1 199	40 301	250	.	0	250	40 551
III	39 533	.	822	40 355	242	.	0	242	40 596
IV	41 396	.	634	42 030	251	.	0	251	42 281
1995									
I	42 148	.	2 026	44 174	174	.	0	174	44 349
II	40 675	.	1 966	42 641	175	.	0	175	42 815
III	39 556	.	1 924	41 480	146	.	0	146	41 626
IV	39 763	.	773	40 536	138	.	0	138	40 674
1996									
I	37 865	.	2 203	40 068	132	.	0	132	40 201
II	37 693	.	2 431	40 124	130	.	0	130	40 254
III	37 097	.	2 101	39 198	128	.	0	128	39 326
IV	37 745	.	725	38 470	124	.	0	124	38 593
1997									
I	37 724	.	1 098	38 823	117	.	6	123	38 945
II	37 217	.	1 476	38 693	0	.	11	11	38 704
III	36 576	.	2 011	38 587	0	.	17	17	38 604
IV	35 527	.	1 865	37 391	0	.	32	32	37 424
1998									
I	35 686	.	2 070	37 756	0	.	16	16	37 772
II	37 093	.	1 698	38 792	0	.	27	27	38 819
III	37 914	.	1 575	39 489	0	.	48	48	39 537
IV	37 597	.	1 420	39 017	0	.	52	52	39 068
1999									
I	34 757	.	1 118	35 875	0	.	41	41	35 915
II	32 787	.	878	33 665	0	.	54	54	33 720
III	32 867	.	578	33 445	0	.	20	20	33 465
IV	30 973	.	310	31 283	0	.	37	37	31 320
2000									
I	30 566	.	638	31 204	0	.	75	75	31 279
II	30 240	.	375	30 615	0	.	28	28	30 643
III	29 984	.	276	30 260	0	.	55	55	30 315
IV	29 904	.	0	29 904	0	.	286	286	30 191
2001									
I	29 182	.	12	29 194	0	.	423	423	29 617
II	28 031	.	4	28 035	0	.	279	279	28 314
III	28 381	.	12	28 393	0	.	303	303	28 696
IV	27 422	.	24	27 446	0	.	204	204	27 650
2002									
I	26 099	.	15	26 114	0	.	128	128	26 242
II	23 603	.	78	23 681	0	.	99	99	23 780
III	24 201	.	82	24 283	0	.	102	102	24 386
IV	24 197	.	3	24 200	0	.	128	128	24 328
2003									
I	21 716	.	186	21 903	0	.	146	146	22 049
II	20 153	.	159	20 312	0	.	162	162	20 474
III	19 486	.	12	19 498	0	.	136	136	19 634
IV	19 091	.	4	19 095	0	.	130	130	19 226
2004									
I	19 158	.	0	19 158	0	.	121	121	19 279
II	18 700	.	45	18 745	0	.	111	111	18 856
III	17 774	.	0	17 774	0	.	130	130	17 904
IV	17 279	.	6	17 285	0	.	117	117	17 402
2005 P									
I	16 901	.	2	16 903	0	.	133	133	17 036
II	16 996	.	0	16 996	0	.	138	138	17 134
III	15 988	.	0	15 988	0	.	153	153	16 141
IV	15 716	.	30	15 745	0	.	149	149	15 895
2006 P									
I	15 476	.	0	15 476	0	.	126	126	15 601

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 20-7
Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Entreprises publiques municipales

Année	Entreprises publiques municipales								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
V No. (A)	v236475				v236476				v236474
V No. (T)	v20863082				v20863083				v20863081
millions de dollars									
1993									
I	323	.	.	323	.	.	0	0	323
II	303	.	.	303	.	.	0	0	303
III	312	.	.	312	.	.	0	0	312
IV	257	.	.	257	.	.	0	0	257
1994									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
1995									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
1996									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
1997									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
1998									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
1999									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
2000									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
2001									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
2002									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
2003									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	25	.	.	25	.	.	0	0	25
III	26	.	.	26	.	.	0	0	26
IV	25	.	.	25	.	.	0	0	25
2004									
I	32	.	.	32	.	.	0	0	32
II	31	.	.	31	.	.	0	0	31
III	32	.	.	32	.	.	0	0	32
IV	31	.	.	31	.	.	0	0	31
2005 P									
I	32	.	.	32	.	.	0	0	32
II	31	.	.	31	.	.	0	0	31
III	31	.	.	31	.	.	0	0	31
IV	31	.	.	31	.	.	0	0	31
2006 P									
I	33	.	.	33	.	.	0	0	33

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 20-8
Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Entreprises publiques

Année	Total des entreprises publiques								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
V No. (A) V No. (T)	v236495 v20863060		v236496 v20863061	v236494 v20863059	v236498 v20863063	v236499 v20863064	v236500 v20863065	v236497 v20863062	v236493 v20863058
millions de dollars									
1993									
I	46 287	.	6 137	52 424	536	277	556	1 369	53 792
II	46 745	.	6 541	53 286	565	301	481	1 348	54 634
III	48 400	.	6 069	54 469	337	228	406	972	55 441
IV	47 307	.	6 292	53 598	319	345	332	996	54 594
1994									
I	50 745	.	5 730	56 475	355	383	313	1 051	57 526
II	51 772	.	6 162	57 934	367	383	297	1 046	58 980
III	52 039	.	5 745	57 785	316	321	281	919	58 704
IV	54 391	.	5 943	60 334	349	476	265	1 090	61 424
1995									
I	54 715	.	7 721	62 436	272	863	243	1 378	63 814
II	53 025	.	7 403	60 428	271	602	231	1 103	61 631
III	51 610	.	7 494	59 104	240	720	218	1 178	60 282
IV	50 854	.	5 944	56 799	138	453	205	796	57 595
1996									
I	48 330	.	8 381	56 711	132	270	190	592	57 303
II	48 604	.	8 482	57 086	130	230	182	542	57 628
III	48 507	.	7 922	56 429	128	176	175	479	56 908
IV	48 994	.	5 966	54 959	124	168	167	459	55 419
1997									
I	48 955	.	6 831	55 785	117	201	155	472	56 257
II	49 752	.	7 140	56 892	0	115	149	264	57 156
III	48 822	.	7 623	56 445	0	131	145	276	56 721
IV	47 459	.	8 947	56 406	0	120	149	269	56 675
1998									
I	47 773	.	9 225	56 999	0	114	126	239	57 238
II	50 364	.	8 404	58 769	0	137	122	259	59 027
III	51 449	.	8 925	60 375	0	97	128	225	60 600
IV	51 094	.	10 391	61 486	0	74	116	190	61 676
1999									
I	48 137	.	8 156	56 293	0	68	116	183	56 476
II	48 313	.	7 241	55 555	0	137	151	288	55 842
III	47 513	.	7 381	54 894	0	62	116	178	55 072
IV	45 990	.	7 420	53 409	0	238	143	382	53 791
2000									
I	46 059	.	7 399	53 458	0	89	186	274	53 732
II	45 262	.	7 102	52 365	0	163	191	354	52 719
III	44 662	.	7 138	51 800	0	79	241	319	52 120
IV	44 556	.	6 610	51 166	0	66	447	513	51 680
2001									
I	44 792	.	6 789	51 580	0	93	707	800	52 381
II	43 540	.	6 331	49 872	0	107	576	683	50 554
III	45 183	.	6 738	51 921	0	54	722	776	52 697
IV	44 673	.	6 807	51 480	0	73	569	642	52 122
2002									
I	46 813	.	8 709	55 522	0	63	500	563	56 085
II	45 967	.	7 236	53 203	0	114	428	542	53 745
III	50 854	.	6 324	57 177	0	78	368	446	57 623
IV	52 939	.	6 887	59 826	0	177	340	517	60 344
2003									
I	52 312	.	7 294	59 606	0	58	313	370	59 976
II	54 397	.	6 136	60 532	0	104	328	432	60 964
III	56 513	.	5 258	61 771	0	78	294	372	62 143
IV	57 577	.	4 926	62 503	0	80	278	357	62 861
2004									
I	61 566	.	4 628	66 194	0	102	138	240	66 434
II	63 263	.	6 198	69 461	0	128	127	255	69 716
III	63 452	.	6 052	69 504	0	99	145	244	69 748
IV	65 695	.	6 174	71 869	0	99	235	335	72 204
2005 P									
I	65 592	.	4 774	70 366	0	103	246	349	70 715
II	66 605	.	5 964	72 569	0	91	254	345	72 915
III	65 153	.	4 442	69 595	0	74	284	357	69 952
IV	68 279	.	4 905	73 184	0	119	280	398	73 582
2006 P									
I	69 947	.	4 003	73 950	0	136	126	262	74 212

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 20-9
Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Administrations et entreprises publiques

Année	Total des administrations et des entreprises publiques								Total
	Investissements de portefeuille			Autres investissements					
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
V No. (A) V No. (T)	v236503 v20863028		v236504 v20863029	v236502 v20863027	v236506 v20863031	v236507 v20863032	v236508 v20863033	v236505 v20863030	v236501 v20863026
millions de dollars									
1993									
I	209 955	.	34 805	244 760	3 401	277	4 287	7 965	252 725
II	212 794	.	39 344	252 137	3 364	301	4 080	7 745	259 883
III	225 774	.	39 794	265 568	3 452	228	4 051	7 731	273 299
IV	219 909	.	43 991	263 900	3 132	345	4 128	7 605	271 505
1994									
I	235 026	.	44 043	279 069	3 569	383	4 169	8 121	287 190
II	240 967	.	52 026	292 992	3 687	383	4 172	8 242	301 235
III	247 484	.	42 902	290 386	4 118	321	3 990	8 429	298 815
IV	245 867	.	45 710	291 576	4 434	476	4 217	9 127	300 704
1995									
I	252 878	.	49 921	302 799	4 874	863	3 886	9 623	312 421
II	256 598	.	46 469	303 067	4 847	602	3 743	9 192	312 259
III	258 255	.	46 895	305 150	4 001	720	3 560	8 282	313 432
IV	259 853	.	41 072	300 925	3 669	453	3 820	7 942	308 867
1996									
I	256 543	.	47 667	304 210	3 535	270	3 658	7 463	311 674
II	259 833	.	40 729	300 562	3 138	230	3 597	6 966	307 528
III	259 590	.	40 397	299 987	3 092	176	3 471	6 740	306 727
IV	267 897	.	33 762	301 660	2 997	168	3 406	6 572	308 231
1997									
I	263 225	.	36 422	299 647	2 754	201	3 424	6 378	306 025
II	265 501	.	30 654	296 155	2 455	115	3 394	5 963	302 118
III	268 679	.	29 832	298 511	2 276	131	3 355	5 762	304 273
IV	260 448	.	32 595	293 043	2 064	120	3 576	5 761	298 804
1998									
I	260 239	.	31 729	291 967	2 006	114	3 416	5 536	297 503
II	260 341	.	28 871	289 212	1 789	137	3 288	5 214	294 426
III	263 854	.	32 210	296 064	1 913	97	3 205	5 215	301 279
IV	271 406	.	33 117	304 523	2 257	74	3 594	5 925	310 447
1999									
I	259 756	.	28 920	288 677	2 113	68	3 366	5 547	294 223
II	254 307	.	25 786	280 093	2 006	137	3 359	5 502	285 594
III	254 966	.	24 690	279 656	2 274	62	3 127	5 463	285 119
IV	255 051	.	23 637	278 688	2 239	238	3 098	5 575	284 264
2000									
I	245 385	.	25 573	270 957	2 223	89	3 109	5 421	276 379
II	244 252	.	24 299	268 551	2 208	163	2 958	5 330	273 881
III	238 335	.	21 404	259 739	2 062	79	2 897	5 037	264 776
IV	235 738	.	22 743	258 481	1 959	66	3 027	5 052	263 533
2001									
I	239 761	.	20 162	259 923	1 877	93	3 237	5 207	265 130
II	230 674	.	19 475	250 149	1 817	107	2 878	4 802	254 951
III	235 170	.	15 858	251 028	1 982	54	3 095	5 131	256 159
IV	233 001	.	17 831	250 832	1 793	73	2 897	4 763	255 595
2002									
I	233 214	.	20 426	253 639	1 634	63	2 939	4 636	258 276
II	227 786	.	19 705	247 491	1 724	114	2 821	4 659	252 150
III	238 637	.	18 559	257 195	1 773	78	2 760	4 610	261 806
IV	249 540	.	20 032	269 572	1 806	177	2 792	4 775	274 348
2003									
I	244 941	.	17 906	262 847	1 481	58	2 514	4 053	266 900
II	240 267	.	18 252	258 519	1 339	104	2 343	3 787	262 306
III	226 860	.	17 001	243 862	1 199	78	2 303	3 579	247 441
IV	221 804	.	16 921	238 725	1 195	80	2 264	3 539	242 263
2004									
I	224 545	.	14 507	239 051	1 245	102	2 325	3 672	242 723
II	226 889	.	16 623	243 512	1 213	128	2 032	3 373	246 885
III	222 062	.	14 330	236 392	562	99	1 966	2 627	239 019
IV	221 407	.	15 293	236 701	352	99	2 071	2 522	239 222
2005 P									
I	222 232	.	14 052	236 283	338	103	2 234	2 675	238 958
II	220 947	.	15 362	236 309	331	91	1 913	2 336	238 645
III	212 607	.	13 157	225 764	307	74	1 833	2 214	227 978
IV	214 399	.	15 259	229 658	296	119	1 831	2 245	231 903
2006 P									
I	214 118	.	18 102	232 220	298	136	1 977	2 411	234 631

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 20-10
Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Sociétés privées

Année	Sociétés privées								
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
V No. (A) V No. (T)	v236479 v20863086	v236480 v20863087	v236481 v20863088	v236478 v20863085	v236483 v20863090	v236484 v20863091	v236485 v20863092	v236482 v20863089	v236477 v20863084
millions de dollars									
1993									
I	57 925	18 975	2 314	79 214	44 649	85 725	11 731	142 105	221 319
II	60 008	20 379	2 331	82 718	44 934	82 541	12 084	139 559	222 277
III	64 488	22 415	1 708	88 611	45 591	86 413	12 504	144 508	233 119
IV	64 231	23 415	1 910	89 556	44 455	91 034	11 964	147 453	237 009
1994									
I	71 624	26 212	3 229	101 066	43 859	95 947	12 513	152 319	253 385
II	70 542	27 896	2 592	101 030	42 510	104 829	12 982	160 321	261 351
III	69 406	30 036	1 229	100 670	40 977	102 029	13 097	156 103	256 773
IV	71 004	30 863	1 819	103 686	40 221	117 402	13 374	170 997	274 683
1995									
I	73 951	32 033	3 658	109 641	40 388	126 735	14 346	181 469	291 110
II	75 640	33 482	3 401	112 524	41 438	115 976	14 200	171 614	284 137
III	77 272	35 022	2 080	114 373	41 588	103 407	14 686	159 681	274 054
IV	81 845	37 092	3 041	121 978	45 142	108 854	14 447	168 443	290 422
1996									
I	83 467	39 527	3 768	126 763	45 614	106 409	14 412	166 435	293 197
II	86 830	43 520	3 167	133 517	49 031	108 636	14 700	172 367	305 884
III	87 686	44 871	3 733	136 290	48 707	107 971	13 804	170 481	306 771
IV	89 954	47 301	4 371	141 627	48 047	126 668	13 801	188 517	330 144
1997									
I	92 891	47 111	5 401	145 403	51 670	145 709	14 876	212 255	357 658
II	95 546	47 651	4 768	147 966	56 038	147 272	15 439	218 748	366 714
III	97 511	49 494	5 493	152 498	55 770	137 738	15 383	208 891	361 389
IV	107 450	51 402	7 906	166 758	49 611	165 237	15 020	229 868	396 626
1998									
I	109 695	54 376	9 054	173 126	50 135	171 165	15 059	236 358	409 484
II	120 492	57 229	7 870	185 591	55 340	164 505	15 829	235 674	421 265
III	130 579	61 297	7 312	199 188	57 124	170 688	15 882	243 693	442 881
IV	134 366	64 344	8 152	206 861	53 145	180 611	15 555	249 311	456 172
1999									
I	137 256	63 793	6 595	207 644	53 473	162 259	17 304	233 035	440 679
II	137 825	66 587	5 179	209 591	52 188	140 937	17 722	210 846	420 437
III	139 564	68 250	3 771	211 586	54 190	144 794	17 688	216 672	428 258
IV	134 341	69 070	4 038	207 450	54 763	144 519	17 466	216 747	424 197
2000									
I	135 196	78 268	5 140	218 604	55 545	142 064	18 456	216 065	434 669
II	135 534	83 456	4 146	223 136	57 130	148 101	18 634	223 864	447 000
III	138 893	87 893	3 583	230 369	58 220	144 480	18 921	221 621	451 990
IV	136 702	87 116	5 219	229 037	58 716	147 684	18 329	224 729	453 766
2001									
I	151 508	87 696	3 089	242 294	54 185	166 731	18 407	239 323	481 617
II	155 541	78 319	3 722	237 583	56 340	154 009	19 094	229 443	467 026
III	167 587	77 968	3 611	249 167	61 137	172 620	19 058	252 816	501 982
IV	194 227	77 487	3 632	275 346	54 242	180 982	18 819	254 043	529 389
2002									
I	200 574	76 929	4 633	282 136	56 532	188 626	19 328	264 487	546 623
II	196 340	79 775	4 172	280 288	51 869	183 563	19 065	254 497	534 785
III	205 782	78 872	4 244	288 898	56 051	196 415	19 304	271 771	560 669
IV	199 532	80 617	5 253	285 403	56 965	194 859	19 483	271 307	556 709
2003									
I	190 630	80 191	5 274	276 096	55 130	204 034	19 558	278 722	554 818
II	176 012	81 249	4 413	261 674	52 026	169 884	19 192	241 103	502 776
III	179 389	83 101	3 723	266 213	50 958	177 965	19 373	248 296	514 509
IV	182 521	84 738	4 467	271 726	52 101	183 045	19 420	254 566	526 292
2004									
I	179 659	86 685	4 337	270 681	49 819	174 484	20 491	244 794	515 475
II	186 075	98 763	4 228	289 066	51 495	191 240	20 549	263 285	552 351
III	179 025	100 186	3 781	282 992	41 055	185 508	20 108	246 672	529 663
IV	176 663	104 191	4 327	285 181	39 874	175 879	19 902	235 655	520 837
2005 P									
I	177 078	106 328	4 577	287 983	46 428	175 140	20 149	241 717	529 700
II	179 368	105 247	4 348	288 963	47 679	181 138	20 726	249 544	538 507
III	171 036	107 896	4 529	283 461	40 932	198 845	21 120	260 897	544 358
IV	165 618	107 598	5 524	278 740	35 812	201 520	20 998	258 330	537 070
2006 P									
I	165 227	110 311	4 766	280 304	38 940	208 302	20 933	268 176	548 480

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 20-11
Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Total, tous les secteurs

Année	Total, tous les secteurs								
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
V No. (A) V No. (T)	v21113622 v21113614	v21113623 v21113615	v21113624 v21113616	v21113621 v21113613	v21113626 v21113618	v21113627 v21113619	v21113628 v21113620	v21113625 v21113617	v236441 v20863025
millions de dollars									
1993									
I	267 880	18 975	37 119	323 974	48 050	86 001	16 018	149 793	473 767
II	272 802	20 379	41 675	334 855	48 297	82 843	16 165	147 003	481 859
III	290 262	22 415	41 502	354 179	49 043	86 641	16 555	152 011	506 190
IV	284 140	23 415	45 901	353 456	47 588	91 379	16 091	155 058	508 514
1994									
I	306 650	26 212	47 272	380 135	47 428	96 329	16 682	160 057	540 192
II	311 509	27 896	54 618	394 023	46 197	105 212	17 155	168 181	562 203
III	316 890	30 036	44 131	391 056	45 095	102 350	17 087	164 211	555 267
IV	316 871	30 863	47 529	395 262	44 654	117 878	17 592	180 124	575 387
1995									
I	326 829	32 033	53 579	412 440	45 261	127 597	18 233	190 229	602 669
II	332 238	33 482	49 871	415 591	46 285	116 577	17 942	180 204	595 794
III	335 526	35 022	48 975	419 523	45 590	104 128	18 246	167 243	586 766
IV	341 698	37 092	44 113	422 903	48 812	109 308	18 266	176 386	599 289
1996									
I	340 011	39 527	51 435	430 973	49 149	106 679	18 070	173 628	604 601
II	346 663	43 520	43 896	434 079	52 170	108 866	18 297	179 103	613 182
III	347 276	44 871	44 130	436 277	51 799	108 147	17 275	177 045	613 322
IV	357 852	47 301	38 134	443 287	51 045	126 836	17 207	195 088	638 375
1997									
I	356 115	47 111	41 823	445 050	54 424	145 910	18 300	218 433	663 483
II	361 048	47 651	35 422	444 121	58 493	147 387	18 832	224 596	668 717
III	366 190	49 494	35 325	451 009	58 046	137 869	18 738	214 522	665 530
IV	367 898	51 402	40 501	459 801	51 676	165 357	18 596	235 629	695 430
1998									
I	369 934	54 376	40 783	465 093	52 141	171 279	18 474	241 780	706 873
II	380 833	57 229	36 741	474 803	57 129	164 642	19 117	240 750	715 553
III	394 433	61 297	39 522	495 252	59 037	170 785	19 086	248 811	744 063
IV	405 772	64 344	41 269	511 384	55 402	180 685	19 148	255 235	766 619
1999									
I	397 012	63 793	35 515	496 320	55 586	162 326	20 669	238 514	734 835
II	392 132	66 587	30 965	489 683	54 194	141 074	21 081	216 211	705 895
III	394 530	68 250	28 461	491 242	56 464	144 856	20 815	222 073	713 315
IV	389 392	69 070	27 675	486 138	57 002	144 757	20 564	222 085	708 223
2000									
I	380 581	78 268	30 712	489 561	57 769	142 153	21 565	221 486	711 048
II	379 786	83 456	28 445	491 687	59 338	148 264	21 592	229 194	720 881
III	377 228	87 893	24 987	490 107	60 281	144 559	21 818	226 658	716 766
IV	372 440	87 116	27 961	487 517	60 675	147 751	21 356	229 781	717 299
2001									
I	391 270	87 696	23 251	502 217	56 062	166 824	21 644	244 530	746 747
II	386 215	78 319	23 197	487 732	58 157	154 115	21 972	234 245	721 977
III	402 756	77 968	19 470	500 194	63 119	172 674	22 153	257 947	758 141
IV	427 228	77 487	21 463	526 178	56 035	181 055	21 716	258 806	784 984
2002									
I	433 788	76 929	25 058	535 775	58 167	188 690	22 267	269 123	804 898
II	424 127	79 775	23 878	527 779	53 593	183 677	21 886	259 156	786 935
III	444 419	78 872	22 803	546 094	57 824	196 493	22 064	276 381	822 475
IV	449 072	80 617	25 285	554 975	58 772	195 036	22 275	276 082	831 057
2003									
I	435 572	80 191	23 180	538 943	56 611	204 091	22 073	282 774	821 717
II	416 279	81 249	22 665	520 193	53 366	169 988	21 536	244 890	765 083
III	406 249	83 101	20 725	510 075	52 157	178 043	21 676	251 875	761 950
IV	404 325	84 738	21 388	510 451	53 296	183 125	21 684	258 104	768 555
2004									
I	404 204	86 685	18 843	509 732	51 064	174 586	22 816	248 466	758 198
II	412 964	98 763	20 852	532 578	52 708	191 368	22 582	266 658	799 236
III	401 086	100 186	18 111	519 384	41 617	185 607	22 075	249 299	768 683
IV	398 070	104 191	19 621	521 882	40 226	175 978	21 973	238 177	760 059
2005 P									
I	399 310	106 328	18 628	524 266	46 767	175 243	22 383	244 392	768 658
II	400 315	105 247	19 710	525 272	48 011	181 229	22 639	251 879	777 152
III	383 642	107 896	17 686	509 225	41 239	198 918	22 953	263 111	772 336
IV	380 017	107 598	20 783	508 398	36 107	201 639	22 829	260 575	768 973
2006 P									
I	379 345	110 311	22 868	512 524	39 238	208 439	22 910	270 587	783 111

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 21-1
Dettes extérieures brutes, position — Total, tous les secteurs

V No.	Total, tous les secteurs											Investissement direct : prêts entre sociétés, engagement envers les investisseurs directs	Total
	Court terme						Long terme						
	Instruments du marché monétaire	Emprunts	Dépôts	Crédits commerciaux	Autres engagements	Total	Obligations et autres titres d'emprunt	Emprunts	Autres engagements	Total			
	v21386544	v21386545	v21386546	v21386547	v21386548	v21386543	v21386550	v21386551	v21386552	v21386549	v21386553	v21386542	
	millions de dollars												
2002													
IV	25 285	33 758	195 036	7 126	2 507	263 712	449 072	25 014	12 641	486 727	73 966	824 406	
2003													
I	23 180	33 385	204 091	7 134	2 416	270 206	435 572	23 226	12 523	471 321	71 496	813 022	
II	22 665	31 941	169 988	6 701	2 238	233 533	416 279	21 425	12 597	450 301	74 461	758 295	
III	20 725	32 090	178 043	6 584	2 268	239 710	406 249	20 066	12 824	439 139	69 770	748 620	
IV	21 388	33 856	183 125	6 280	2 435	247 084	404 325	19 439	12 969	436 733	65 276	749 093	
2004													
I	18 843	32 104	174 586	6 641	2 426	234 600	404 204	18 960	13 749	436 913	63 785	735 298	
II	20 852	33 239	191 368	6 883	2 060	254 401	412 964	19 470	13 639	446 072	56 871	757 344	
III	18 111	25 756	185 607	6 522	1 908	237 903	401 086	15 862	13 645	430 593	60 330	728 826	
IV	19 621	23 149	175 978	6 535	1 623	226 905	398 070	17 077	13 816	428 963	64 276	720 144	
2005 P													
I	18 628	30 043	175 243	6 608	1 890	232 411	399 310	16 724	13 886	429 919	62 125	724 456	
II	19 710	31 235	181 229	6 941	1 750	240 866	400 315	16 775	13 948	431 038	60 744	732 648	
III	17 686	25 546	198 918	7 250	1 589	250 990	383 642	15 693	14 114	413 450	64 351	728 791	
IV	20 783	20 911	201 639	7 126	1 723	252 182	380 017	15 196	13 979	409 193	64 511	725 886	
2006 P													
I	22 868	24 159	208 439	7 113	1 948	264 526	379 345	15 080	13 849	408 273	65 536	738 336	

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 21-2
Dettes extérieures brutes, position — Administrations publiques

V No.	Administrations publiques										Investissement direct : prêts entre sociétés, engagement envers les investisseurs directs	Total
	Court terme					Long terme						
	Instruments du marché monétaire	Emprunts	Dépôts	Crédits commerciaux	Autres engagements	Total	Obligations et autres titres d'emprunt	Emprunts	Autres engagements	Total		
	v21386556	v21386557	v21386558	v21386559	v21386560	v21386555	v21386562	v21386563	v21386564	v21386561		v21386554
	millions de dollars											
2002												
IV	13 145	0	..	..	780	13 925	196 601	1 806	1 671	200 079	.	214 004
2003												
I	10 612	0	..	..	630	11 242	192 629	1 481	1 572	195 681	.	206 924
II	12 116	0	..	..	544	12 660	185 871	1 339	1 471	188 681	.	201 342
III	11 743	0	..	..	504	12 248	170 347	1 199	1 504	173 050	.	185 298
IV	11 995	0	..	..	485	12 479	164 227	1 195	1 502	166 923	.	179 403
2004												
I	9 879	0	..	..	674	10 553	162 979	1 245	1 513	165 737	.	176 289
II	10 425	0	..	..	381	10 806	163 626	1 213	1 524	166 363	.	177 169
III	8 278	0	..	..	377	8 655	158 610	562	1 444	160 616	.	169 271
IV	9 119	0	..	..	380	9 500	155 712	352	1 455	157 519	.	167 019
2005 P												
I	9 277	0	..	..	563	9 841	156 640	338	1 424	158 402	.	168 243
II	9 398	0	..	..	268	9 667	154 342	331	1 391	156 064	.	165 731
III	8 715	0	..	..	238	8 953	147 454	307	1 312	149 072	.	158 025
IV	10 354	0	..	..	252	10 606	146 121	296	1 299	147 715	.	158 321
2006 P												
I	14 099	0	..	..	540	14 639	144 171	298	1 310	145 779	.	160 419

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 21-3
Dettes extérieures brutes, position — Autorités monétaires

V No.	Autorités monétaires										Investissement direct : prêts entre sociétés, engagement envers les investisseurs directs	Total
	Court terme					Long terme						
	Instruments du marché monétaire	Emprunts	Dépôts	Crédits commerciaux	Autres engagements	Total	Obligations et autres titres d'emprunt	Emprunts	Autres engagements	Total		
	v21386567	v21386568	v21386569	v21386570	v21386571	v21386566	v21386573	v21386574	v21386575	v21386572		v21386565
	millions de dollars											
2002												
IV	..	..	177	..	..	177	..	..	..	..	..	177
2003												
I	..	..	58	..	..	58	..	..	..	..	..	58
II	..	..	104	..	..	104	..	..	..	..	..	104
III	..	..	78	..	..	78	..	..	..	..	..	78
IV	..	..	80	..	..	80	..	..	..	..	..	80
2004												
I	..	..	102	..	..	102	..	..	..	..	..	102
II	..	..	128	..	..	128	..	..	..	..	..	128
III	..	..	99	..	..	99	..	..	..	..	..	99
IV	..	..	99	..	..	99	..	..	..	..	..	99
2005 P												
I	..	..	103	..	..	103	..	..	..	..	..	103
II	..	..	91	..	..	91	..	..	..	..	..	91
III	..	..	74	..	..	74	..	..	..	..	..	74
IV	..	..	119	..	..	119	..	..	..	..	..	119
2006 P												
I	..	..	136	..	..	136	..	..	..	..	..	136

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 21-4
Dettes extérieures brutes, position — Banques

V No.	Banques										Investissement direct : prêts entre sociétés, engagement envers les investisseurs directs	Total
	Court terme					Long terme						
	Instruments du marché monétaire	Emprunts	Dépôts	Crédits commerciaux	Autres engagements	Total	Obligations et autres titres d'emprunt	Emprunts	Autres engagements	Total		
	v21386578	v21386579	v21386580	v21386581	v21386582	v21386577	v21386584	v21386585	v21386586	v21386583		v21386576
	millions de dollars											
2002												
IV	1 557	..	194 859	..	..	196 416	2 821	..	..	2 821	.	199 237
2003												
I	1 442	..	204 034	..	..	205 476	2 677	..	..	2 677	.	208 153
II	1 406	..	169 884	..	..	171 290	1 997	..	..	1 997	.	173 287
III	1 055	..	177 965	..	..	179 021	2 010	..	..	2 010	.	181 030
IV	1 796	..	183 045	..	..	184 841	1 985	..	..	1 985	.	186 826
2004												
I	2 511	..	174 484	..	..	176 995	1 975	..	..	1 975	.	178 970
II	2 011	..	191 240	..	..	193 251	2 030	..	..	2 030	.	195 281
III	1 612	..	185 508	..	..	187 120	1 887	..	..	1 887	.	189 007
IV	2 253	..	175 879	..	..	178 132	1 844	..	..	1 844	.	179 976
2005 P												
I	2 229	..	175 140	..	..	177 369	1 849	..	..	1 849	.	179 219
II	2 626	..	181 138	..	..	183 764	1 841	..	..	1 841	.	185 605
III	2 543	..	198 845	..	..	201 388	1 787	..	..	1 787	.	203 174
IV	3 316	..	201 520	..	..	204 836	1 907	..	..	1 907	.	206 744
2006 P												
I	3 283	..	208 302	..	..	211 586	1 949	..	..	1 949	.	213 535

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 21-5
Dettes extérieures brutes, position — Autres secteurs

V No.	Autres secteurs											Investissement direct : prêts entre sociétés, engagement envers les investisseurs directs	Total
	Court terme					Long terme							
	Instruments du marché monétaire	Emprunts	Dépôts	Crédits commerciaux	Autres engagements	Total	Obligations et autres titres d'emprunt	Emprunts	Autres engagements	Total			
	v21386589	v21386590	v21386591	v21386592	v21386593	v21386588	v21386595	v21386596	v21386597	v21386594	v21386598	v21386587	
	millions de dollars												
2002													
IV	10 583	33 758	..	7 126	1 727	53 194	249 651	23 208	10 970	283 828	73 966	410 988	
2003													
I	11 126	33 385	..	7 134	1 786	53 430	240 266	21 745	10 951	272 963	71 496	397 888	
II	9 143	31 941	..	6 701	1 694	49 478	228 411	20 085	11 126	259 623	74 461	383 562	
III	7 926	32 090	..	6 584	1 763	48 364	233 892	18 868	11 320	264 080	69 770	382 215	
IV	7 597	33 856	..	6 280	1 950	49 683	238 113	18 244	11 467	267 825	65 276	382 784	
2004													
I	6 454	32 104	..	6 641	1 752	46 951	239 250	17 715	12 236	269 202	63 785	379 937	
II	8 416	33 239	..	6 883	1 678	50 216	247 308	18 257	12 115	277 679	56 871	384 766	
III	8 221	25 756	..	6 522	1 531	42 030	240 589	15 300	12 201	268 090	60 330	370 449	
IV	8 248	23 149	..	6 535	1 242	39 174	240 514	16 725	12 361	269 600	64 276	373 050	
2005 P													
I	7 121	30 043	..	6 608	1 326	45 098	240 821	16 385	12 461	269 668	62 125	376 891	
II	7 686	31 235	..	6 941	1 482	47 344	244 132	16 444	12 557	273 133	60 744	381 221	
III	6 429	25 546	..	7 250	1 351	40 576	234 402	15 386	12 803	262 591	64 351	367 518	
IV	7 113	20 911	..	7 126	1 471	36 621	231 989	14 901	12 681	259 570	64 511	360 703	
2006 P													
I	5 486	24 159	..	7 113	1 408	38 165	233 224	14 782	12 539	260 545	65 536	364 246	

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 22-1
Bilan des investissements internationaux avec les États-Unis — Actif

Année	Actif											
	Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	Investissements de portefeuille				Autres investissements						Total de l'actif
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Marché monétaire étranger	Total	Prêts et provisions		Dépôts ⁴	Réserves officielles internationales	Autres ⁵ actifs	Total	
						Prêts ²	Provisions ³					
V No. (A) V No. (T)	v235428 v20862963	v235430 v20862969	v235431 v20862972	v30615498 v30615506	v235445 v20862966	v235433 v20862978	v235429 v20862981	v235434 v20862984	v235432 v20862987	v235435 v20862990	v235446 v20862975	v235427 v20862960
	millions de dollars											
1993												
I	62 842	10 569	36 789	..	47 358	3 603	-100	21 845	11 213	13 217	49 778	159 978
II	64 566	11 432	38 021	..	49 453	3 322	-102	18 953	10 240	12 280	44 694	158 712
III	67 212	11 501	40 242	..	51 744	4 168	-106	25 664	10 300	15 272	55 297	174 253
IV	67 677	12 661	40 654	..	53 315	3 991	-175	18 696	12 315	14 387	49 214	170 206
1994												
I	72 096	13 593	43 761	..	57 354	4 239	-183	21 250	11 212	15 491	52 009	181 459
II	73 357	13 273	44 864	..	58 137	4 974	-183	29 561	12 150	17 584	64 084	195 579
III	73 026	11 884	44 288	..	56 172	4 952	-178	25 548	17 082	18 743	66 147	195 345
IV	77 987	11 857	46 946	..	58 803	3 979	-245	30 105	13 146	17 845	64 830	201 620
1995												
I	79 746	13 308	47 777	..	61 085	5 656	-245	30 795	15 570	18 559	70 335	211 166
II	79 808	12 024	47 373	..	59 397	6 995	-240	33 539	14 412	18 833	73 539	212 745
III	79 061	12 021	46 899	..	58 919	6 091	-234	34 626	15 891	17 551	73 924	211 905
IV	84 562	11 207	49 053	..	60 260	14 223	-376	34 909	14 894	17 410	81 059	225 881
1996												
I	87 238	10 780	50 213	..	60 993	13 148	-375	33 371	17 251	18 682	82 076	230 307
II	88 815	9 574	51 310	..	60 884	16 886	-376	38 352	19 044	23 110	97 017	246 716
III	90 795	11 411	53 094	..	64 504	16 316	-375	39 285	20 276	24 454	99 956	255 256
IV	93 939	12 534	56 335	..	68 869	17 356	-426	44 295	21 504	21 950	104 678	267 487
1997												
I	99 011	13 239	57 672	..	70 912	21 990	-430	43 529	22 643	25 199	112 931	282 854
II	102 138	12 981	57 051	..	70 031	22 832	-429	47 899	21 090	24 860	116 252	288 422
III	104 763	15 283	56 885	..	72 168	25 407	-429	40 305	20 905	21 892	107 721	284 652
IV	110 707	16 790	54 523	..	71 313	27 415	-323	37 988	18 372	25 463	108 915	290 935
1998												
I	114 101	18 631	55 377	..	74 008	25 118	-321	43 148	22 862	19 680	110 488	298 598
II	124 277	16 880	58 918	..	75 798	24 377	-331	48 888	22 631	21 406	116 971	317 046
III	134 263	17 964	63 605	..	81 570	25 472	-346	42 235	16 521	21 514	105 396	321 228
IV	133 267	20 964	65 102	..	86 067	23 384	-137	45 372	20 757	20 617	109 993	329 326
1999												
I	137 410	19 448	65 897	..	85 345	19 613	-135	41 490	23 445	19 235	103 647	326 402
II	141 298	16 408	65 554	..	81 962	16 283	-131	42 509	21 906	18 831	99 398	322 657
III	147 978	17 656	68 773	..	86 429	15 887	-131	45 871	21 044	18 557	101 228	335 635
IV	151 775	17 702	71 355	..	89 056	19 014	-94	47 996	23 368	19 533	109 817	350 648
2000												
I	158 093	18 200	75 212	..	93 413	16 087	-94	51 526	25 326	20 092	112 937	364 442
II	170 894	18 926	81 507	..	100 433	21 724	-96	53 971	24 450	20 984	121 032	392 359
III	174 310	23 715	87 139	..	110 853	20 349	-98	51 871	24 073	21 428	117 624	402 787
IV	177 943	21 538	90 714	..	112 252	21 842	-53	48 904	23 723	22 450	116 866	407 061
2001												
I	185 572	23 000	99 158	..	122 158	20 440	-56	52 273	23 873	22 358	118 889	426 620
II	185 117	21 768	98 370	..	120 138	20 567	-54	40 086	23 926	23 192	107 719	412 974
III	192 303	23 795	104 613	..	128 408	20 190	-56	40 471	22 403	23 283	106 292	427 003
IV	188 481	23 813	108 374	..	132 186	25 250	-29	43 047	22 789	23 370	114 427	435 095
2002												
I	189 597	26 842	112 018	5 517	144 378	22 723	-29	43 361	20 697	21 068	107 821	441 796
II	181 527	28 539	108 448	5 444	142 430	24 318	-28	41 086	19 462	18 701	103 540	427 497
III	189 259	30 690	115 134	5 840	151 663	24 908	-29	41 620	20 577	20 653	107 730	448 653
IV	199 992	29 779	118 008	7 119	154 906	28 102	0	40 484	20 484	21 368	110 438	465 336
2003												
I	189 718	30 658	108 430	7 730	146 817	24 724	..	48 325	16 575	22 026	111 651	448 186
II	169 255	32 239	99 566	5 356	137 161	23 210	..	48 381	13 617	22 111	107 319	413 735
III	171 991	31 813	100 841	6 944	139 597	21 738	..	45 801	14 073	24 435	106 047	417 636
IV	169 908	32 133	97 383	7 111	136 627	21 422	..	46 720	13 054	25 159	106 355	412 889
2004												
I	174 583	33 985	99 505	6 569	140 059	22 754	..	45 470	13 960	19 711	101 894	416 537
II	204 770	37 479	102 586	5 789	145 853	23 302	..	52 548	14 564	22 638	113 052	463 675
III	204 268	35 829	97 560	5 416	138 805	23 971	..	52 118	15 798	23 055	114 943	458 016
IV	196 297	40 475	92 883	5 528	138 886	24 681	..	54 288	12 964	22 937	114 869	450 052
2005 P												
I	205 066	44 574	94 237	5 352	144 163	23 010	..	60 426	14 153	24 132	121 722	470 951
II	214 393	49 960	97 673	5 056	152 689	23 826	..	60 573	14 507	26 285	125 191	492 273
III	209 591	53 861	95 514	5 677	155 052	24 929	..	63 125	14 092	26 082	128 228	492 871
IV	213 746	58 065	97 689	5 301	161 055	23 372	..	55 411	13 540	28 985	121 308	496 109
2006 P												
I	219 630	64 241	100 474	4 825	169 540	23 861	..	53 166	16 276	30 948	124 251	513 421

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 22-2
Bilan des investissements internationaux avec les États-Unis — Passif

Année	Passif										Bilan net des investissements internationaux du Canada
	Investissements directs étrangers au Canada ¹	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total du passif	
		Obligations canadiennes ²	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien	Total	Emprunts ³	Dépôts ⁴	Autres passifs ⁵	Total		
V No. (A) V No. (T)	v235437 v20862996	v235438 v20863002	v235439 v20863005	v235441 v20863008	v235447 v20862999	v235440 v20863014	v235442 v20863017	v235443 v20863020	v235448 v20863011	v235436 v20862993	v235444 v20863023
millions de dollars											
1993											
I	88 996	98 312	17 414	18 077	133 803	16 227	34 572	5 684	56 483	279 282	-119 304
II	90 124	101 797	18 809	19 104	139 710	16 436	32 478	5 965	54 879	284 712	-126 000
III	90 327	115 588	20 810	19 311	155 709	16 970	33 260	6 257	56 487	302 523	-128 270
IV	90 600	115 927	21 825	21 515	159 267	16 595	33 284	5 865	55 745	305 612	-135 406
1994											
I	92 730	128 486	24 015	21 336	173 837	16 628	39 170	6 507	62 305	328 872	-147 413
II	95 874	133 541	25 155	25 109	183 805	16 706	42 662	6 874	66 241	345 921	-150 342
III	98 710	131 434	27 296	17 787	176 516	16 667	41 627	6 934	65 229	340 455	-145 110
IV	102 629	132 430	28 589	19 398	180 417	16 169	47 391	7 111	70 671	353 717	-152 097
1995											
I	103 924	134 907	29 890	23 139	187 937	15 987	55 978	7 469	79 435	371 296	-160 130
II	104 929	138 486	31 490	19 310	189 286	16 977	49 075	7 203	73 254	367 469	-154 725
III	107 018	142 594	33 238	18 156	193 988	17 130	45 403	7 499	70 032	371 038	-159 133
IV	112 948	146 504	34 813	18 240	199 557	17 748	43 683	7 102	68 533	381 037	-155 156
1996											
I	116 783	149 661	37 061	23 605	210 328	17 841	41 912	7 051	66 804	393 915	-163 608
II	119 830	155 390	40 571	19 447	215 408	19 966	44 314	7 254	71 534	406 772	-160 056
III	121 081	158 296	41 910	21 231	221 437	20 981	45 116	6 444	72 541	415 059	-159 803
IV	121 943	165 812	44 292	20 680	230 783	19 621	59 761	6 411	85 793	438 518	-171 032
1997											
I	122 777	166 691	44 074	23 122	233 888	21 653	78 755	7 420	107 828	464 493	-181 639
II	125 046	167 617	44 452	20 447	232 516	22 219	77 229	7 863	107 311	464 873	-176 452
III	128 102	175 359	46 431	20 290	242 081	20 758	65 531	7 928	94 217	464 400	-179 748
IV	128 978	179 873	48 259	24 149	252 282	20 036	82 486	7 590	110 112	491 371	-200 436
1998											
I	129 149	180 747	51 218	20 290	252 255	20 092	88 880	7 933	116 905	498 308	-199 710
II	134 900	186 785	53 999	19 589	260 373	21 244	81 602	8 327	111 173	506 446	-189 400
III	141 549	190 558	58 193	23 046	271 797	21 809	85 935	8 503	116 247	529 594	-208 365
IV	146 893	195 133	61 239	22 993	279 365	19 913	95 484	8 409	123 806	550 063	-220 737
1999											
I	151 828	195 738	61 143	19 311	276 191	20 516	81 769	9 591	111 876	539 896	-213 494
II	155 061	195 064	63 599	17 932	276 595	19 555	64 253	9 842	93 650	525 306	-202 649
III	166 478	194 819	64 488	17 192	276 498	20 012	65 395	9 720	95 127	538 103	-202 469
IV	176 045	194 794	65 356	15 934	276 084	20 503	68 200	9 455	98 158	550 286	-199 639
2000											
I	183 490	192 205	74 160	18 115	284 480	19 350	73 085	10 204	102 639	570 609	-206 167
II	198 725	191 954	79 253	17 505	288 712	18 775	76 629	10 154	105 558	592 995	-200 636
III	204 045	195 429	83 013	14 272	292 714	19 630	74 272	10 407	104 310	601 069	-198 282
IV	193 651	194 720	79 993	17 097	291 809	22 496	72 822	9 917	105 234	590 695	-183 634
2001											
I	200 865	215 400	80 095	13 527	309 022	20 232	78 663	10 197	109 092	618 980	-192 360
II	209 048	216 783	70 858	14 719	302 360	21 739	72 111	10 589	104 439	615 847	-202 873
III	212 842	224 422	70 419	11 723	306 564	28 784	81 005	10 650	120 439	639 844	-212 841
IV	219 927	248 872	70 054	13 581	332 507	23 082	89 866	10 213	123 161	675 595	-240 500
2002											
I	227 267	257 667	70 315	14 839	342 822	25 046	97 310	10 531	132 887	702 976	-261 180
II	230 602	249 479	73 095	14 743	337 316	22 046	95 528	10 228	127 803	695 721	-268 224
III	230 374	263 918	71 770	14 213	349 901	21 855	102 181	10 388	134 424	714 699	-266 046
IV	231 566	264 933	73 313	15 327	353 573	22 513	105 313	10 542	138 368	723 507	-258 172
2003											
I	235 515	253 572	73 654	13 071	340 297	18 777	122 488	10 586	151 852	727 664	-279 478
II	239 774	236 410	75 000	12 590	324 000	17 381	93 506	10 018	120 906	684 679	-270 944
III	236 004	226 422	76 716	11 244	314 381	16 415	100 293	10 169	126 878	677 264	-259 628
IV	235 613	227 920	77 174	13 383	318 478	15 256	105 990	10 155	131 401	685 492	-272 603
2004											
I	239 609	227 706	78 259	11 118	317 083	15 024	101 169	10 931	127 125	683 816	-267 279
II	240 254	235 483	90 171	12 014	337 668	14 734	106 541	10 831	132 106	710 027	-246 352
III	248 783	227 165	90 700	10 902	328 766	14 106	99 547	10 376	124 029	701 578	-243 562
IV	248 512	222 752	93 965	12 135	328 852	14 615	97 743	10 226	122 584	699 948	-249 895
2005 P											
I	253 060	219 499	97 060	12 220	328 780	14 789	93 451	10 163	118 403	700 243	-229 291
II	255 213	225 466	96 235	12 359	334 060	16 550	92 510	10 606	119 666	708 939	-216 666
III	264 513	213 437	98 263	10 397	322 097	16 519	108 801	11 095	136 416	723 025	-230 154
IV	266 532	203 438	97 507	11 876	312 821	15 625	113 163	10 826	139 614	718 967	-222 858
2006 P											
I	270 387	200 663	99 684	14 850	315 197	15 449	106 602	10 532	132 582	718 167	-204 746

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 23-1
Bilan des investissements internationaux avec tous les pays excluant les États-Unis — Actif

Année	Actif											
	Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	Investissements de portefeuille				Autres investissements					Total de l'actif	
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Marché monétaire étranger	Total	Prêts et provisions		Dépôts ⁴	Réserves officielles internationales	Autres ⁵ actifs		Total
						Prêts ²	Provisions ³					
V No.	v20862964	v20862970	v20862973	v30615507	v20862967	v20862979	v20862982	v20862985	v20862988	v20862991	v20862976	v20862961
	millions de dollars											
1993												
I	50 258	2 617	8 950	..	11 568	24 461	-11 771	30 276	5 336	30 880	79 182	141 008
II	51 204	3 035	9 852	..	12 886	24 961	-11 792	30 437	5 222	32 125	80 954	145 044
III	55 253	3 761	10 251	..	14 012	25 884	-12 863	30 998	4 482	34 204	83 705	152 970
IV	54 750	4 840	12 282	..	17 122	26 220	-11 987	30 416	4 566	34 974	84 189	156 061
1994												
I	60 170	5 166	15 749	..	20 914	27 388	-12 072	32 669	4 320	35 998	88 304	169 388
II	62 919	5 524	16 736	..	22 260	26 770	-12 103	33 598	4 297	37 794	90 356	175 535
III	63 636	6 173	17 033	..	23 205	26 263	-12 087	37 706	4 132	38 521	94 535	181 376
IV	68 328	6 460	18 346	..	24 806	26 861	-11 718	43 028	4 342	39 634	102 146	195 280
1995												
I	73 889	7 260	20 395	..	27 655	26 334	-11 736	46 856	5 149	39 604	106 206	207 750
II	74 356	6 714	21 162	..	27 875	26 080	-11 753	45 894	6 185	39 746	106 153	208 384
III	73 140	6 642	21 448	..	28 089	25 811	-11 721	46 108	5 835	40 771	106 805	208 034
IV	76 675	7 615	22 892	..	30 507	28 998	-11 406	45 649	5 875	41 086	110 203	217 385
1996												
I	76 482	7 533	24 964	..	32 497	29 020	-11 402	45 479	5 859	38 358	107 314	216 293
II	78 307	7 658	26 948	..	34 605	31 750	-11 427	46 799	6 499	37 336	110 957	223 869
III	81 529	8 046	28 781	..	36 827	37 224	-11 439	44 990	6 271	34 493	111 539	229 896
IV	87 299	8 729	30 675	..	39 404	31 731	-10 936	54 751	6 700	32 697	114 942	241 645
1997												
I	90 159	9 140	30 562	..	39 701	36 987	-10 934	57 763	7 313	34 095	125 223	255 083
II	93 835	9 425	31 595	..	41 021	42 894	-10 994	57 189	8 257	35 098	132 444	267 299
III	97 795	10 548	31 006	..	41 554	45 951	-11 043	56 438	6 847	35 266	133 459	272 808
IV	107 900	9 796	49 257	..	59 053	43 223	-10 004	64 116	7 333	36 928	141 595	308 548
1998												
I	106 172	9 657	49 724	..	59 380	39 976	-10 038	60 514	8 972	37 282	136 707	302 259
II	111 191	10 414	52 341	..	62 755	44 874	-10 162	61 513	6 688	38 782	141 695	315 640
III	122 978	11 478	56 494	..	67 972	46 010	-10 396	65 372	13 404	39 945	154 335	345 285
IV	129 642	12 290	59 049	..	71 338	37 075	-10 665	73 077	15 164	41 389	156 040	357 021
1999												
I	127 459	12 447	61 916	..	74 364	34 461	-10 668	57 649	14 208	40 519	136 169	337 992
II	125 642	12 090	66 008	..	78 098	35 731	-10 686	51 041	15 693	39 941	131 721	335 460
III	136 532	12 292	74 046	..	86 337	38 441	-10 808	60 166	17 318	39 276	144 393	367 262
IV	138 956	13 032	77 685	..	90 718	36 996	-10 851	53 684	18 096	39 101	137 026	366 699
2000												
I	144 321	14 351	76 367	..	90 718	36 221	-10 675	45 853	19 773	39 988	131 161	366 200
II	159 667	13 847	78 849	..	92 696	37 823	-10 808	52 020	20 365	40 503	139 904	392 267
III	164 242	14 012	76 554	..	90 566	40 760	-10 871	55 722	21 976	40 281	147 868	402 677
IV	178 564	14 102	82 858	..	96 960	38 679	-10 917	52 545	24 077	40 610	144 994	420 517
2001												
I	188 880	14 733	85 025	..	99 758	38 671	-11 526	52 703	27 935	41 893	149 676	438 313
II	187 439	14 125	84 994	..	99 118	39 984	-11 459	53 227	25 301	40 489	147 542	434 100
III	207 151	15 337	93 379	..	108 716	42 779	-11 641	52 740	29 915	40 463	154 256	470 123
IV	210 771	15 057	92 518	..	107 575	43 153	-11 822	65 882	30 538	40 785	168 535	486 882
2002												
I	208 088	14 166	90 880	2 072	107 119	45 867	-11 821	63 092	32 963	39 264	169 365	484 571
II	210 694	13 638	94 498	1 872	110 008	40 239	-11 700	59 792	35 768	38 298	162 397	483 099
III	230 191	14 643	97 847	1 860	114 350	40 829	-11 843	60 325	35 181	37 726	162 219	506 759
IV	235 502	15 614	98 299	1 957	115 869	43 629	-11 918	58 572	35 746	36 449	162 477	513 848
2003												
I	226 056	15 244	94 096	1 935	111 275	41 758	..	61 867	33 959	31 615	169 198	506 528
II	216 761	12 920	91 192	3 179	107 291	35 685	..	50 110	33 556	30 863	150 214	474 267
III	224 169	13 339	95 087	3 608	112 035	30 923	..	52 856	33 646	30 926	148 351	484 554
IV	241 980	13 607	99 537	3 842	116 986	29 641	..	56 862	32 637	30 646	149 786	508 752
2004												
I	248 702	14 979	101 115	5 699	121 793	36 355	..	59 853	32 156	29 953	158 318	528 813
II	255 916	15 302	102 413	5 570	123 285	40 215	..	63 301	31 785	30 954	166 256	545 457
III	247 642	17 550	99 297	5 982	122 829	32 213	..	52 862	28 854	30 484	144 413	514 884
IV	255 140	18 092	102 690	5 552	126 333	25 132	..	55 158	27 352	27 196	134 838	516 311
2005 P												
I	253 635	20 207	101 113	5 665	126 984	31 440	..	58 627	28 919	30 046	149 031	529 651
II	253 072	20 496	97 872	7 162	125 530	28 838	..	63 507	27 263	30 812	150 420	529 022
III	247 265	22 283	93 030	6 838	122 151	26 733	..	68 351	24 367	30 247	149 697	519 113
IV	251 312	24 310	91 485	7 754	123 549	24 953	..	65 283	24 491	30 334	145 061	519 922
2006 P												
I	258 163	28 608	93 402	9 259	131 268	27 016	..	66 154	25 873	31 145	150 188	539 619

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 23-2
Bilan des investissements internationaux avec tous les pays excluant les États-Unis — Passif

Année	Passif										Bilan net des investissements internationaux du Canada
	Investissements directs étrangers au Canada	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total du passif	
		Obligations canadiennes ²	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien	Total	Emprunts ³	Dépôts ⁴	Autres passifs ⁵	Total		
V No.	v20862997	v20863003	v20863006	v20863009	v20863000	v20863015	v20863018	v20863021	v20863012	v20862994	v20863024
millions de dollars											
1993											
I	50 115	169 568	1 561	19 042	190 171	31 823	51 153	10 334	93 310	333 596	-192 588
II	49 605	171 004	1 570	22 571	195 145	31 862	50 063	10 199	92 125	336 875	-191 830
III	49 858	174 674	1 605	22 191	198 470	32 073	53 153	10 297	95 524	343 852	-190 882
IV	50 893	168 213	1 589	24 386	194 189	30 993	57 749	10 226	98 968	344 050	-187 988
1994											
I	50 300	178 164	2 197	25 936	206 298	30 800	56 777	10 175	97 752	354 349	-184 962
II	49 720	177 968	2 741	29 509	210 218	29 491	62 167	10 281	101 939	361 877	-186 342
III	50 170	185 456	2 740	26 344	214 540	28 427	60 402	10 153	98 982	363 692	-182 317
IV	51 966	184 441	2 274	28 131	214 846	28 485	70 011	10 480	108 976	375 788	-180 508
1995											
I	50 859	191 922	2 142	30 439	224 504	29 274	70 756	10 763	110 794	386 156	-178 406
II	52 892	193 752	1 992	30 561	226 305	29 308	66 901	10 740	106 950	386 146	-177 762
III	54 439	192 933	1 784	30 819	225 535	28 459	58 005	10 747	97 211	377 185	-169 150
IV	55 219	195 194	2 279	25 873	223 346	31 064	65 172	11 164	107 400	385 965	-168 580
1996											
I	56 645	190 349	2 466	27 830	220 645	31 308	64 497	11 019	106 824	384 115	-167 822
II	57 133	191 272	2 949	24 449	218 671	32 203	64 322	11 043	107 569	383 372	-159 504
III	58 630	188 980	2 961	22 898	214 840	30 818	62 855	10 831	104 504	377 974	-148 078
IV	60 184	192 040	3 010	17 454	212 504	31 424	66 907	10 796	109 127	381 815	-140 170
1997											
I	59 074	189 424	3 037	18 701	211 163	32 771	66 953	10 880	110 605	380 841	-125 758
II	61 109	193 431	3 199	14 975	211 605	36 274	70 042	10 969	117 285	389 999	-122 700
III	63 793	190 831	3 062	15 035	208 928	37 288	72 206	10 811	120 305	393 026	-120 218
IV	65 299	188 025	3 143	16 352	207 519	31 647	82 751	11 006	125 404	398 222	-89 675
1998											
I	65 466	189 187	3 159	20 493	212 839	32 049	82 286	10 541	124 876	403 180	-100 921
II	67 288	194 048	3 230	17 152	214 430	35 885	82 903	10 790	129 578	411 295	-95 655
III	69 526	203 875	3 104	16 476	223 455	37 228	84 753	10 583	132 564	425 545	-80 260
IV	72 496	210 639	3 104	18 275	232 019	35 534	85 128	10 740	131 401	435 916	-78 896
1999											
I	73 233	201 274	2 651	16 205	220 129	35 070	80 557	11 078	126 706	420 068	-82 076
II	78 617	197 067	2 988	13 033	213 088	34 638	76 821	11 239	122 698	414 403	-78 943
III	80 379	199 712	3 763	11 269	214 744	36 453	79 461	11 095	127 008	422 131	-54 869
IV	76 519	194 598	3 714	11 742	210 054	36 499	76 556	11 109	124 165	410 738	-44 039
2000											
I	82 915	188 375	4 109	12 598	205 081	38 418	69 068	11 361	118 847	406 844	-40 644
II	90 879	187 832	4 204	10 940	202 975	40 562	71 636	11 438	123 636	417 490	-25 223
III	97 201	181 799	4 880	10 715	197 393	40 651	70 287	11 410	122 349	416 942	-14 266
IV	125 465	177 720	7 123	10 865	195 708	38 179	74 929	11 439	124 547	445 720	-25 203
2001											
I	125 476	175 869	7 601	9 724	193 194	35 830	88 161	11 447	135 438	454 109	-15 795
II	126 904	169 433	7 461	8 478	185 372	36 418	82 005	11 384	129 806	442 082	-7 982
III	125 526	178 334	7 549	7 747	193 630	34 336	91 669	11 504	137 508	456 665	13 458
IV	120 503	178 356	7 433	7 882	193 671	32 953	91 189	11 504	135 645	449 819	37 063
2002											
I	121 298	176 120	6 614	10 219	192 954	33 121	91 379	11 736	136 236	450 487	34 084
II	123 690	174 648	6 681	9 135	190 464	31 547	88 148	11 658	131 352	445 505	37 594
III	124 834	180 501	7 101	8 590	196 192	35 969	94 312	11 676	141 957	462 984	43 775
IV	125 253	184 140	7 304	9 958	201 402	36 258	89 723	11 733	137 714	464 368	49 480
2003											
I	126 417	182 000	6 537	10 109	198 646	37 834	81 603	11 486	130 922	455 986	50 542
II	128 584	179 869	6 249	10 075	196 193	35 984	76 482	11 517	123 984	448 761	25 506
III	128 656	179 827	6 385	9 481	195 693	35 741	77 750	11 506	124 998	449 347	35 207
IV	129 095	176 405	7 564	8 005	191 973	38 040	77 135	11 529	126 704	447 771	60 981
2004											
I	134 436	176 498	8 426	7 726	192 650	36 039	73 417	11 885	121 341	448 428	80 386
II	130 715	177 481	8 592	8 838	194 911	37 975	84 827	11 751	134 552	460 178	85 278
III	134 903	173 922	9 486	7 209	190 618	27 512	86 059	11 698	125 269	450 790	64 094
IV	132 439	175 318	10 226	7 486	193 030	25 611	78 235	11 747	115 593	441 063	75 248
2005 P											
I	134 037	179 811	9 267	6 408	195 486	31 978	81 792	12 220	125 989	455 513	74 138
II	136 659	174 849	9 012	7 351	191 213	31 461	88 719	12 033	132 213	460 085	68 937
III	140 181	170 205	9 633	7 290	187 128	24 720	90 117	11 858	126 695	454 004	65 109
IV	149 029	176 579	10 091	8 907	195 577	20 482	88 476	12 003	120 961	465 568	54 354
2006 P											
I	153 855	178 682	10 627	8 018	197 327	23 789	101 837	12 378	138 004	489 186	50 432

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 24-1
Bilan des investissements internationaux avec le Royaume-Uni — Actif

Année	Actif											Total de l'actif
	Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	Investissements de portefeuille				Autres investissements					Total	
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Marché monétaire étranger	Total	Prêts et provisions		Dépôts ⁴	Réserves officielles internationales	Autres ⁵ actifs		
						Prêts ²	Provisions ³					
V No.	v235450	v235452	v235453	v30615499	v235467	v235455	v235451	v235456	v235454	v235457	v235468	v235449
	millions de dollars											
1993	12 907	1 906	3 919	..	5 825	902	-168	6 461	3	2 491	9 689	28 421
1994	15 038	2 917	5 165	..	8 082	806	-139	10 474	4	2 676	13 821	36 941
1995	16 412	3 526	5 752	..	9 278	3 734	-136	12 187	3	2 170	17 959	43 649
1996	17 825	3 312	8 385	..	11 697	6 047	-143	18 589	4	2 017	26 514	56 036
1997	22 722	910	12 680	..	13 590	9 131	-83	19 230	5	2 052	30 336	66 648
1998	24 956	1 204	14 641	..	15 845	3 818	-62	15 354	6	1 568	20 684	61 485
1999	25 686	1 461	16 691	..	18 153	4 606	-68	17 238	4	1 647	23 427	67 266
2000	35 170	1 301	19 209	..	20 510	4 660	-40	17 324	6	1 712	23 663	79 343
2001	39 682	1 910	22 239	..	24 148	9 108	-10	26 593	6	2 549	38 245	102 075
2002	40 749	1 824	24 948	226	26 998	10 698	-7	25 518	8	1 392	37 609	105 356
2003	41 658	1 745	24 135	2 092	27 971	7 182	..	23 066	6	1 366	31 620	101 250
2004	44 368	1 866	25 335	4 714	31 916	3 806	..	27 039	4	1 053	31 903	108 187
2005 P	42 714	2 495	22 492	6 110	31 097	7 973	..	30 499	3	1 583	40 058	113 869

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 24-2
Bilan des investissements internationaux avec le Royaume-Uni — Passif

Année	Passif									Total du passif	Bilan net des investissements internationaux du Canada
	Investissements directs étrangers au Canada ¹	Investissements de portefeuille				Autres investissements					
		Obligations canadiennes ²	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien	Total	Emprunts ³	Dépôts ⁴	Autres ⁵ passifs	Total		
V No.	v235459	v235460	v235461	v235463	v235469	v235462	v235464	v235465	v235470	v235458	v235466
	millions de dollars										
1993	15 872	26 371	357	5 773	32 501	9 210	17 888	280	27 378	75 751	-47 330
1994	14 693	27 449	609	8 525	36 582	6 543	21 421	288	28 252	79 527	-42 586
1995	14 097	33 598	597	9 778	43 973	7 590	20 154	276	28 020	86 090	-42 441
1996	14 292	35 118	710	4 819	40 646	8 449	20 389	202	29 040	83 977	-27 942
1997	15 748	34 888	790	4 072	39 749	9 024	28 035	205	37 263	92 761	-26 113
1998	17 042	37 705	723	5 781	44 209	11 732	31 914	261	43 907	105 159	-43 674
1999	15 279	37 024	1 023	4 765	42 812	11 838	29 303	247	41 388	99 479	-32 213
2000	23 955	39 033	2 275	3 220	44 527	14 320	30 174	218	44 712	113 194	-33 851
2001	26 913	44 595	2 423	2 785	49 803	11 610	42 965	231	54 806	131 522	-29 447
2002	27 552	51 086	2 433	5 989	59 509	16 468	39 991	222	56 682	143 743	-38 387
2003	27 091	51 802	1 801	3 850	57 453	17 072	39 438	242	56 752	141 295	-40 045
2004	27 466	55 556	1 955	3 814	61 325	10 957	40 232	240	51 430	140 220	-32 034
2005 P	29 888	55 362	1 465	3 971	60 797	10 691	45 169	236	56 097	146 782	-32 913

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 25-1
Bilan des investissements internationaux avec le Japon — Actif

Année	Actif											
	Investissements ¹ directs canadiens à l'étranger	Investissements de portefeuille				Autres investissements					Total de l'actif	
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Marché monétaire étranger	Total	Prêts et provisions		Dépôts ⁴	Réserves officielles internationales	Autres ⁵ actifs		Total
						Prêts ²	Provisions ³					
V No.	v235516	v235518	v235519	v30615502	v235533	v235521	v235517	v235522	v235520	v235523	v235534	v235515
	millions de dollars											
1993	2 845	462	2 134	..	2 596	253	0	758	4	410	1 424	6 865
1994	3 485	615	3 571	..	4 186	304	0	894	0	405	1 604	9 275
1995	2 739	1 064	4 617	..	5 681	247	0	1 730	0	737	2 713	11 133
1996	2 676	2 368	5 309	..	7 677	160	0	820	0	390	1 369	11 722
1997	2 985	430	6 266	..	6 697	146	0	1 535	0	466	2 147	11 828
1998	3 268	467	8 166	..	8 632	708	0	4 593	0	1 151	6 453	18 353
1999	3 853	642	16 104	..	16 746	523	0	2 088	0	1 159	3 771	24 370
2000	5 613	334	13 129	..	13 463	764	0	289	0	1 123	2 176	21 253
2001	7 026	713	14 133	..	14 847	920	0	2 574	0	989	4 483	26 355
2002	9 708	382	13 645	0	14 027	375	0	3 379	0	742	4 495	28 230
2003	8 444	697	14 655	0	15 353	285	..	789	0	849	1 923	25 719
2004	8 465	1 177	15 984	0	17 161	211	..	957	0	464	1 632	27 258
2005 P	7 401	1 537	13 742	0	15 279	127	..	1 027	0	642	1 796	24 475

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 25-2
Bilan des investissements internationaux avec le Japon — Passif

Année	Passif										Bilan net des investissements internationaux du Canada
	Investissements ¹ directs étrangers au Canada	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total du passif	
		Obligations ² canadiennes	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien	Total	Emprunts ³	Dépôts ⁴	Autres ⁵ passifs	Total		
V No.	v235525	v235526	v235527	v235529	v235535	v235528	v235530	v235531	v235536	v235524	v235532
	millions de dollars										
1993	6 249	47 906	38	361	48 306	6 075	939	830	7 843	62 398	-55 533
1994	6 587	45 455	117	217	45 789	7 480	894	885	9 259	61 635	-52 360
1995	6 987	44 464	108	10	44 582	6 555	849	878	8 283	59 852	-48 719
1996	7 873	46 160	107	651	46 918	6 275	1 299	676	8 250	63 040	-51 318
1997	7 990	45 366	108	124	45 598	5 025	1 336	502	6 862	60 450	-48 622
1998	8 393	45 021	128	8	45 158	5 229	1 332	502	7 063	60 613	-42 260
1999	8 270	41 313	20	43	41 376	4 986	1 082	559	6 627	56 272	-31 902
2000	8 041	35 892	36	198	36 126	4 452	1 074	537	6 063	50 231	-28 978
2001	7 864	34 269	23	23	34 315	3 942	2 399	525	6 866	49 046	-22 691
2002	9 305	31 937	37	32	32 005	3 761	1 733	528	6 022	47 333	-19 103
2003	9 890	31 446	38	44	31 528	2 693	397	599	3 689	45 107	-19 387
2004	10 247	25 939	172	20	26 131	1 327	326	688	2 341	38 719	-11 461
2005 P	10 804	26 968	158	25	27 151	1 197	373	705	2 274	40 230	-15 755

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 26-1
Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'Union européenne — Actif

Année	Actif											Total de l'actif
	Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	Investissements de portefeuille				Autres investissements					Total	
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Marché monétaire étranger	Total	Prêts et provisions		Dépôts ⁴	Réserves officielles internationales	Autres ⁵ actifs		
						Prêts ²	Provisions ³					
V No.	v235494	v235496	v235497	v30615501	v235511	v235499	v235495	v235500	v235498	v235501	v235512	v235493
	millions de dollars											
1993	11 478	1 001	1 958	..	2 959	943	-91	4 272	5	2 122	7 250	21 687
1994	15 620	1 247	2 919	..	4 166	1 330	-42	6 363	6	2 330	9 987	29 773
1995	18 106	1 170	4 015	..	5 185	1 571	-22	6 262	814	2 624	11 249	34 541
1996	19 192	1 137	5 446	..	6 583	1 611	-20	8 680	1 216	2 475	13 962	39 737
1997	22 416	2 248	15 550	..	17 798	2 182	-11	8 359	766	2 255	13 552	53 766
1998	29 149	3 484	21 255	..	24 739	1 898	-7	6 262	1 421	2 005	11 579	65 466
1999	28 384	3 222	26 738	..	29 960	1 892	-3	5 496	2 538	2 010	11 933	70 276
2000	39 998	5 050	31 205	..	36 255	2 844	-4	7 525	6 991	2 157	19 514	95 767
2001	42 783	4 598	32 815	..	37 413	1 546	-7	8 784	6 116	2 546	18 984	99 181
2002	49 515	4 971	35 594	113	40 678	1 158	-6	5 837	5 109	2 418	14 517	104 710
2003	61 135	5 288	35 319	106	40 713	1 159	..	8 696	1 676	2 709	14 241	116 089
2004	76 878	7 363	35 043	285	42 691	3 735	..	9 049	1 038	2 473	16 295	135 863
2005 P	67 543	9 580	30 297	1 573	41 450	2 794	..	14 356	1 109	2 658	20 917	129 910

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 26-2
Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'Union européenne — Passif

Année	Passif										Bilan net des investissements internationaux du Canada
	Investissements directs étrangers au Canada ¹	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total du passif	
		Obligations canadiennes ²	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien	Total	Emprunts ³	Dépôts ⁴	Autres ⁵ passifs	Total		
V No.	v235503	v235504	v235505	v235507	v235513	v235506	v235508	v235509	v235514	v235502	v235510
	millions de dollars										
1993	15 732	41 315	395	2 558	44 268	4 775	6 721	956	12 452	72 453	-50 765
1994	16 824	49 104	533	2 040	51 676	4 798	8 541	763	14 102	82 602	-52 830
1995	21 778	50 012	521	1 819	52 353	4 839	7 309	944	13 092	87 223	-52 683
1996	24 406	49 211	569	1 922	51 702	4 289	6 230	1 029	11 547	87 655	-47 918
1997	25 508	48 051	607	3 628	52 286	4 225	4 964	970	10 160	87 954	-34 188
1998	31 126	59 655	1 081	3 462	64 198	4 184	5 769	571	10 525	105 848	-40 382
1999	36 341	54 559	1 157	2 302	58 018	2 606	5 817	950	9 373	103 732	-33 455
2000	72 008	48 504	444	1 544	50 492	3 154	5 469	1 093	9 717	132 216	-36 449
2001	65 144	52 023	523	1 198	53 745	1 431	6 939	1 057	9 427	128 316	-29 135
2002	66 687	55 082	525	343	55 951	804	8 009	1 096	9 909	132 547	-27 837
2003	70 257	53 666	1 543	238	55 447	519	5 409	1 125	7 053	132 757	-16 668
2004	69 151	53 003	1 578	264	54 846	963	7 148	1 171	9 282	133 278	2 585
2005 P	74 524	51 608	1 778	1 048	54 434	44	11 824	1 216	13 084	142 041	-12 131

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 27-1
Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'OCDE — Actif

Année	Actif											Total de l'actif
	Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	Investissements de portefeuille				Autres investissements					Total	
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Marché monétaire étranger	Total	Prêts et provisions		Dépôts ⁴	Réserves officielles internationales	Autres ⁵ actifs		
						Prêts ²	Provisions ³					
V No.	v235538	v235540	v235541	v30615503	v235555	v235543	v235539	v235544	v235542	v235545	v235556	v235537
	millions de dollars											
1993	4 355	101	826	..	927	546	0	3 075	1	896	4 519	9 801
1994	6 635	132	1 208	..	1 340	1 614	0	3 667	1	2 137	7 419	15 394
1995	7 166	172	1 986	..	2 158	1 296	0	3 370	1	2 174	6 841	16 165
1996	8 392	124	2 412	..	2 536	1 359	0	3 461	2	2 254	7 077	18 004
1997	9 284	1 702	6 454	..	8 156	1 949	0	3 847	1	1 961	7 757	25 197
1998	11 579	2 493	6 939	..	9 432	2 709	0	4 435	2	2 102	9 247	30 258
1999	12 381	1 852	7 860	..	9 712	1 389	0	4 425	2	1 665	7 481	29 574
2000	17 600	1 749	9 004	..	10 753	3 256	0	4 638	2	2 109	10 005	38 358
2001	26 449	2 134	10 972	..	13 106	5 847	0	4 469	1	1 954	12 270	51 826
2002	31 077	2 292	13 446	155	15 893	8 491	0	4 831	1	1 488	14 812	61 781
2003	28 400	2 358	12 557	218	15 132	9 427	..	4 575	4	1 382	15 388	58 920
2004	20 985	3 703	12 419	42	16 164	7 195	..	5 561	1	696	13 454	50 602
2005 P	20 865	5 231	11 154	72	16 457	3 879	..	5 907	0	1 683	11 468	48 791

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 27-2
Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'OCDE — Passif

Année	Passif									Total du passif	Bilan net des investissements internationaux du Canada
	Investissements directs étrangers au Canada ¹	Investissements de portefeuille				Autres investissements					
		Obligations canadiennes ²	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien	Total	Emprunts ³	Dépôts ⁴	Autres ⁵ passifs	Total		
V No.	v235547	v235548	v235549	v235551	v235557	v235550	v235552	v235553	v235558	v235546	v235554
	millions de dollars										
1993	7 312	33 811	302	4 132	38 245	1 221	7 719	720	9 660	55 217	-45 416
1994	7 989	37 192	285	5 885	43 361	980	8 487	709	10 176	61 526	-46 132
1995	5 827	38 454	275	4 101	42 829	847	6 816	1 006	8 670	57 327	-41 162
1996	6 748	33 558	796	2 495	36 849	739	6 343	1 000	8 082	51 680	-33 676
1997	8 860	30 564	692	3 414	34 670	1 186	8 058	998	10 242	53 773	-28 575
1998	8 958	34 194	340	3 904	38 439	953	7 232	693	8 877	56 273	-26 015
1999	10 115	31 141	227	1 991	33 360	1 007	4 252	765	6 023	49 498	-19 924
2000	13 280	26 782	2 246	1 771	30 800	905	4 461	739	6 105	50 184	-11 826
2001	11 039	23 892	2 341	915	27 148	535	5 302	919	6 756	44 943	6 882
2002	11 337	22 693	2 278	388	25 359	170	6 258	874	7 302	43 999	17 783
2003	11 112	18 336	2 131	391	20 859	3 125	4 255	806	8 186	40 157	18 763
2004	11 782	15 944	2 129	465	18 538	1 790	3 847	803	6 439	36 759	13 843
2005 P	17 203	13 901	2 354	454	16 709	772	4 454	1 093	6 319	40 231	8 560

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 28-1
Bilan des investissements internationaux avec tous les autres pays — Actif

Année	Actif											Total de l'actif
	Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	Investissements de portefeuille				Autres investissements						
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Marché monétaire étranger	Total	Prêts et provisions		Dépôts ⁴	Réserves officielles internationales	Autres ⁵ actifs	Total	
						Prêts ²	Provisions ³					
V No.	v235560	v235562	v235563	v30615504	v235577	v235565	v235561	v235566	v235564	v235567	v235578	v235559
	millions de dollars											
1993	23 165	1 370	3 445	..	4 815	23 577	-11 728	15 851	4 554	29 055	61 308	89 287
1994	27 551	1 549	5 483	..	7 032	22 807	-11 537	21 630	4 331	32 085	69 315	103 898
1995	32 251	1 683	6 523	..	8 206	22 150	-11 248	22 100	5 057	33 382	71 440	111 897
1996	39 215	1 788	9 123	..	10 911	22 553	-10 773	23 202	5 478	25 561	66 020	116 146
1997	50 493	4 506	8 307	..	12 813	29 815	-9 910	31 145	6 560	30 193	87 803	151 109
1998	60 691	4 642	8 048	..	12 690	27 942	-10 596	42 432	13 736	34 563	108 078	181 459
1999	68 651	5 855	10 291	..	16 146	28 586	-10 780	24 437	15 552	32 620	90 414	175 212
2000	80 182	5 666	10 311	..	15 977	27 154	-10 873	22 768	17 078	33 509	89 636	185 796
2001	94 832	5 702	12 358	..	18 060	25 732	-11 805	23 463	24 415	32 748	94 553	207 445
2002	104 455	6 143	10 666	1 464	18 274	22 906	-11 905	19 006	30 628	30 408	91 043	213 771
2003	102 342	3 519	12 871	1 428	17 817	11 588	..	19 736	30 951	24 340	86 614	206 773
2004	104 445	3 983	13 908	510	18 402	10 184	..	12 551	26 308	22 510	71 554	194 401
2005 P	112 789	5 467	13 800	0	19 267	10 181	..	13 495	23 378	23 769	70 822	202 878

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 28-2
Bilan des investissements internationaux avec tous les autres pays — Passif

Année	Passif									Total du passif	Bilan net des investissements internationaux du Canada
	Investissements directs étrangers au Canada	Investissements de portefeuille				Autres investissements					
		Obligations canadiennes	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien	Total	Emprunts	Dépôts	Autres passifs	Total		
V No.	v235569	v235570	v235571	v235573	v235579	v235572	v235574	v235575	v235580	v235568	v235576
	millions de dollars										
1993	5 727	18 810	497	11 561	30 869	9 712	24 828	7 441	41 981	78 576	10 711
1994	5 873	25 241	730	11 465	37 437	8 685	31 144	7 835	47 663	90 973	12 925
1995	6 529	28 667	778	10 165	39 609	11 232	30 496	8 060	49 788	95 926	15 972
1996	6 865	27 993	828	7 567	36 389	11 673	32 814	7 890	52 377	95 630	20 516
1997	7 193	29 156	945	5 115	35 216	12 181	40 479	8 331	60 990	103 398	47 711
1998	6 978	34 063	832	5 120	40 015	13 390	38 955	8 713	61 058	108 051	73 408
1999	6 514	30 561	1 288	2 640	34 489	16 061	36 103	8 588	60 753	101 756	73 456
2000	8 181	27 509	2 123	4 131	33 763	15 348	33 751	8 852	57 951	99 896	85 900
2001	9 542	23 576	2 123	2 961	28 660	15 434	33 584	8 772	57 790	95 992	111 453
2002	10 371	23 341	2 031	3 205	28 578	15 055	33 731	9 012	57 799	96 747	117 024
2003	10 745	21 154	2 052	3 481	26 687	14 631	27 635	8 757	51 024	88 455	118 318
2004	13 794	24 876	4 392	2 923	32 191	10 574	26 682	8 845	46 102	92 086	102 314
2005 P	16 610	28 740	4 336	3 410	36 487	7 779	26 655	8 753	43 187	96 284	106 594

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Résumé de la méthodologie ayant servi à produire le Bilan des investissements internationaux du Canada sur une base trimestrielle

Les données trimestrielles du **Bilan des investissements internationaux du Canada** ont été produites à partir de 1990. Des estimés supplémentaires à la valeur au marché pour les investissements de portefeuille en obligations et en actions sont également disponibles à partir de 1990. Au passif, les estimés à la valeur au marché des investissements de portefeuille en effets du marché monétaire canadien sont disponibles à partir de 2002. Auparavant, la valeur marchande et la valeur comptable des ces investissements sont définies comme étant équivalentes.

À l'actif, à partir de 2002, les estimés des investissements de portefeuille en effets du marché monétaire étranger sont classifiés sous la catégorie investissement de portefeuille plutôt que sous la catégorie autres investissements et sont disponibles à la fois à la valeur marchande et la valeur comptable.

Investissement direct

Les enquêtes annuelles sur la valeur comptable de l'investissement direct représentent la base des estimations repères pour les positions de fin d'exercice. Les positions trimestrielles entre ces repères et pour les périodes subséquentes aux données repères les plus récentes (indiquées comme étant préliminaires) sont estimées à l'aide des flux trimestriels à la valeur marchande ajustée à la valeur comptable. Ces flux comprennent les bénéfices réinvestis.

Placements de portefeuille

L'Enquête sur l'investissement de portefeuille des Canadiens sert de repère pour les positions annuelles à la valeur marchande en actions et obligations étrangères. Les positions à la valeur marchande sont converties aux valeurs comptables à l'aide de ratios de capitalisation pour dériver les estimés à la valeur comptable. Les positions trimestrielles entre ces repères et pour les périodes subséquentes aux données repères les plus récentes (indiquées comme étant préliminaires) sont estimés à l'aide des flux trimestriels à la valeur marchande, dans le cas des estimés à la valeur marchande. Les flux à la valeur marchande sont ajustés à la valeur comptable pour obtenir les positions trimestrielles à la valeur comptable. De plus, les estimés à la valeur marchande tiennent compte des fluctuations du prix des actifs.

On utilise un système détaillé pour traiter les données sur les obligations canadiennes et les effets du marché monétaire canadien et étranger. Les positions sont calculées de manière ponctuelle et peuvent être automatiquement produites tous les trois mois. Le système permet de produire des positions à la fois à la valeur comptable et la valeur marchande.

Les positions trimestrielles à la valeur comptable des avoirs en actions canadiennes sont calculées à l'aide des flux trimestriels ajustés selon le ratio de capitalisation. Pour ce qui est de la valeur marchande des actions canadiennes, celle-ci est dérivée sur une base annuelle en convertissant les données repères à la valeur comptable à l'aide de ratios de capitalisation appliqués sur une base détaillée d'instruments. Les estimés trimestriels sont par la suite générés en tenant compte des flux à la valeur marchande et d'un indice de changement de prix.

Autres investissements

Les emprunts en circulation accordés par les banques et les administrations sont disponibles tous les trois mois. Les prêts d'autres sociétés proviennent des enquêtes annuelles et des flux trimestriels. Les dépôts sont également disponibles auprès des banques tous les trois mois. Les avoirs en réserves officielles internationales sont disponibles tous les mois. Les divers autres comptes sont basés sur les enquêtes annuelles et ajustées en positions trimestrielles à l'aide des flux trimestriels.

Fluctuations des devises

De plus, les positions courantes pour tous les comptes exprimés en devise étrangère sont réévaluées tous les trimestres de façon à refléter les changements aux taux de change.

Notes statistiques

Ces notes suivent en principe la structure et le contenu des sources et méthodes les plus récentes pour la balance des paiements et le bilan des investissements internationaux¹.

Bilan des investissements internationaux

Cadre conceptuel

Le bilan des investissements internationaux du Canada est l'état statistique de la valeur et de la composition de la position de l'actif et du passif financiers canadiens avec les non-résidents en fin d'exercice. On dresse le bilan canadien en suivant les normes et les conventions internationales exposées dans la cinquième édition du **Manuel de la balance des paiements(1993)** du Fonds monétaire international (FMI). Ce cadre de normalisation est le fruit de vastes consultations avec un groupe de spécialistes de la balance des paiements au sein duquel Statistique Canada a une présence active. L'uniformité des concepts entre les pays et l'application de normes et de conventions communes améliorent la comparabilité des comptes du bilan des investissements internationaux, ce qui constitue un avantage important pour les utilisateurs de données en cette ère de mondialisation².

L'actif financier canadien est l'actif appartenant aux résidents du Canada. Il représente de futurs avantages économiques à recevoir des non-résidents. C'est là un réservoir de valeur qui, à la différence de la plupart des éléments d'actif non financier, n'est pas directement exploité dans l'activité de production, étant plutôt transformable en espèces ou en d'autres instruments financiers. Il découle des opérations passées en instruments financiers avec les non-résidents du Canada.

Le passif financier canadien représente les engagements contractés envers les non-résidents qui résultent des opérations passées en instruments financiers avec ces derniers et [...] dont le règlement pourra nécessiter le transfert ou l'utilisation d'actifs, la prestation de services ou toute autre cession d'avantages économiques³.

La désignation « passif financier » ne convient guère dans la mesure où les émissions d'actions canadiennes s'ajoutent aux émissions d'obligations et autres créances canadiennes.

La différence entre le total de l'actif et le total du passif est ce que l'on appelle la position nette au bilan des investissements internationaux. En d'autres termes, la position nette est le solde de ce que possède le Canada des non-résidents (actif extérieur) et de ce qu'il doit aux non-résidents (passif extérieur). Dans son histoire, le Canada a eu et a encore moins d'actifs que de passifs avec les non-résidents, d'où une position nette d'engagements internationaux.

Nature de l'actif et du passif financiers

Il y a trois catégories d'actif et de passif financiers dans le bilan des investissements internationaux : position d'investissements directs, la position d'investissements de portefeuille et la position d'autres investissements. Ces trois catégories sont largement représentatives de la nature des opérations d'investissement avec d'autres pays. S'il y a investissement direct, c'est que l'investisseur résident d'un pays exerce une influence importante ou significative sur la gestion d'une entreprise résidente d'un autre pays. Il s'agit donc d'investissements où cette

1. *La balance des paiements internationaux et le bilan des investissements internationaux du Canada, concepts, sources, méthodes et produits, produit n°67-506-XPf au catalogue de Statistique Canada. Adresse Internet : www.statcan.ca/francais/freepub/67-506-XIF/free_f.htm*

2. *Les états du bilan des investissements internationaux des divers pays figurent dans le Fonds monétaire international, Balance of Payments Statistics Yearbook, Washington, DC, Fonds monétaire international.*

3. *Institut canadien des comptables agréés, Manuel de l'ICCA, Toronto, Institut canadien des comptables agréés, décembre 1997, 1000.35.*

influence appréciable peut même devenir un intérêt de contrôle. Dans le cas des investissements de portefeuille, l'investisseur en instruments financiers n'exerce pas d'influence appréciable sur l'émetteur non résident de ces instruments. Ainsi en est-il aussi des autres investissements où il n'y a pas d'influence de la part de l'investisseur, mais où, à la différence de la catégorie des investissements de portefeuille, il n'y a généralement pas de marché où s'échangent les instruments de ces autres investissements.

Évaluation de l'actif et du passif extérieurs

Les comptes du bilan des investissements internationaux sont évalués à la valeur au livre des entreprises dans lesquelles l'investissement est fait (principe du débiteur). Cette pratique n'est pas conforme aux normes internationales, qui requièrent que le bilan soit établi à la valeur du marché.

En ce qui a trait aux investissements de portefeuille, les statistiques canadiennes fournissent l'évaluation au prix du marché de ces investissements comme données d'appoint aux données des séries officielles. Signalons que l'évaluation des autres investissements peut être considérée à toutes fins utiles comme une évaluation au prix du marché. Somme toute, les statistiques canadiennes sont disponibles au prix du marché, sauf dans le cas des investissements directs.

La comptabilisation des investissements directs au prix du marché représente un défi important puisque les entreprises ne se reportent généralement pas au prix du marché pour comptabiliser leurs investissements dans des filiales et d'autres entités liées, leurs livres étant la source des données de calcul des investissements directs. Il n'est pas toujours possible d'appliquer le principe énoncé ci-dessus parce que les réévaluations ne sont pas effectuées régulièrement. Par exemple, la valeur comptable portée au bilan est souvent le seul moyen de mesure disponible pour les investissements directs. Elle peut correspondre au coût d'origine, à une évaluation plus récente ou à la valeur courante⁴.

Dans le but d'améliorer les estimations canadiennes et pour contribuer aux efforts internationaux visant l'amélioration des estimations fondées sur la valeur marchande, le Canada a récemment présenté des estimations provisoires agrégées des investissements directs étrangers à la valeur marchande. Il est prévu que durant l'année qui vient, la méthodologie sera améliorée, des estimations remontant à plus loin seront compilées et des estimations trimestrielles des IDE seront produites.

Les valeurs de comptabilisation de l'actif et du passif du Canada changent de période en période à cause des opérations et des variations d'évaluation. Un grand facteur de variation est le taux de change, car on convertit les éléments libellés en devises en se reportant au taux de clôture à la fin de la période de référence. Un autre facteur est la différence entre le prix d'une opération et la valeur de comptabilisation au bilan de la créance qui résulte de cette opération. Comme les positions ne sont pas actuellement réévaluées au prix du marché pour ce qui est de l'investissement direct, les variations d'évaluation autre que celles dues aux taux de change s'expliquent par les variations entre valeurs transactionnelles et valeurs comptables, les réévaluations à la hausse et à la baisse ainsi que les reclassements. Un exemple de reclassement serait celui de comptabiliser initialement des actions ordinaires comme investissement de portefeuille, puis comme investissement direct lorsque la participation a été portée à 10 % et plus du capital-actions.

4. *Fonds monétaire international, Manuel de la balance des paiements, (5^e édition, Publication Services, 700 19th Street NW, Washington, DC 20431, ÉTATS-UNIS, 1993), alinéa 108, p. 29.*

Liens avec d'autres systèmes statistiques

Liens avec la balance des paiements

Il existe un lien direct entre les opérations financières de la balance des paiements et le bilan des investissements internationaux⁵. Les opérations financières avec les non-résidents font augmenter ou diminuer le bilan des investissements avec le reste du monde. Ainsi, l'acquisition de nouveaux avoirs étrangers accroît l'actif au bilan et le remboursement d'engagements extérieurs décroît le passif au bilan. Si tous les flux financiers ont un effet sur ce bilan, on doit dire que les variations de ce dernier ne tiennent pas toutes à des flux financiers. La valeur de l'actif et du passif peut changer à cause des fluctuations des changes ou d'autres réévaluations ou reclassements. Bref, si seules les opérations avec les non-résidents figurent dans la balance des paiements, l'actif et le passif extérieurs traduisent aussi bien les opérations avec les non-résidents que les changements d'évaluation.

Les liens entre le solde du compte courant et le bilan des investissements internationaux passent par le compte capital et financier.

Le solde net du compte capital et financier équivaut à celui du compte courant, mais en inversion de signe.

La position nette des investissements internationaux est le résultat d'une accumulation au fil du temps du compte capital et financier, mais en inversion de signe.

Par conséquent, l'accumulation au fil du temps du compte courant est équivalente au bilan net des investissements internationaux.

Toutefois, à cause des changements d'évaluation et d'autres changements qui se trouvent dans le bilan mais non dans les opérations, on ne peut toutefois établir de correspondance parfaite entre les déficits accumulés par le Canada au compte courant et la position nette au bilan des investissements internationaux.

Liens avec le bilan national

Dans le Système de comptabilité nationale du Canada, on dresse un bilan national pour les trois secteurs de l'économie, c'est-à-dire les particuliers et les entreprises individuelles, les sociétés et les administrations publiques. Les opérations de ces trois secteurs avec les non-résidents appartiennent à un quatrième secteur, soit le reste du monde. Le dernier secteur correspond en fait au bilan des investissements internationaux à deux différences près. D'abord, les comptes extérieurs du bilan national sont présentés du point de vue des non-résidents dans la comptabilité nationale et du point de vue des résidents dans le bilan des investissements internationaux. Ensuite, l'actif et le passif financiers extérieurs du bilan national sont présentés par instrument dans la comptabilité nationale et principalement par fonction dans le bilan des investissements internationaux. On peut également relever de légères différences de classement, car les intérêts à payer sur les obligations seront, par exemple, classés sous « obligations » dans le bilan des investissements internationaux et sous « autres actifs ou autres passifs » dans les flux financiers. Ces différences s'annulent cependant pour l'ensemble de l'actif et du passif. Somme toute, on peut dire qu'il y a concordance parfaite entre les données des deux états.

Interprétation du bilan des investissements internationaux

Interprétation comptable

Le bilan des investissements internationaux présente des données sur la situation financière extérieure du pays à un moment quelconque selon les concepts et les conventions comptables qui s'appliquent. C'est donc là le bilan du Canada avec l'étranger. L'actif de ce bilan représente les avantages économiques futurs qu'attend le Canada de

5. Il convient de noter que les opérations en actifs non financiers non produits devraient influencer sur le bilan, quoique les normes internationales ne décrivent pas le lien entre les opérations en capital sur ces actifs et ce même bilan. Dans les séries canadiennes, les opérations en actifs non financiers non produits n'ont pas été assez importantes jusqu'ici pour justifier leur inclusion au bilan. On propose de classer dans « autres investissements » l'actif et le passif au chapitre de ces opérations (voir chapitre 19, « Application des normes internationales »), La balance des paiements internationaux et le bilan des investissements internationaux du Canada, concepts, sources, méthodes et produits.

l'étranger du fait des droits créés par les opérations présentes ou passées avec des non-résidents. Dans le **Système de comptabilité nationale de 1993**, on définit ainsi l'actif : Biens qui doivent appartenir à une ou plusieurs unités qui tirent un avantage économique de leur possession et de leur utilisation sur un certain laps de temps⁶.

[...] (la valeur économique) représente une certaine quantité de valeur économique abstraite qui peut être utilisée pour acquérir des biens ou des services⁷.

Le passif est l'engagement que contracte le Canada de fournir des biens ou des services à des non-résidents. Il représente les sommes dues à des créanciers extérieurs ou appartenant à des actionnaires étrangers.

Interprétation analytique

Les données du bilan des investissements internationaux indiquent dans quelle mesure le Canada a, au fil des ans, à la fois fourni (actif extérieur) et reçu (passif extérieur) des ressources financières dans ses rapports avec le reste du monde. L'écart entre l'actif et le passif extérieurs est un solde dégagé qui équivaut à la partie de l'économie canadienne attribuable au reste du monde. Le Canada a été et est encore un débiteur net avec l'étranger.

Position d'investissement direct

Description

Les investissements directs (actif et passif) sont les investissements par lesquels l'investisseur d'une économie acquiert une influence importante ou significative sur la gestion d'une entreprise exploitée dans une autre économie.

Dans la pratique, on juge au Canada qu'il y a investissement direct si une entreprise détient au moins 10 % des actions avec droit de vote d'une entreprise étrangère. Cette participation en actions avec droit de vote est déterminée par une analyse du faisceau de relations entre les entreprises tant à l'intérieur qu'à l'étranger. Une entreprise peut détenir par la seule voie directe moins de 10 %, mais encore avoir 10 % des actions avec droit de vote par le biais de propriété d'une autre entreprise qui détient aussi des actions dans l'entreprise initiale (détention indirecte). Une fois le lien d'investissement direct établi parmi un certain nombre d'entreprises, par participation directe ou non, on mesure l'investissement en cause comme intervenant entre deux agents économiques seulement. Ainsi, on appellera investisseur direct une société canadienne détenant au moins 10 % des actions avec droit de vote d'une société américaine et cette dernière sera appelée une entreprise recevant de l'investissement direct. Il se peut que la société américaine en question ait également des créances sur l'investisseur direct canadien, mais ces créances devraient être moindres que celles de la société canadienne⁸. Ces créances seront déduites des créances de l'investisseur direct canadien envers la société américaine dans la présentation des données d'investissement direct canadien aux États-Unis. Cette présentation s'inscrit dans la mesure directionnelle des investissements directs.

L'investisseur direct peut aussi recevoir des investissements d'une autre société étrangère. Si ces investissements représentent 10 % et plus des actions avec droit de vote de l'investisseur direct, celui-ci sera, pour cette société étrangère, une entreprise recevant de l'investissement direct. Il importe de souligner que les notions d'investisseur direct et d'entreprise recevant de l'investissement direct ne sont pas mutuellement exclusives. Une société peut être investisseur direct à l'égard d'une société étrangère et une entreprise recevant de l'investissement direct à l'égard d'une autre.

La mesure de l'investissement direct dans les statistiques canadiennes est la valeur totale du capital propre, des créances à long terme et (depuis 1983) des créances à court terme que détiennent des entreprises dans des entreprises non bancaires étrangères.

6. *Commission des communautés européennes, Fonds monétaire international, Organisation de coopération et de développement économiques, Nations Unies et Banque mondiale, Système de comptabilité nationale de 1993, publié sous la direction du Groupe de travail intersecrétariats sur la comptabilité nationale, Bruxelles/Luxembourg, New York, Paris, Washington, D.C., 1993, alinéa 1.26, p. 6.*

7. *Ibid, alinéa 2.24, p. 20. [...]*

8. *Selon les normes internationales, s'il y a appartenance mutuelle de plus de 10 % entre deux entités, la relation d'investissement direct ne doit plus être traitée sur une base nette mais bien sur une base brute. Chaque entité devient un investisseur direct de l'autre entité. Ce traitement brut va à l'encontre du principe directionnel d'investissement direct et peut donner lieu à des bris significatifs dans les séries quand l'appartenance devient graduellement supérieure à 10 % de l'avoir. La recherche se poursuit quant à l'application de cette norme dans les statistiques canadiennes.*

Évaluation

On évalue les séries du bilan des investissements directs sur la base des livres des entreprises destinataires de ces investissements. Ainsi, on mesurera les investissements directs du Canada à l'étranger sur la base des livres des entreprises extérieures, et non sur la base de ceux des entreprises résidentes ayant des investissements directs extérieurs. De même, les investissements directs de l'étranger au Canada se mesureront sur la base des livres des entreprises résidentes réceptrices de ces investissements, et non sur ceux des entreprises extérieures.

Les différences de valeurs comptables d'investissements directs de période en période proviennent des facteurs suivants :

- les opérations (qui sont comptabilisées à leur valeur au prix du marché dans le compte financier et qui font l'objet d'une réévaluation à leur valeur comptable pour fins de positions);
- les fluctuations des changes;
- les réorganisations de sociétés;
- les migrations de propriétaires principaux;
- les reclassements entre les catégories des investissements directs à la suite de l'augmentation de la propriété de 10 % ou plus des actions donnant droit de vote (ou, au contraire, à la suite de la diminution de la propriété de 10 % ou moins).

Distinction entre investissement direct et contrôle étranger

Il faut distinguer l'investissement direct du contrôle étranger. Les normes du Fonds monétaire international s'attachent aux investissements directs et se contentent d'évoquer vaguement la notion de contrôle.

La notion d'investissement direct [...] est plus large que celle d'entreprise résidente sous contrôle étranger, que le SCN distingue des entreprises résidentes contrôlées par des intérêts nationaux⁹.

On constate l'inverse dans le **Système de comptabilité nationale (SCN) de 1993** où l'accent est mis sur le contrôle.

Le concept d'entreprise résidente sous contrôle étranger du SCN est lié au concept d'entreprise d'investissements directs étrangers de la balance des paiements, en ce sens que le premier est une composante du second [...] La principale caractéristique distincte des investissements directs au sens de la balance des paiements est l'influence significative ou le pouvoir de décision en matière de gestion de l'entreprise, alors que, dans le SCN, les entreprises sous contrôle étranger se caractérisent avant tout par le contrôle¹⁰.

Dans les deux cas, le contrôle se définit comme le pouvoir de déterminer la politique générale de la société en nommant au besoin ses administrateurs. Posséder plus de la moitié des actions constitue évidemment une condition suffisante, mais pas nécessaire, pour avoir le contrôle. Néanmoins, comme il peut être difficile de connaître les sociétés dont le contrôle est exercé par une minorité d'actionnaires, il est recommandé de limiter en pratique les sociétés sous contrôle public ou étranger à celles dont les administrations publiques ou des non-résidents détiennent une majorité des parts. Cette recommandation est seulement destinée à servir d'orientation pratique, et elle admet éventuellement des exceptions s'il existe d'autres preuves de l'existence d'un contrôle¹¹.

Tant les investissements directs que les participations de contrôle relèvent de la notion de propriété d'une entreprise. Toutefois, les investissements directs indiquent une influence significative sur une autre entreprise, sans qu'il s'agisse nécessairement d'une participation de contrôle qui confère le « pouvoir de définir, de manière

9. *Fonds monétaire international, Manuel de la balance des paiements, 5e édition, Washington, D.C., Fonds monétaire international, 1993, alinéa 360, p. 92.*

10. *Commission des communautés européennes, Fonds monétaire international, Organisation de coopération et de développement économiques, Nations Unies et Banque mondiale, Système de la comptabilité nationale de 1993 publié sous la direction du Groupe de travail intersecrétariats sur la comptabilité nationale, Bruxelles/Luxembourg, New York, Paris, Washington, D.C., 1993, alinéa 14.154, p. 373.*

11. *Ibid, alinéa 4.30, p. 96.*

durable et sans le concours de tiers, les politiques stratégiques d'une entreprise en matière d'exploitation, d'investissement et de financement »¹².

Pour établir que les intérêts sont sous forme d'investissements directs ou de participation de contrôle, on doit tenir compte de l'ensemble des liens de parenté entre les sociétés, c'est à-dire des liens de propriété entre les entités d'une entreprise. On doit se représenter tout le réseau des entreprises, d'où la nécessité de regarder au delà de la frontière canadienne pour ainsi considérer tous les liens de propriété étrangère et intérieure des entreprises.

Sources des données

Enquêtes

On se sert de sept questionnaires pour rassembler les données d'investissements directs. Toutes les enquêtes en question sont des enquêtes annuelles par quasi-recensement sauf deux qui sont des enquêtes trimestrielles par sondage.

Sources administratives

On puise à un certain nombre de sources administratives pour compléter les données d'enquête. À l'aide de l'inventaire mensuel des sociétés à investissements extérieurs que tient Investissement Canada (qui fait partie d'Industrie Canada), on met à jour la liste d'envoi des questionnaires.

On exploite des données administratives supplémentaires fournies par les institutions financières à la Banque du Canada et au Bureau du surintendant des institutions financières, plus particulièrement pour calculer les investissements directs étrangers dans les banques canadiennes. Les sociétés canadiennes remplissent la formule T 106 à l'intention de l'Agence canadienne des douanes et du revenu sur leurs opérations ayant un lien de dépendance avec des entités non résidentes. Cette formule porte sur les dividendes, les intérêts et les créances et engagements entre sociétés. Elle permet également de valider les données d'enquêtes et de mettre à jour la liste des unités possibles de déclaration.

Autres sources

On analyse systématiquement les renseignements qui paraissent dans la presse financière (*Globe and Mail*, *National Post*, *Les Affaires*, etc.) et on les rapproche des données trimestrielles d'enquêtes.

Méthodes

Un système appelé CASTS (Capital Account Stock Transaction System) traite les données de sept questionnaires d'enquête et l'information provenant d'autres sources administratives et publiques. On applique ensuite des procédures de saisie et de validation de données ainsi que des procédures de calcul des flux en capital et des positions de fin d'exercice.

Produits

Exactitude des données

Un grand défi en matière de qualité des données est de maintenir un champ d'observation acceptable. Malgré tous les efforts déployés en ce sens, il se peut qu'une entreprise qui a récemment fait des investissements directs ne soit pas saisie.

12. Institut canadien des comptables agréés, *Manuel de l'ICCA*, Toronto, décembre 1997, 1590.06.

Investissements directs du Canada à l'étranger

On juge que les données sur les investissements directs du Canada à l'étranger sont fiables. Elles proviennent d'un quasi-recensement annuel dont le champ d'observation est actualisé par des données à jour sur l'évolution des marchés et validé par des données administratives. On estime que l'observation est assez exhaustive. En 2004, le taux de réponse était de 45 %. De par leur nature, les investissements directs sont largement concentrés dans un nombre relativement petit d'entreprises. C'est ce que confirment les données d'enquête qui montrent que les 100 premières entreprises (5 % du champ d'observation) représentent 80 % de la valeur totale des investissements directs. Pour résoudre le problème de non-réponse, on reporte les données d'une année à l'année suivante en tenant compte des taux de change. On mesure les séries à partir des livres des filiales et autres sociétés liées ultimes à l'étranger. Ainsi, ces séries ne se prêtent pas à une comparaison immédiate avec les flux financiers tirés, généralement à la valeur au prix du marché, des livres des sociétés canadiennes. Les données de l'année la plus récente sont des données de projection qui pourront donc subir d'importantes révisions.

Investissements directs de l'étranger au Canada

On juge que les données sur les investissements directs étrangers sont très fiables. Elles sont tirées d'un quasi-recensement annuel pour lequel le taux de réponse était de 53 % en 2004. Là encore, on projette les données pour l'année la plus récente d'après les flux en capital déterminés par l'entremise d'une enquête trimestrielle par sondage et des renseignements sur l'évolution des marchés (avec les réorganisations de sociétés, les taux de change et d'autres facteurs utiles). On révisé les estimations lorsqu'on dispose des résultats du quasi-recensement.

Accessibilité des données

Dans cette publication, on présente les données sur la position d'investissement direct selon les grandes régions (États-Unis, Royaume-Uni, autres pays de l'Union européenne, Japon, autres pays de l'OCDE et autres pays). Des ventilations détaillées par pays et par branches d'activité sont aussi offertes contre recouvrement des coûts.

Position d'investissements de portefeuille

Description

Les investissements de portefeuille sont une forme passive d'investissement qui permet d'optimiser la valeur prévue d'un portefeuille par une diversification internationale afin de faire un gain pécuniaire (revenu ou valeur de l'investissement). Ces investissements comprennent des instruments qui peuvent généralement être échangés sur des marchés secondaires. Ces dernières années, le progrès technique et la déréglementation ont eu pour effet de multiplier nettement les investissements de portefeuille à l'étranger; d'enrichir les choix d'instruments financiers d'échange (par exemple la titrisation de valeurs auparavant non négociables et de titres dérivés); et de considérablement faciliter l'évaluation des instruments financiers, élément clé des échanges.

Les investissements de portefeuille sont des investissements en actions, obligations et instruments du marché monétaire (titres tant canadiens qu'étrangers). Les investissements canadiens en instruments du marché monétaire extérieur figurent sans distinction dans « autres investissements » jusqu'en 2001, puisque les statistiques canadiennes ne parvenaient pas à séparer ces instruments du passif-dépôts des banques étrangères auparavant.

Les encours de valeurs de portefeuille varient en fonction des flux financiers, des fluctuations des changes, des plus-values ou moins-values des investissements et des changements de classification. Les investissements sont reclassés entre les investissements de portefeuille et les investissements directs, au moment où la propriété des actions franchit le seuil des 10 %.

Évaluation

Dans la mesure du possible, on évalue les titres à la valeur comptable des sociétés qui les ont émis. Ainsi, on évaluera les investissements en actions d'après l'avis des actionnaires de la société émettrice des actions. De même, la valeur des obligations et des instruments du marché monétaire se définit comme le prix d'émission plus les intérêts courus.

En évaluant ainsi à la valeur comptable, on se trouve à déroger aux normes internationales, qui demandent une évaluation au prix du marché. Toutefois, on fournit quand même l'évaluation au prix du marché des investissements de portefeuille comme information supplémentaire dans les statistiques canadiennes. Cependant, cette évaluation n'est pas utilisée pour les séries officielles. On procède ainsi afin de maintenir une uniformité de traitement entre les différents comptes du bilan, dont l'investissement direct qui n'est disponible qu'à la valeur comptable.

Sources des données

On calcule les bilans (actifs) en valeurs mobilières étrangères grâce aux résultats d'une enquête « bilans » annuelle sur les portefeuilles canadiens qui a débuté à la fin de 1997 (auparavant, le calcul se faisait au moyen de flux cumulés). Pour la première fois, on a intégré les résultats de cette nouvelle enquête au numéro de 1998 de la publication ***Bilan des investissements internationaux du Canada***. On calcule, en grande partie, les bilans (engagements) en valeurs mobilières canadiennes grâce aux opérations cumulées après ajustement à l'aide de renseignements relatifs aux positions. Pour les nouvelles émissions de valeurs mobilières canadiennes, on exploite les données administratives de la Banque du Canada ainsi que diverses sources publiques puis on complète avec des données d'enquête menées auprès des principaux émetteurs.

Méthodes

Investissement de portefeuille canadien à l'étranger

Une enquête annuelle, qui a débuté à la fin de l'année de référence 1997, relève d'efforts internationaux en vue d'améliorer la statistique des investissements de portefeuille extérieurs. Cette enquête, menée par la Division de la balance des paiements de Statistique Canada, mesure sur une base annuelle les portefeuilles des institutions financières canadiennes en actions et obligations étrangères.

Investissements de portefeuille en obligations canadiennes et en instruments du marché monétaire canadien et étranger

Un système vaste et complexe (BP 2000) sert au traitement des données sur les obligations canadiennes et est maintenant mis en oeuvre pour les instruments du marché monétaire canadien et étranger. Dans l'un et l'autre de ces volets du système, chaque émetteur est caractérisé par son nom, son secteur (gouvernement fédéral, sociétés privées, etc.) et son industrie d'appartenance. Chaque valeur mobilière détenue est indiquée avec les dates d'émission et d'échéance, la monnaie d'émission, le taux d'intérêt, l'échelonnement des paiements d'intérêts. Ce système sert à calculer diverses variables comme les positions, les intérêts et les remboursements.

Investissements de portefeuille étranger en actions canadiennes

On met à jour, tous les ans, les données sur les actions canadiennes à l'aide des flux financiers déclarés dans le cadre d'enquêtes mensuelles menées auprès des courtiers en valeurs mobilières et des principaux investisseurs du Canada. Ces données sur les positions sont complétées par les données de l'enquête « bilan ».

Produits

Exactitude des données

Avec l'intégration en 1997 de l'Enquête sur l'investissement de portefeuille des Canadiens, les estimations des avoirs canadiens en valeurs mobilières étrangères sont maintenant considérées comme très fiables. En 2004, le taux de réponse était de 77 %. Cependant, cette enquête, à laquelle participe les investisseurs institutionnels majeurs au pays, n'est pas menée auprès des particuliers canadiens qui investissent directement sur les marchés extérieurs. Le problème de l'identification de tels investisseurs est commun à tous les pays, mais on ne pense pas que ce problème de sous-observation soit pour l'instant important dans les statistiques canadiennes. Il risque, cependant, de s'aggraver à mesure que se créent des canaux directs d'investissement à l'étranger qui ne sont pas saisis par notre système de collecte.

On considère comme très fiables les données sur les avoirs étrangers en valeurs mobilières canadiennes sauf pour la répartition géographique des détenteurs extérieurs de valeurs de portefeuille. La ventilation géographique n'est pas toujours révélatrice de la répartition par pays des propriétaires réels qui peuvent recourir à des dépositaires dans d'autres pays. On s'attend néanmoins à ce que les données des enquêtes réalisées dans d'autres pays nous aident à améliorer la distribution géographique des engagements canadiens. Elles sont tirées d'un quasi-recensement annuel pour lequel, en 2004, le taux de réponse était de 53 % pour les sociétés et de 82 % pour les gouvernements et leurs entreprises.

Accessibilité des données

Les données sur le bilan des investissements de portefeuille en fin d'exercice, tant pour les obligations, les actions et les instruments du marché monétaire (canadiens et étrangers), sont présentées selon l'ensemble des pays et selon six régions (États-Unis, Royaume-Uni, autres pays de l'Union européenne, Japon, autres pays de l'OCDE et autres pays). Il y a aussi une répartition sectorielle pour les obligations canadiennes et les instruments du marché monétaire canadiens. Dans le premier cas, on indique en outre les contributions sectorielles à la variation nette des valeurs comptables.

Les données qui combinent des caractéristiques (pays, branches d'activité, devises, échéances de remboursement et service de la dette) peuvent être obtenues contre recouvrement des coûts.

Position d'autres investissements

Description

Le bilan des autres investissements est un compte résiduel d'un caractère hétérogène qui comprend tous les investissements autres que les investissements directs et les investissements de portefeuille. On y trouve les prêts et les emprunts (l'actif et le passif), les dépôts (l'actif et le passif), les actifs des réserves monétaires officielles et les autres actifs et autres passifs.

Prêts et emprunts

Les **prêts** se composent des prêts que consent directement le gouvernement du Canada à des pays étrangers et à des organismes internationaux, en partie par l'émission de billets à vue non productifs d'intérêts et non négociables qui sont comptabilisés dans les autres engagements. Sont également compris dans ce compte :

- les prêts à l'exportation d'organes du gouvernement du Canada comme la Société pour l'expansion des exportations et la Commission canadienne du blé;
- les prêts des banques et des autres entreprises;
- les prêts en opérations de pension sur titres.

Sont exclus les prêts et souscriptions au Fonds monétaire international (FMI), qui sont classés dans les réserves monétaires officielles, ainsi que les souscriptions aux organismes internationaux, qui comptent parmi les autres actifs. Avant 2003, des écritures en compensation se retrouvent à l'actif pour tenir compte des provisions au chapitre :

- des prêts de faveur aux pays en voie de développement dans le cadre du programme canadien d'aide au développement international;
- de la position nette du Canada relevant de ses souscriptions (capital) et de ses prêts aux institutions financières internationales;
- des mesures possibles d'allègement de la dette ou de son service dans le cadre d'ententes multilatérales à l'intention des pays ayant des difficultés financières.

Certaines des provisions établies par les banques à charte canadiennes à l'égard de leurs prêts à l'étranger sont aussi incluses. À partir de 2003, les données sur les prêts et autres catégories d'actif sont présentées sur une base nette. Les provisions ne constituent donc plus une catégorie distincte.

Les **emprunts** incluent les emprunts des administrations et des entreprises publiques et des sociétés à des banques étrangères (ce qui comprend les emprunts auprès de consortiums bancaires), les emprunts hypothécaires et d'autres emprunts comme les emprunts en opérations de pension sur titres.

À l'**actif du compte des dépôts**, il y a les dépôts à l'étranger des banques canadiennes (y compris les dépôts en or et en argent ainsi que les créances interbancaires à court terme) et l'actif en dépôt de déposants canadiens autres que les banques.

Au **passif du compte des dépôts** figurent les dépôts étrangers (y compris les dépôts en or et en argent et créances interbancaires à court terme) dans des banques canadiennes mais sans les débetures bancaires ni le capital-actions des banques entre les mains de non-résidents. (On comptabilise les débetures dans les obligations canadiennes de portefeuille, le capital-actions des banques de l'annexe 1 dans les actions canadiennes de portefeuille et celui des banques de l'annexe 2 dans les investissements directs étrangers au Canada.). On y trouve aussi les dépôts aux sociétés de fiducie et à la Banque du Canada.

Les **réserves monétaires officielles** sont les avoirs officiels en devises et en autres actifs monétaires du Compte du fonds des changes et du compte des ressources générales du ministre des Finances. À l'actif du compte des réserves monétaires officielles, on trouve l'or monétaire, les droits de tirage spéciaux (DTS), la position des réserves canadiennes auprès du FMI, les avoirs en devises (monnaies, dépôts et titres) et les autres créances détenues.

Les **autres actifs** comprennent :

- les créances clients et les autres comptes à recevoir à court terme avec des sociétés non liées et, jusqu'en 1983, avec des sociétés liées à des entreprises non bancaires (depuis 1983, les créances intersociétés à court terme des entreprises non bancaires sont reclassées dans les investissements directs);
- les paiements échelonnés;
- les investissements immobiliers à l'extérieur du Canada au secteur des particuliers;
- les avoirs à l'étranger des immigrants;
- les souscriptions du gouvernement du Canada aux organismes internationaux à l'exclusion de celles faites au FMI qui sont traitées comme des réserves officielles internationales;
- les opérations sur titres secondaires au dérivés;
- les autres créances diverses sur les non-résidents.

Les **autres passifs** comprennent :

- le passif à vue du gouvernement du Canada
- les créances fournisseurs et les autres emprunts avec des sociétés non liées et, jusqu'en 1983, avec des sociétés liées à des entreprises non bancaires (depuis 1983, les engagements intersociétés à court terme des entreprises non bancaires sont reclassés dans les investissements directs);
- les investissements immobiliers de l'étranger au Canada;
- les engagements hypothécaires;
- les dividendes déclarés et non versés;
- les droits de tirage spéciaux;
- les paiements échelonnés;
- la valeur des titres canadiens détenus dans des comptes de propriétaires apparents pour des non-résidents;
- les divers autres passifs.

Sources des données

Pour ce qui est de l'actif, on se renseigne sur les prêts du gouvernement du Canada aux pays étrangers et aux organismes internationaux au moyen de données administratives venant de l'Agence canadienne de développement international et des Comptes publics du Canada pour les prêts consentis par les divers ministères. Les données sur les prêts des entreprises publiques proviennent de la Société pour l'expansion des exportations, de la Commission canadienne du blé et des comptes publics des sociétés d'État. On dispose de données administratives sur les prêts des banques canadiennes, produites à l'intention de la Banque du Canada. Les données d'enquête portent sur les prêts des sociétés. Enfin, les données sur les prêts en opérations de pension et sur les titres dérivés sont extraites des données d'enquêtes mensuelles menées auprès des intermédiaires financiers.

Au **passif du compte des emprunts**, on retrouve les emprunts de sociétés et d'entreprises publiques canadiennes, les emprunts à des banques étrangères, y compris à des consortiums bancaires étrangers, les emprunts hypothécaires et les autres emprunts. Les données sur ces éléments proviennent des enquêtes annuelles. Les données sur les emprunts en opérations de pension sur titres sont des données de déclaration des négociants et des courtiers canadiens. Enfin, pour se renseigner sur les emprunts à court terme à des banques extérieures, on recourt à la fois à des données sur les banques étrangères et à des données d'enquête.

Les **provisions** (entrée de contrepartie à l'actif), avant 2003, ont trait aux prêts aux pays en voie de développement qui font partie du Programme d'aide du Canada au développement international; à la position nette du Canada en ce qui a trait aux souscriptions et prêts aux institutions financières internationales; et aux mesures de secours au niveau de la dette ou du service de la dette pour les pays en difficulté financière en vertu d'accords multilatéraux. De plus, une partie des provisions établies par les banques à charte sur leurs prêts étrangers y est aussi comprise. À partir de 2003, les données sur les prêts et autres catégories d'actif sont présentées sur une base nette. Les provisions ne constituent donc plus une catégorie distincte.

On ventile en quatre catégories tant l'actif que le passif du **compte des dépôts** avec les banques canadiennes : les dollars canadiens, les devises, l'or et l'argent. Le calcul se fait à l'aide des données administratives communiquées par les banques canadiennes à la Banque du Canada et d'une enquête sur les Transactions, avoirs et engagements — or et argent. On tire l'actif en dépôt d'entités canadiennes, autres que les banques, des renseignements sur les banques étrangères obtenus du Trésor américain, de la Banque d'Angleterre et de la Banque des règlements internationaux. Des données administratives nous renseignent enfin sur les dépôts de l'étranger, c'est-à-dire ceux des banques centrales étrangères à la Banque du Canada. Les dépôts étrangers des sociétés de fiducie proviennent d'enquêtes.

Les **réserves monétaires officielles** sont tirées des dossiers administratifs de la Banque du Canada.

Concernant les **autres actifs**, les données sur les souscriptions aux organismes internationaux proviennent du ministère des Finances, de l'Agence canadienne de développement international et des Comptes publics. Des données administratives de Citoyenneté et Immigration Canada sont utilisées pour dériver l'« actif reporté » des immigrants canadiens. Les données sur les titres secondaires ou dérivés proviennent d'une enquête mensuelle auprès des intermédiaires financiers canadiens. Les séries sur les paiements échelonnés sont établies grâce à la lecture de la presse financière et au moyen d'une enquête occasionnelle à plusieurs sources connues. Enfin, les données sur les autres éléments d'actif sont celles d'une enquête annuelle.

Pour ce qui est des **autres passifs**, on calcule les engagements en billets à vue du gouvernement du Canada à l'aide de données administratives. Les données sur les créances fournisseurs à court terme, y compris les crédits commerciaux, sont des données provisoires d'une enquête-échantillon trimestrielle que l'on révisé en estimations définitives par les résultats du quasi-recensement annuel. Les séries sur les paiements échelonnés sont établies grâce à la lecture de la presse financière et au moyen d'une enquête occasionnelle à plusieurs sources connues. Enfin, les séries sur les engagements envers les futurs immigrants sont extraites des données administratives de Citoyenneté et Immigration Canada.

Méthodes

Ce compte est dressé à l'aide des données d'enquête et des données administratives. On exploite abondamment les dossiers administratifs de Citoyenneté et Immigration Canada pour calculer les avoirs à l'étranger des immigrants.

Produits

Exactitude des données

On juge que les estimations de l'actif et du passif du compte des emprunts sont fiables dans la mesure où elles sont tirées de données administratives. Quant aux données d'enquête, elles sont acceptables. Les séries des emprunts à court terme des banques étrangères sont jugées acceptables. Elles sont partiellement dérivées des données obtenues des banques étrangères.

On dispose également d'estimations acceptables sur les dépôts non bancaires à l'étranger (avec les certificats de trésorerie étrangers). Les données sont, en grande partie, extraites de renseignements sur les banques étrangères et dépendent donc des critères de résidence appliqués par les institutions financières déclarantes à l'extérieur du Canada. Ces dernières années, elles ont accusé d'importantes variations demeurées inexplicables. Les dépôts dans les autres institutions financières sont obtenus au moyen d'une enquête qui a eu un taux de réponse de 100 % en 2004.

Les estimations des réserves monétaires officielles sont très fiables puisqu'elles sont tirées de renseignements administratifs et que les méthodes comptables employées sont conformes aux normes de la balance des paiements.

L'exactitude des diverses séries sur les autres actifs est acceptable dans l'ensemble. On juge fiables les séries sur les créances clients à court terme. Ce sont des données d'un quasi-recensement annuel. En 2004, le taux de réponse était de 55 %. Pour l'année la plus récente, on obtient les données par projection à partir d'une enquête trimestrielle par sondage et on les soumet donc à des révisions quand on dispose des résultats du recensement annuel. Quant aux séries sur les actifs laissés à l'étranger par les immigrants, elles sont tenues pour acceptables, étant fondées sur les déclarations administratives des candidats à l'immigration lorsque ceux-ci demandent un visa. Par ailleurs, les séries sur les banques à charte semblent très fiables. Elles sont tirées de dossiers administratifs. Les autres comptes sont acceptables, mais ils restent peu importants en valeur.

Diverses séries sur les autres passifs sont de qualité acceptable dans l'ensemble. On juge fiables les séries sur les créances fournisseurs à court terme, les données en question provenant d'un quasi-recensement annuel. En 2004, le taux de réponse était de 55 %. Pour l'année la plus récente, on établit les données par projection à partir d'une enquête trimestrielle par sondage et on les soumet à des révisions lorsqu'on dispose des résultats du recensement

annuel. Enfin, les séries sur le passif officiel en droits de tirage spéciaux et sur les billets à vue du gouvernement du Canada sont considérées comme très fiables, puisqu'elles proviennent de dossiers officiels.

Accessibilité des données

Dans cette publication annuelle, on diffuse des données sur les bilans annuels des autres investissements selon les divers éléments d'actif et de passif et selon six régions (les États-Unis, le Royaume-Uni, les autres pays de l'Union européenne, le Japon, les autres pays de l'OCDE et les autres pays). On présente, selon l'instrument, des données sur les positions des réserves monétaires officielles du Canada. On décompose enfin les autres éléments d'actif et de passif en débiteurs-créditeurs à court terme et en éléments divers.

Renvois

Tableaux 1.1 à 1.3

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Excluent avant 1983 l'avoir des banques canadiennes dans les filiales et sociétés associées étrangères qui est compris dans dépôts de l'actif. Excluent avant 1979 les placements à l'étranger détenus, pour des raisons fiscales ou administratives, par les filiales canadiennes à part entière de sociétés étrangères.
2. À partir de 2002, les positions du marché monétaire sont incluses, dans les actifs, sous les investissements de portefeuille. Avant 2002, ces positions étaient incluses avec les autres actifs sous les autres investissements.
3. Excluent avant 1964 les prêts d'actif en devises qui sont compris dans dépôts de l'actif. Comprennent, de 1964 à 1970, les valeurs non-négociables du gouvernement des États-Unis acquises en vertu du Traité du fleuve Columbia. Comprennent à partir de 1995 la position d'actif pour les opérations avec clauses de rachat. Avant 1995, les clauses de rachat faites à partir d'obligations canadiennes sont comprises dans obligations canadiennes. Comprennent à partir de 2003 les provisions pour pertes prévues.
4. À partir de 2003, les provisions ne constituent plus une catégorie distincte d'actif. Par conséquent, les données sur les prêts et autres catégories d'actif sont présentées nettes de toutes provisions applicables.
5. Comprennent avant 1964 les prêts et valeurs mobilières d'actif des banques. À partir de 1964, ces prêts sont compris sous prêts de l'actif et ces valeurs mobilières sous autres actifs. Comprennent avant 1963 la position nette en devises des banques canadiennes envers les résidents et non-résidents, de même que leurs avoirs d'or et, pour le secteur non bancaire canadien, tous leurs dépôts en devises (détenus à l'intérieur ou à l'extérieur du Canada) et leurs avoirs en bons du trésor étrangers (sauf ceux des autorités monétaires officielles). La classification était basée sur la convention qui traitait les banques canadiennes comme des non-résidents du Canada pour leurs transactions comprenant des devises. À partir de 1964, les avoirs de banques sont ainsi répartis : l'avoir dans les filiales et sociétés affiliées étrangères est compris dans l'investissement direct de l'actif, les prêts dans prêts de l'actif et les valeurs mobilières dans autres actifs; et, pour le secteur non bancaire canadien, les dépôts détenus au Canada sont exclus de toutes les séries.
6. Comprennent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées. À partir de 1983, ces comptes à court terme entre sociétés apparentées sont compris dans investissements directs de l'actif. Excluent avant 1964 les valeurs mobilières étrangères des banques, qui sont comprises dans dépôts de l'actif. Comprennent à partir de 1972 les actifs nets étrangers des immigrants. Comprennent, avant 2002, les effets du marché monétaire étranger maintenant inclus dans l'investissement de portefeuille. Comprennent, à partir de 2003, toute provisions applicables.
7. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Comprennent avant 1975 les placements de portefeuille étrangers dans les sociétés canadiennes qui provenaient du même pays de résidence que les investisseurs directs étrangers de ces sociétés. À partir de 1975, l'investissement étranger de portefeuille dans ces sociétés canadiennes est dans obligations et actions canadiennes de portefeuille. Comprennent avant 1964 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts; de 1964 à 1969 ils sont compris dans autres passifs; et à partir de 1970, dans emprunts des engagements.

8. Comprennent à partir de 1978 les intérêts courus sur ces obligations canadiennes. Les intérêts courus comprennent les intérêts courus sur coupons et l'amortissement entre l'escompte/prime du prix de l'émission et du prix d'échéance. Avant 1978, les obligations libellées en dollars américains sont converties à un taux de 1\$ États-Unis égal 1\$ canadiens, tandis que celles en autres devises le sont au taux existant au moment de l'émission. À partir de 1978, toutes les obligations libellées en devises sont converties en dollars canadiens en utilisant le taux de fermeture de l'année de référence. Comprennent avant 1995 les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes. À partir de 1995, les opérations sur clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères sont comprises dans prêts de l'actif et emprunts du passif. Comprennent à partir de 1980 une évaluation due au taux de change pour le dollar américain, le yen japonais et les autres devises. Les obligations sont évaluées à leur valeur au marché en fins d'année à partir de 1990, c'est-à-dire au prix auquel elles se transigeraient sur le marché en fins d'année. La valeur au marché a été acceptée internationalement comme étant la norme pour évaluer les positions. Bien que la valeur au marché ne soit pas utilisée dans la compilation des données officielles du Canada, elle est fournie à titre d'information supplémentaire.
9. Avant 2002, la valeur marchande et la valeur comptable de ces investissements sont définies comme étant équivalentes.
10. Comprennent à partir de 1995 la position de passif pour les opérations avec clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères. Avant 1995, les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes sont comprises dans obligations canadiennes. Excluent avant 1968 les emprunts bancaires à moyen terme des gouvernements et de leurs entreprises qui se retrouvent sous autres passifs.
11. Excluent avant 1963 les dépôts en devises dans les banques canadiennes, qui sont compris, comme déduction, dans dépôts de l'actif.
12. Excluent avant 1987 les autres passifs à long terme des sociétés qui sont compris dans emprunts. Comprennent de 1964 à 1969 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts. Avant 1964, ces engagements sont compris dans Investissements directs du passif, et à partir de 1970 dans emprunts des engagements. Comprennent avant 1983 les comptes à payer à court-terme entre sociétés. À partir de 1983, ces comptes sont compris dans investissements directs.

Tableau 2

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Excluent avant 1983 l'avoir des banques canadiennes dans les filiales et sociétés associées étrangères qui est compris dans dépôts de l'actif. Excluent avant 1979 les placements à l'étranger détenus, pour des raisons fiscales ou administratives, par les filiales canadiennes à part entière de sociétés étrangères.
2. Les autres pays de l'Union européenne comprennent : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal; à par tir de janvier 1995, l'Autriche, la Finlande et la Suède; à par tir de mai 2004, Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Slovaquie, la République tchèque et la Slovénie.
3. Les autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) comprennent : l'Australie, l'Islande, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suisse, la Turquie; à partir de juillet 1994, le Mexique; à partir de décembre 1995 jusqu'à avril 2004, la République tchèque; à partir de mai 1996 jusqu'à avril 2004, la Hongrie; à partir de novembre 1996 jusqu'à avril 2004, la Pologne; à partir de décembre 1996, la République de Corée; à partir de janvier 2001 jusqu'à avril 2004, la Slovaquie; et jusqu'à décembre 1994, l'Autriche, la Finlande et la Suède.

Tableau 3

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Excluent avant 1983 l'avoir des banques canadiennes dans les filiales et sociétés associées étrangères qui est compris dans dépôts de l'actif. Excluent avant 1979 les placements à l'étranger détenus, pour des raisons fiscales ou administratives, par les filiales canadiennes à part entière de sociétés étrangères.
2. Services et commerce de détail comprennent les services de transport; services généraux aux entreprises; services gouvernementaux; services d'enseignement, de soins de santé et services sociaux; services d'hébergement, de restauration et de divertissement; commerce de détail des aliments; biens et services de consommation.
3. Autres industries comprennent les aliments, boissons et tabac; industries chimiques et textiles; produits électriques et électroniques; construction et activités connexes; communications.

Tableau 4

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Excluent avant 1983 l'avoir des banques canadiennes dans les filiales et sociétés associées étrangères qui est compris dans dépôts de l'actif. Excluent avant 1979 les placements à l'étranger détenus, pour des raisons fiscales ou administratives, par les filiales canadiennes à part entière de sociétés étrangères.

Tableaux 5, 6 et 7

1. Les autres pays de l'Union européenne comprennent : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal; à par tir de janvier 1995, l'Autriche, la Finlande et la Suède; à par tir de mai 2004, Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Slovaquie, la République tchèque et la Slovénie.
2. Les autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) comprennent : l'Australie, l'Islande, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suisse, la Turquie; à partir de juillet 1994, le Mexique; à partir de décembre 1995 jusqu'à avril 2004, la République tchèque; à partir de mai 1996 jusqu'à avril 2004, la Hongrie; à partir de novembre 1996 jusqu'à avril 2004, la Pologne; à partir de décembre 1996, la République de Corée; à partir de janvier 2001 jusqu'à avril 2004, la Slovaquie; et jusqu'à décembre 1994, l'Autriche, la Finlande et la Suède.

Tableau 9

1. Comprennent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées. À partir de 1983, ces comptes à court terme entre sociétés apparentées sont compris dans investissements directs de l'actif. Excluent avant 1964 les valeurs mobilières étrangères des banques, qui sont comprises dans dépôts de l'actif. Comprennent à partir de 1972 les actifs nets étrangers des immigrants. Comprennent, avant 2002, les effets du marché monétaire étranger maintenant inclus dans l'investissement de portefeuille. Comprennent, à partir de 2003, toute provisions applicables.

Tableau 10

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Comprennent avant 1975 les placements de portefeuille étrangers dans les sociétés canadiennes qui provenaient du même pays de résidence que les investisseurs directs étrangers de ces sociétés. À partir de 1975, l'investissement étranger de portefeuille dans ces sociétés canadiennes est dans obligations et actions canadiennes de portefeuille. Comprennent avant 1964 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts; de 1964 à 1969 ils sont compris dans autres passifs; et à partir de 1970, dans emprunts des engagements.

2. Les autres pays de l'Union européenne comprennent : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal; à par tir de janvier 1995, l'Autriche, la Finlande et la Suède; à par tir de mai 2004, Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Slovaquie, la République tchèque et la Slovénie.
3. Les autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) comprennent : l'Australie, l'Islande, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suisse, la Turquie; à partir de juillet 1994, le Mexique; à partir de décembre 1995 jusqu'à avril 2004, la République tchèque; à partir de mai 1996 jusqu'à avril 2004, la Hongrie; à partir de novembre 1996 jusqu'à avril 2004, la Pologne; à partir de décembre 1996, la République de Corée; à partir de janvier 2001 jusqu'à avril 2004, la Slovaquie; et jusqu'à décembre 1994, l'Autriche, la Finlande et la Suède.

Tableau 11

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Comprennent avant 1975 les placements de portefeuille étrangers dans les sociétés canadiennes qui provenaient du même pays de résidence que les investisseurs directs étrangers de ces sociétés. À partir de 1975, l'investissement étranger de portefeuille dans ces sociétés canadiennes est dans obligations et actions canadiennes de portefeuille. Comprennent avant 1964 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts; de 1964 à 1969 ils sont compris dans autres passifs; et à partir de 1970, dans emprunts des engagements.
2. Services et commerce de détail comprennent les services de transport; services généraux aux entreprises; services gouvernementaux; services d'enseignement, de soins de santé et services sociaux; services d'hébergement, de restauration et de divertissement; commerce de détail des aliments; biens et services de consommation.
3. Autres industries comprennent les aliments, boissons et tabac; industries chimiques et textiles; produits électriques et électroniques; construction et activités connexes; communications.

Tableau 12

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Comprennent avant 1975 les placements de portefeuille étrangers dans les sociétés canadiennes qui provenaient du même pays de résidence que les investisseurs directs étrangers de ces sociétés. À partir de 1975, l'investissement étranger de portefeuille dans ces sociétés canadiennes est dans obligations et actions canadiennes de portefeuille. Comprennent avant 1964 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts; de 1964 à 1969 ils sont compris dans autres passifs; et à partir de 1970, dans emprunts des engagements.

Tableau 13

1. Comprennent à partir de 1978 les intérêts courus sur ces obligations canadiennes. Les intérêts courus comprennent les intérêts courus sur coupons et l'amortissement entre l'escompte/prime du prix de l'émission et du prix d'échéance. Avant 1978, les obligations libellées en dollars américains sont converties à un taux de 1\$ États-Unis égal 1\$ canadiens, tandis que celles en autres devises le sont au taux existant au moment de l'émission. À partir de 1978, toutes les obligations libellées en devises sont converties en dollars canadiens en utilisant le taux de fermeture de l'année de référence. Comprennent avant 1995 les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes. À partir de 1995, les opérations sur clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères sont comprises dans prêts de l'actif et emprunts du passif. Comprennent à partir de 1980 une évaluation due au taux de change pour le dollar américain, le yen japonais et les autres devises. Les obligations sont évaluées à leur valeur au marché en fins d'année à partir de 1990, c'est-à-dire au prix auquel elles se transigeraient sur le marché en fins d'année. La valeur au marché a été acceptée internationalement comme étant la norme pour évaluer les positions. Bien que la valeur au marché ne soit pas utilisée dans la compilation des données officielles du Canada, elle est fournie à titre d'information supplémentaire.
2. Les autres pays de l'Union européenne comprennent : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal; à par tir de janvier 1995, l'Autriche, la Finlande et la Suède; à par tir de mai 2004, Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Slovaquie, la République tchèque et la Slovénie.
3. Les autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) comprennent : l'Australie, l'Islande, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suisse, la Turquie; à partir de juillet 1994, le Mexique; à partir de décembre 1995 jusqu'à avril 2004, la République tchèque; à partir de mai 1996 jusqu'à avril 2004, la Hongrie; à partir de novembre 1996 jusqu'à avril 2004, la Pologne; à partir de décembre 1996, la République de Corée; à partir de janvier 2001 jusqu'à avril 2004, la Slovaquie; et jusqu'à décembre 1994, l'Autriche, la Finlande et la Suède.

Tableaux 14, 15.1, 15.2 et 15.3

1. Comprennent à partir de 1978 les intérêts courus sur ces obligations canadiennes. Les intérêts courus comprennent les intérêts courus sur coupons et l'amortissement entre l'escompte/prime du prix de l'émission et du prix d'échéance. Avant 1978, les obligations libellées en dollars américains sont converties à un taux de 1\$ États-Unis égal 1\$ canadiens, tandis que celles en autres devises le sont au taux existant au moment de l'émission. À partir de 1978, toutes les obligations libellées en devises sont converties en dollars canadiens en utilisant le taux de fermeture de l'année de référence. Comprennent avant 1995 les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes. À partir de 1995, les opérations sur clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères sont comprises dans prêts de l'actif et emprunts du passif. Comprennent à partir de 1980 une évaluation due au taux de change pour le dollar américain, le yen japonais et les autres devises. Les obligations sont évaluées à leur valeur au marché en fins d'année à partir de 1990, c'est-à-dire au prix auquel elles se transigeraient sur le marché en fins d'année. La valeur au marché a été acceptée internationalement comme étant la norme pour évaluer les positions. Bien que la valeur au marché ne soit pas utilisée dans la compilation des données officielles du Canada, elle est fournie à titre d'information supplémentaire.

Tableaux 16 et 17

1. Les autres pays de l'Union européenne comprennent : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal; à par tir de janvier 1995, l'Autriche, la Finlande et la Suède; à par tir de mai 2004, Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Slovaquie, la République tchèque et la Slovénie.

2. Les autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) comprennent : l'Australie, l'Islande, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suisse, la Turquie; à partir de juillet 1994, le Mexique; à partir de décembre 1995 jusqu'à avril 2004, la République tchèque; à partir de mai 1996 jusqu'à avril 2004, la Hongrie; à partir de novembre 1996 jusqu'à avril 2004, la Pologne; à partir de décembre 1996, la République de Corée; à partir de janvier 2001 jusqu'à avril 2004, la Slovaquie; et jusqu'à décembre 1994, l'Autriche, la Finlande et la Suède.

Tableau 19

1. Excluent avant 1987 les autres passifs à long terme des sociétés qui sont compris dans emprunts. Comprennent de 1964 à 1969 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts. Avant 1964, ces engagements sont compris dans Investissements directs du passif, et à partir de 1970 dans emprunts des engagements. Comprennent avant 1983 les comptes à payer à court-terme entre sociétés. À partir de 1983, ces comptes sont compris dans investissements directs.

Tableaux 20.1 à 20.11

1. Comprennent à partir de 1978 les intérêts courus sur ces obligations canadiennes. Les intérêts courus comprennent les intérêts courus sur coupons et l'amortissement entre l'escompte/prime du prix de l'émission et du prix d'échéance. Avant 1978, les obligations libellées en dollars américains sont converties à un taux de 1\$ États-Unis égal 1\$ canadiens, tandis que celles en autres devises le sont au taux existant au moment de l'émission. À partir de 1978, toutes les obligations libellées en devises sont converties en dollars canadiens en utilisant le taux de fermeture de l'année de référence. Comprennent avant 1995 les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes. À partir de 1995, les opérations sur clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères sont comprises dans prêts de l'actif et emprunts du passif. Comprennent à partir de 1980 une évaluation due au taux de change pour le dollar américain, le yen japonais et les autres devises. Les obligations sont évaluées à leur valeur au marché en fins d'année à partir de 1990, c'est-à-dire au prix auquel elles se transigeraient sur le marché en fins d'année. La valeur au marché a été acceptée internationalement comme étant la norme pour évaluer les positions. Bien que la valeur au marché ne soit pas utilisée dans la compilation des données officielles du Canada, elle est fournie à titre d'information supplémentaire.
2. Comprennent à partir de 1995 la position de passif pour les opérations avec clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères. Avant 1995, les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes sont comprises dans obligations canadiennes. Excluent avant 1968 les emprunts bancaires à moyen terme des gouvernements et de leurs entreprises qui se retrouvent sous autres passifs.
3. Excluent avant 1963 les dépôts en devises dans les banques canadiennes, qui sont compris, comme déduction, dans dépôts de l'actif.
4. Excluent avant 1987 les autres passifs à long terme des sociétés qui sont compris dans emprunts. Comprennent de 1964 à 1969 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts. Avant 1964, ces engagements sont compris dans Investissements directs du passif, et à partir de 1970 dans emprunts des engagements. Comprennent avant 1983 les comptes à payer à court-terme entre sociétés. À partir de 1983, ces comptes sont compris dans investissements directs.

Tableaux 22.1, 23.1, 24.1, 25.1, 26.1, 27.1 et 28.1

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Excluent avant 1983 l'avoir des banques canadiennes dans les filiales et sociétés associées étrangères qui est compris dans dépôts de l'actif. Excluent avant 1979 les placements à l'étranger détenus, pour des raisons fiscales ou administratives, par les filiales canadiennes à part entière de sociétés étrangères.

2. Excluent avant 1964 les prêts d'actif en devises qui sont compris dans dépôts de l'actif. Comprennent, de 1964 à 1970, les valeurs non-négociables du gouvernement des États-Unis acquises en vertu du Traité du fleuve Columbia. Comprennent à partir de 1995 la position d'actif pour les opérations avec clauses de rachat. Avant 1995, les clauses de rachat faites à partir d'obligations canadiennes sont comprises dans obligations canadiennes. Comprennent à partir de 2003 les provisions pour pertes prévues.
3. À partir de 2003, les provisions ne constituent plus une catégorie distincte d'actif. Par conséquent, les données sur les prêts et autres catégories d'actif sont présentées nettes de toutes provisions applicables.
4. Comprennent avant 1964 les prêts et valeurs mobilières d'actif des banques. À partir de 1964, ces prêts sont compris sous prêts de l'actif et ces valeurs mobilières sous autres actifs. Comprennent avant 1963 la position nette en devises des banques canadiennes envers les résidents et non-résidents, de même que leurs avoirs d'or et, pour le secteur non bancaire canadien, tous leurs dépôts en devises (détenus à l'intérieur ou à l'extérieur du Canada) et leurs avoirs en bons du trésor étrangers (sauf ceux des autorités monétaires officielles). La classification était basée sur la convention qui traitait les banques canadiennes comme des non-résidents du Canada pour leurs transactions comprenant des devises. À partir de 1964, les avoirs de banques sont ainsi répartis : l'avoir dans les filiales et sociétés affiliées étrangères est compris dans l'investissement direct de l'actif, les prêts dans prêts de l'actif et les valeurs mobilières dans autres actifs; et, pour le secteur non bancaire canadien, les dépôts détenus au Canada sont exclus de toutes les séries.
5. Comprennent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées. À partir de 1983, ces comptes à court terme entre sociétés apparentées sont compris dans investissements directs de l'actif. Excluent avant 1964 les valeurs mobilières étrangères des banques, qui sont comprises dans dépôts de l'actif. Comprennent à partir de 1972 les actifs nets étrangers des immigrants. Comprennent, avant 2002, les effets du marché monétaire étranger maintenant inclus dans l'investissement de portefeuille. Comprennent, à partir de 2003, toute provisions applicables.

Tableaux 22.2, 23.2, 24.2, 25.2, 26.2, 27.2 et 28.2

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Comprennent avant 1975 les placements de portefeuille étrangers dans les sociétés canadiennes qui provenaient du même pays de résidence que les investisseurs directs étrangers de ces sociétés. À partir de 1975, l'investissement étranger de portefeuille dans ces sociétés canadiennes est dans obligations et actions canadiennes de portefeuille. Comprennent avant 1964 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts; de 1964 à 1969 ils sont compris dans autres passifs; et à partir de 1970, dans emprunts des engagements.
2. Comprennent à partir de 1978 les intérêts courus sur ces obligations canadiennes. Les intérêts courus comprennent les intérêts courus sur coupons et l'amortissement entre l'escompte/prime du prix de l'émission et du prix d'échéance. Avant 1978, les obligations libellées en dollars américains sont converties à un taux de 1\$ États-Unis égal 1\$ canadiens, tandis que celles en autres devises le sont au taux existant au moment de l'émission. À partir de 1978, toutes les obligations libellées en devises sont converties en dollars canadiens en utilisant le taux de fermeture de l'année de référence. Comprennent avant 1995 les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes. À partir de 1995, les opérations sur clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères sont comprises dans prêts de l'actif et emprunts du passif. Comprennent à partir de 1980 une évaluation due au taux de change pour le dollar américain, le yen japonais et les autres devises. Les obligations sont évaluées à leur valeur au marché en fins d'année à partir de 1990, c'est-à-dire au prix auquel elles se transigeraient sur le marché en fins d'année. La valeur au marché a été acceptée internationalement comme étant la norme pour évaluer les positions. Bien que la valeur au marché ne soit pas utilisée dans la compilation des données officielles du Canada, elle est fournie à titre d'information supplémentaire.

3. Comprennent à partir de 1995 la position de passif pour les opérations avec clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères. Avant 1995, les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes sont comprises dans obligations canadiennes. Excluent avant 1968 les emprunts bancaires à moyen terme des gouvernements et de leurs entreprises qui se retrouvent sous autres passifs.
4. Excluent avant 1963 les dépôts en devises dans les banques canadiennes, qui sont compris, comme déduction, dans dépôts de l'actif.
5. Excluent avant 1987 les autres passifs à long terme des sociétés qui sont compris dans emprunts. Comprennent de 1964 à 1969 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts. Avant 1964, ces engagements sont compris dans Investissements directs du passif, et à partir de 1970 dans emprunts des engagements. Comprennent avant 1983 les comptes à payer à court-terme entre sociétés. À partir de 1983, ces comptes sont compris dans investissements directs.

Appendice I

Glossaire

Actif financier canadien

Regroupement de toutes les créances financières canadiennes auprès des non-résidents dans le compte financier de la balance des paiements et dans le bilan des investissements internationaux. L'actif financier comprend les investissements directs, les investissements de portefeuille et les autres investissements.

Action participative

Type d'actions privilégiées donnant à son détenteur le droit de participer aux bénéfices de la société émettrice et à tout excédent de l'actif en cas de liquidation. Les actions participatives sont traitées comme des actions dans la balance des paiements canadienne.

Actions

Les actions comprennent les actions ordinaires et les actions privilégiées, qui représentent une part de la propriété de l'entreprise. Les actions comprennent également les certificats représentatifs d'actions étrangères, presque toutes les parts de fonds communs de placement et de fiducies de revenu ainsi que les bons de souscription d'actions. Les actions peuvent être traitées comme un investissement de portefeuille ou un investissement direct dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux, selon la relation établie entre l'émetteur et le détenteur.

Autres actifs ou autres passifs

Les autres actifs ou autres passifs font partie de la catégorie fonctionnelle des autres investissements dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux. Ils comprennent les créances autres que les prêts et les dépôts.

Autres investissements

Classement dans la catégorie fonctionnelle du compte financier de la balance des paiements et dans le bilan des investissements internationaux, qui comprend les prêts, les dépôts, les réserves (actif uniquement) et les autres actifs ou autres passifs.

Avoirs de réserve

Créances sur des non-résidents rapidement utilisables et contrôlées par les autorités monétaires. Elles sont utilisées aux fins de la politique monétaire d'un pays. Les avoirs de réserve sont inclus dans les autres investissements dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux.

Balance des paiements (BdP)

État statistique résumant de façon systématique, pour une période déterminée, les opérations économiques d'un pays réalisées avec le reste du monde.

Base entièrement consolidée

Base de déclaration pour la balance des paiements et le bilan des investissements internationaux du Canada. On recense les données sur les investissements directs entrants et sortants des entités sur une base entièrement consolidée. Ainsi, par principe, les données de sondage portent sur toutes les filiales, les sociétés associées et les succursales détenues directement ou indirectement.

Bénéfices non répartis

Total cumulatif des bénéfices annuels retenus par une entreprise, après le paiement de toutes les dépenses et dividendes.

Bilan des investissements internationaux (BII)

Le BII est le bilan de l'actif et du passif financier d'un pays par rapport au reste du monde. Combiné aux opérations de la balance des paiements, le BII constitue un ensemble de comptes internationaux d'un pays.

Bilan net des investissements internationaux

Le bilan net des investissements internationaux est l'ensemble de l'actif externe moins l'ensemble du passif externe. Le bilan net présente la valeur de l'actif à l'étranger détenu par un pays par rapport au passif que ce pays doit aux non-résidents.

Centre d'intérêt économique

Fondement de la définition de la résidence des agents économiques pour la balance des paiements. La BdP enregistre la valeur des opérations entre les résidents et les non-résidents. On dit d'une personne ou d'une entité qu'elle est résidente d'un pays si elle y possède un centre d'activité économique attesté par la résidence principale d'une personne ou par un établissement où l'entité produit, investit et gagne des revenus.

Changement de propriété

Il y a changement de propriété quand un élément d'actif est reçu, un service est rendu ou un revenu est versé. Généralement, le changement est réputé survenir quand les deux parties (résident et non-résident) inscrivent leur opération dans leurs livres ou comptes respectifs.

Compte financier

Compte principal de la balance des paiements qui comptabilise les opérations sur des instruments financiers représentant les activités de financement et d'investissement du Canada avec le reste du monde. Les opérations sont divisées en trois classes fonctionnelles : les investissements directs, les investissements de portefeuille et les autres investissements.

Conventions de rachat

Une convention de rachat est une entente par laquelle une entité cède des titres pour un prix convenu et s'engage à les racheter pour un prix et à une date convenus. Ces ententes sont habituellement à très court terme (le jour suivant), mais peuvent porter sur une période de un mois ou davantage. Les conventions de rachat sont traitées comme des prêts garantis par des titres et classées dans la catégorie autres investissements de la balance des paiements et dans le bilan des investissements internationaux.

Date d'échéance

Date à laquelle une valeur mobilière (p. ex., une obligation) est rachetable.

Dépôts

Créances qui comprennent les dépôts bancaires, les billets de dépôt, les certificats de dépôt et toutes les autres créances représentant une preuve de dépôt, y compris la monnaie fiduciaire. Les dépôts, qui sont en grande partie associés aux banques canadiennes, sont traités comme autres investissements dans la balance des paiements et dans le bilan des investissements internationaux.

Dettes

Créance qui constitue un prêt de fonds par un créancier (prêteur) à un débiteur (emprunteur). La dette comprend les valeurs mobilières (généralement négociables) et d'autres titres de créance (généralement non négociables). La dette peut être traitée comme un investissement direct, un investissement de portefeuille ou un autre investissement selon la relation établie entre l'émetteur et le détenteur.

Dividendes

Bénéfices provenant des activités courantes, qui sont distribués aux détenteurs d'actions d'une entreprise privée constituée en société, d'une coopérative ou d'une société d'État. Cet élément de revenu est inclus dans le poste des investissements de portefeuille ou des investissements directs du compte courant.

Droits de tirage spéciaux (DTS)

Éléments des avoirs de réserve créés par le FMI comme complément à d'autres éléments d'avoirs de réserve qui sont alloués périodiquement aux membres du FMI dans des proportions correspondant à leur quote-part. La valeur des DTS est déterminée au moyen d'un panier pondéré de devises. Les opérations sur DTS sont inscrites dans le compte financier.

Effet du taux de change

L'effet du taux de change est la fluctuation, d'une période à une autre, de l'évaluation d'un élément d'actif ou de passif dans le bilan des investissements internationaux, qui est attribuable à la fluctuation du taux de change. Les instruments financiers libellés en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens à la fin de chaque période de référence en fonction des taux de change applicables.

Entités à vocation spéciale

Ces entités sont habituellement établies dans des pays autres que ceux où résident les sociétés mères, et où elles effectuent principalement des opérations internationales. Ces entités spécialisées sont définies en fonction de leur structure (p. ex., les sociétés de portefeuille) ou de leur objet (p. ex., ventes et administration). Dans la balance des paiements, ces entités sont traitées comme des entreprises d'investissement direct, sous réserve qu'elles satisfassent au critère de propriété de 10 %.

Entreprise d'investissement direct

Entreprise constituée ou non en société, dans laquelle un investisseur direct, qui est résident d'un autre pays, possède au moins 10 % des actions ordinaires ou des droits de vote (dans le cas d'une entreprise constituée en

société) ou l'équivalent (dans le cas d'une entreprise non constituée en société). Une entreprise d'investissement direct est composée d'entités apparentées, qui peuvent être des sociétés associées, des filiales ou des succursales.

Évaluation

La détermination de l'actif, du passif et des valeurs transactionnelles. Il existe diverses méthodes d'évaluation (valeur transactionnelle, prix du marché, prix d'émission, valeur comptable, valeur au marché, valeur à l'échéance, etc.) qui reflètent souvent les principes comptables applicables, les restrictions juridiques et la tradition, de même que des considérations théoriques.

Filiale

Entité juridique commerciale dont une autre entité juridique commerciale possède plus de 50 % des actions ordinaires ou des droits de vote (dans le cas d'une entreprise constituée en société) ou l'équivalent (dans le cas d'une entreprise non constituée en société).

Fonds commun de placement

Portefeuille de placements diversifié, placé au nom d'un groupe d'investisseurs et géré par des gestionnaires professionnels. Chaque investisseur détient un pourcentage de la valeur du fonds, représenté par le nombre de parts qu'il a acquis, et partageant ainsi tout gain ou perte réalisé par le fonds. Selon les objectifs du fonds, son actif peut comprendre des actions, des titres de créance ou d'autres instruments financiers.

Instruments du marché monétaire

Titres de créance négociables dotés d'une échéance initiale d'un an ou moins. Ils comprennent les bons du Trésor, les effets commerciaux et les effets des sociétés de financement, les acceptations bancaires, les billets à vue au porteur des banques et d'autres effets à court terme. Les instruments du marché monétaire sont traités comme des investissements de portefeuille dans la balance des paiements ou le bilan des investissements internationaux.

Instruments financiers

Les instruments financiers comprennent les valeurs mobilières (généralement négociables) et d'autres instruments financiers (généralement non négociables). Les instruments financiers peuvent être traités comme des investissements directs, des investissements de portefeuille ou d'autres investissements dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux, selon l'instrument et la relation établie entre l'émetteur et le détenteur.

Instruments financiers dérivés

Les *instruments financiers dérivés* sont des instruments financiers liés à un instrument financier, un indicateur ou un produit de base particulier, par lesquels on peut négocier des risques financiers particuliers dans les marchés financiers. Leur valeur découle du prix de l'élément sous-jacent (c.-à-d., le prix de référence) et, contrairement aux titres de créance, aucun principal à être remboursé n'est avancé et aucun revenu de placements ne s'accumule. Les contrats à terme standardisés et de gré à gré, les options, les bons de souscription et les swaps constituent des exemples d'instruments financiers dérivés.

Intérêt

L'*intérêt* est la somme que le débiteur doit ou verse au créateur pendant une période donnée et qui ne réduit pas le montant du principal dû, selon les conditions de l'instrument financier convenues entre les deux parties.

Investissement de portefeuille

Classement dans la catégorie fonctionnelle du compte financier et dans le bilan des investissements internationaux qui représente un investissement d'une entité résidente d'un pays sous forme d'actions et de titres de créance d'un autre pays réalisé pour obtenir un revenu de placement ou des gains en capital. Contrairement aux investisseurs directs, les investisseurs de portefeuille n'ont pas d'influence considérable sur l'exploitation ou la gestion de l'entreprise dans laquelle ils investissent.

Investissement direct

Classement dans la catégorie fonctionnelle du compte financier de la balance des paiements et dans le bilan des investissements internationaux qui représente un investissement d'une entité résidente d'un pays obtenant une participation durable dans une entreprise résidente d'un autre pays. La participation durable sous-entend l'existence d'une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise ainsi qu'une influence significative de l'investisseur sur la gestion de l'entreprise.

Investisseurs institutionnels

Organisations qui achètent et vendent habituellement des valeurs mobilières en très grandes quantités. Les investisseurs institutionnels sont moins bien protégés par la réglementation, parce que l'on suppose qu'ils connaissent mieux le secteur et qu'ils sont en mesure de mieux se protéger eux-mêmes. Les plus grands investisseurs institutionnels canadiens sont les fonds de pension, les fonds communs de placement, les caisses en gestion distincte et les fonds collectifs ainsi que les fonds généraux des compagnies d'assurance.

Loi sur les déclarations des personnes morales (LDPM)

La *LDPM* est administrée par le statisticien en chef du Canada sous l'autorité du ministre de l'Industrie. L'objet de la *Loi* est de recueillir des renseignements sur les finances et la propriété des sociétés exploitées au Canada, et d'utiliser ces renseignements pour évaluer l'étendue et l'incidence du *contrôle des non-résidents* sur l'économie canadienne. Un rapport annuel qui résume ces renseignements doit être présenté au Parlement. La *LDPM* était auparavant connue sous le nom de *Loi sur les déclarations des personnes morales et des syndicats*.

Monétisation et démonétisation de l'or

La monétisation est l'acquisition par les autorités monétaires d'or-marchandise en vue d'augmenter le stock d'or monétaire. La démonétisation est la disposition par les autorités monétaires de l'or monétaire à des fins non monétaires. Bien que ces acquisitions ou ventes accroîtront ou décroîtront l'actif des réserves officielles d'un pays, les opérations ne sont pas comptabilisées dans l'actif de réserves de la BdP. Toutefois, lorsqu'une autorité monétaire d'un pays traite avec le secteur privé d'un autre pays pour acheter ou vendre de l'or, ces opérations sont enregistrées dans les statistiques commerciales des deux pays.

Non-résident

Une personne ou une entreprise est réputée non-résidente d'un pays si son centre d'activité économique est situé à l'extérieur de ce pays (voir aussi Résident).

Obligations coupons détachés ou obligations à coupon zéro

Habituellement, des obligations du gouvernement fédéral ou provincial de grande qualité émises initialement au porteur, desquelles une partie ou tous les coupons portant intérêt ont été détachés. Le principal de l'obligation et tout

coupon restant (le résidu) sont alors négociés séparément des coupons détachés, les deux à un prix passablement inférieur à leur valeur au pair.

Obligations, débetures, billets

Titres de créance émis par des emprunteurs pour financer leurs activités. Ils sont vendus aux investisseurs moyennant la promesse qu'ils seront remboursés avec les intérêts à la fin d'une période donnée. Les obligations, débetures et billets peuvent être traitées comme des investissements directs ou des investissements de portefeuille dans la balance des paiements et dans le bilan des investissements internationaux, selon la relation établie entre l'émetteur et le détenteur.

Opération

Flux économique représentant la création, la transformation, l'échange, le transfert ou l'extinction[D1] [t2] d'une valeur économique. Les opérations comprenant des changements de propriété de biens, de services, de revenus de placement ou de créances sont inscrites dans la balance des paiements. Les opérations de la balance des paiements et les réévaluations diverses modifient le bilan des investissements internationaux d'une période à l'autre.

Or monétaire

Élément d'actif des réserves internationales officielles de la catégorie des autres investissements. Il représente l'or que possèdent les autorités monétaires et qui est détenu comme actif financier. Les opérations de la BdP sont comptabilisées uniquement lorsque l'or monétaire fait l'objet d'une opération entre les autorités monétaires de divers pays ou entre les autorités monétaires et le Fonds monétaire international.

Or non monétaire

Dans le poste commerce de biens du compte courant, l'or non monétaire est traité comme tous les autres produits, c'est-à-dire qu'il est enregistré dans les importations et exportations d'un pays. Les échanges d'or effectués par les autorités monétaires de divers pays sont comptabilisés dans l'actif des réserves du compte financier.

Parts de fiducie de revenu

Les détenteurs de parts d'une fiducie de revenu reçoivent des distributions en espèces régulières d'une entité créée pour verser les flux de trésorerie générés par une entreprise. Les parts de fiducie de revenu sont traitées comme des actions dans la balance des paiements canadienne.

Passif financier canadien

Regroupement de toutes les *créances financières des non-résidents* visant les résidents canadiens dans le compte financier de la balance des paiements et dans le bilan des investissements internationaux. Le passif financier canadien comprend les investissements directs, les investissements de portefeuille et les autres investissements.

Position de réserve du fonds

Élément des avoirs de réserve qui renvoie à la somme des achats dans la tranche de réserve qu'un membre peut mobiliser et à tout endettement du Fonds monétaire international (FMI) facilement remboursable au membre.

Prêts

Créance qui constitue un prêt direct de fonds par des créanciers (prêteurs) à des débiteurs (emprunteurs) au moyen d'ententes dans le cadre desquelles les prêteurs peuvent ou non recevoir un document ou un titre négociable. Les prêts sont traités comme d'autres investissements dans la balance des paiements et dans le bilan des investissements internationaux.

Principe de débiteur/créancier

Il y a deux principes qui peuvent servir de base à la répartition géographique des flux financiers d'investissement direct : le principe de débiteur/créancier et le principe de l'agent économique transacteur. Selon le principe de débiteur/créancier, les opérations découlant des changements dans les créances de l'économie déclarante sont attribuées au pays de résidence du débiteur non résident, et les opérations découlant des changements dans le passif financier sont attribuées au pays de résidence du créancier non résident, même si les sommes sont versées à un pays différent ou perçues d'un pays différent (voir aussi Principe de l'agent économique transacteur).

Principe de l'agent économique transacteur

Il y a deux principes qui peuvent servir de base à la répartition géographique des flux financiers : le principe de débiteur/créancier et le principe de l'agent économique transacteur. Selon le principe de l'agent économique transacteur, les opérations découlant des changements dans les créances et le passif sont attribuées au pays de résidence de la partie non-résidente de l'opération (le transacteur), même si ce n'est pas le pays de résidence de l'entreprise d'investissement direct ou de l'investisseur direct (voir aussi Principe de débiteur/créancier).

Région géographique

Dans la balance des paiements et le bilan des investissements internationaux du Canada, les pays étrangers sont regroupés en six régions : les États-Unis, le Royaume-Uni, les autres pays de l'Union européenne, le Japon, les autres pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), les autres pays (y compris les organisations internationales).

Résident

On dit d'une personne ou d'une entreprise qu'elle est résidente d'un pays si elle y possède un centre d'activité économique attesté par la résidence principale d'une personne ou par un établissement où l'entité produit, investit et gagne des revenus.

Secteur émetteur

Le secteur émetteur d'un instrument financier renvoie au classement de l'émetteur d'un titre. Dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux du Canada, les émetteurs canadiens sont classés dans l'une des catégories suivantes : le gouvernement du Canada, les entreprises fédérales, les administrations provinciales, les entreprises provinciales, les administrations municipales, les entreprises municipales ou les sociétés. Les émetteurs étrangers sont classés comme des gouvernements, des organisations internationales ou autres.

Société affiliée

Entité commerciale détenue entre 10 % et 100 % par une autre entité commerciale. Selon le degré de propriété, les sociétés affiliées sont classées comme des sociétés associées, des filiales ou des succursales.

Société associée

Entité commerciale détenue dans une proportion de 10 % à 50 % par une autre entité commerciale.

Succursale

Entité commerciale qui n'est pas constituée en société et qui est détenue par une autre entité commerciale.

Terme jusqu'à échéance

Période fixe correspondant à la durée de vie d'un titre. Le terme jusqu'à échéance correspond à la période qui s'écoule entre la date à laquelle le titre est émis (terme initial jusqu'à échéance) ou en circulation (terme restant jusqu'à échéance) et la date à laquelle le titre est rachetable (date d'échéance).

Titres

Instruments financiers négociables, comme les actions émises dans le public, les obligations, les instruments du marché monétaire et d'autres instruments financiers. Les titres sont traités comme des investissements directs et des investissements de portefeuille dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux, selon que la relation entre l'émetteur et le détenteur est directe ou de portefeuille.

Titrisation

Regroupement d'éléments d'actif non négociés en vue d'émettre des titres standardisés garantis par ces éléments d'actif, qui peuvent alors être négociés comme tout autre titre.

Valeur à l'échéance

La valeur à l'échéance d'un titre est le montant que l'émetteur paiera au détenteur du titre à la date de rachat du titre. On fait souvent référence à la valeur au pair, à la valeur nominale ou à la valeur de rachat.

Valeur au marché

La valeur au marché est une autre méthode d'évaluation pour les statistiques du bilan des investissements internationaux. La valeur au marché des éléments de l'actif et du passif reflète les cours en vigueur au moment où le bilan est calculé.

Valeur comptable

Méthode d'évaluation de l'actif et du passif fondée sur la valeur inscrite dans les livres du détenteur de l'actif ou de l'émetteur du passif. La valeur comptable est une des méthodes qui sert à évaluer l'actif et le passif financiers canadiens dans le bilan des investissements internationaux.

Valeur transactionnelle

Valeur qui, au sens large, représente le prix réel (ou prix du marché) convenu par les agents économiques et qui sert habituellement à comptabiliser les opérations dans la balance des paiements. En l'absence d'un prix du marché, par exemple dans le cas de troc, des mesures de substitution doivent être estimées, généralement en tenant compte des prix du marché connus pour d'autres opérations équivalentes.

Appendice II

Tableaux de références

Tableau explicatif 1

Cours du change étranger - unité étrangère exprimée en monnaie canadienne

Période	Dollar É.-U.		Livre sterling	Euro	Franc suisse	Yen japonais
	Clôture	Moyenne à midi				
V No.	v37432	v37426	v37430	v21570998	v37429	v37456
2004						
I	1,3113	1,3178	2,4241	1,6486	1,0510	0,0123
II	1,3338	1,3595	2,4550	1,6377	1,0653	0,0124
III	1,2616	1,3072	2,3786	1,5989	1,0408	0,0119
IV	1,2020	1,2207	2,2769	1,5822	1,0320	0,0115
2005						
I	1,2096	1,2270	2,3192	1,6077	1,0378	0,0117
II	1,2254	1,2439	2,3091	1,5669	1,0148	0,0116
III	1,1627	1,2015	2,1429	1,4644	0,9426	0,0108
IV	1,1630	1,1732	2,0514	1,3950	0,9016	0,0100
2006						
I	1,1680	1,1545	2,0243	1,3890	0,8909	0,0099
2005						
Janvier	1,2412	1,2253	2,3001	1,6052	1,0373	0,0119
Février	1,2335	1,2397	2,3397	1,6133	1,0407	0,0118
Mars	1,2096	1,2161	2,3177	1,6045	1,0354	0,0116
Avril	1,2585	1,2360	2,3436	1,5997	1,0340	0,0115
Mai	1,2552	1,2555	2,3294	1,5934	1,0312	0,0118
Juin	1,2254	1,2402	2,2543	1,5076	0,9794	0,0114
Juillet	1,2241	1,2227	2,1398	1,4714	0,9441	0,0109
Août	1,1871	1,2040	2,1616	1,4808	0,9538	0,0109
Septembre	1,1627	1,1776	2,1275	1,4409	0,9298	0,0106
Octobre	1,1812	1,1776	2,0784	1,4156	0,9143	0,0103
Novembre	1,1669	1,1811	2,0482	1,3922	0,9007	0,0100
Décembre	1,1630	1,1610	2,0277	1,3771	0,8897	0,0098
2006						
Janvier	1,1390	1,1573	2,0464	1,4032	0,9059	0,0100
Février	1,1366	1,1489	2,0079	1,3716	0,8801	0,0097
Mars	1,1680	1,1574	2,0185	1,3921	0,8868	0,0099
Avril	1,1180	1,1438	2,0229	1,4046	0,8921	0,0098
Mai	1,1015	1,1095	2,0717	1,4159	0,9094	0,0099

Tableau explicatif 2
Certains rendements du marché des capitaux, mensuel

Période	Cours des actions		Obligations (10 ans de rendement)			Bons du trésor (3 mois)		
	Indice composé Standard et Poor's/Bourse de Toronto, dernier jour, 1975=1 000	Standard and Poor's (500), 1941-43=10	Gouvernement du Canada	Gouvernement des États-Unis	Différentiel	Gouvernement du Canada	Gouvernement des États-Unis	Différentiel
V No.	v122620	v37425	v122543	v4429276	v122543-v4429276	v122531		
	index		rate					
2004								
Juin	8 545,6	1 140,8	4,83	4,62	0,21	2,01	...	...
Juillet	8 458,1	1 101,7	4,82	4,61	0,21	2,08	...	...
Août	8 377,0	1 104,2	4,68	4,26	0,42	2,13	...	...
Septembre	8 668,3	1 114,6	4,58	4,10	0,48	2,45	...	...
Octobre	8 871,0	1 130,2	4,52	4,11	0,41	2,57	...	...
Novembre	9 030,0	1 173,8	4,44	4,20	0,24	2,63	...	...
Décembre	9 246,6	1 211,9	4,39	4,33	0,06	2,47	...	...
2005								
Janvier	9 204,0	1 181,3	4,21	4,21	0,00	2,43	...	...
Février	9 668,3	1 203,6	4,28	4,27	0,01	2,46	...	...
Mars	9 612,4	1 180,6	4,39	4,56	-0,17	2,56	...	...
Avril	9 369,3	1 156,8	4,14	4,25	-0,11	2,45	...	...
Mai	9 607,3	1 191,5	4,02	4,08	-0,06	2,46	...	...
Juin	9 902,8	1 191,3	3,81	3,99	-0,18	2,48	...	...
Juillet	10 422,9	1 234,2	3,91	4,27	-0,36	2,59	...	...
Août	10 668,9	1 220,3	3,78	4,02	-0,24	2,72	...	...
Septembre	11 011,8	1 228,8	3,94	4,26	-0,32	2,86	...	...
Octobre	10 383,3	1 207,0	4,16	4,60	-0,44	3,06	...	...
Novembre	10 824,1	1 249,5	4,06	4,49	-0,43	3,31	...	...
Décembre	11 272,3	1 248,3	3,93	4,38	-0,45	3,37	...	...
2006								
Janvier	11 945,6	1 280,1	4,11	4,49	-0,38	3,47	...	...
Février	11 688,3	1 280,7	4,10	4,53	-0,43	3,72	...	...
Mars	12 110,6	1 294,8	4,23	4,81	-0,58	3,86	...	...
Avril	12 204,2	1 310,6	4,52	5,12	-0,60	4,03	...	...
Mai	11 744,5	1 270,1	4,45	5,12	-0,67	4,18	...	...